

M. le Percepteur du
Revenu Provincial,
M. Oscar Sénécal,
445, St-Gabriel,
Montréal.

Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 13 AVRIL 1929

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 13TH APRIL, 1929

AUX ANNONCEURS DANS LA "GAZETTE OFFICIELLE"

CEUX qui transmettent des annonces pour être insérées dans la "Gazette officielle" voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion, 15c. par ligne (mesure agate).

Insertions subséquentes, 5c. par ligne (mesure agate).

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction, 50c. par 100 mots.

"Gazette officielle", par exemplaire, 30c.

Feuilles volantes, $1.00 par douzaine.

Un acompte par chèque accepté ou mandat, couvrant à peu près le montant de l'annonce, est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent vous sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur récep-

TO ADVERTISERS IN THE "OFFICIAL GAZETTE".

PARTIES sending advertisements to be inserted in the "Official Gazette" will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required

ADVERTISING RATES.

First insertion, 15 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Tabular matter at double rate.

Translation, 50 cents per 100 words.

"Official Gazette", 30 cents per single number.

Slips, $1.00 per dozen.

Notices which are to be inserted once only are strictly payable in advance, by accepted cheque or money order. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception

tion de la facture, avant la deuxième publication, qui sera cancellée si ces conditions n'ont pas été remplies.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette officielle" du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, $7. par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'imprimeur du Roi, *pro tem.*,
C.-J. SIMARD.

Hôtel du gouvernement. 945—9-9

of the account, before the second publication, which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of $7. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the *Gazette* number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

C. J. SIMARD,
King's Printer, *pro tem.*

Government House. 946—9-9

Lettres patentes

"Bagot Sand Co., Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour de février 1929, constituant en corporation: Antoine-Bernard Hamelin, avocat, de la cité d'Outremont, Joseph Gélinas, comptable, et Delle Marie-Anna Savard, secrétaire, de la cité de Montréal, tous trois du district de Montréal, dans les buts suivants:

Faire affaires comme marchand en gros et en détail, importateurs, exportateurs et commerçants de sable, gravel, pierre, chaux, briques, bois brut et préparé et toutes espèces de matériaux de construction;

Posséder et exploiter des carrières de pierre, des sablières et autres dépôts de gravel, terre à brique, les développer, les faire valoir, louer, vendre ou autrement en disposer, ainsi que des produits d'iceux;

Couper, scier, préparer pour le marché le bois debout, les billots, traverses, bois de charpente, bois de construction, poteaux de téléphone ou de télégraphe, le bois de pulpe ou tous autres produits de la forêt;

Acheter, manufacturer ou vendre et faire le commerce du sable, de la pierre, gravel, chaux, brique, bois et toutes espèces de matériaux de construction;

Faire l'emmagasinage de tous tels matériaux de construction ainsi que de tous autres produits similaires, moyennant rémunération;

Agir comme courtiers ou agents, à commission pour l'achat et la vente de tous tels produits ou autres connexes et similaires et accessoires;

Acquérir, acheter, louer, posséder, soit par bail, vente ou autrement, des terrains, bâtisses et autres, devant servir à l'exploitation du commerce de la compagnie;

Vendre, grever, hypothéquer ou autrement aliéner tels terrains ou bâtisses;

Letters patent

"Bagot Sand Co., Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, pursuant to article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the twenty eighth day of February, 1929, incorporating: Antoine Bernard Hamelin, advocate, of the city of Outremont, Joseph Gélinas, accountant, and Miss Marie Anna Savard, secretary, of the city of Montreal, all three of the district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as wholesale and retail merchants, importers, exporters and dealers in sand, gravel, stone, lime, brick, timber and lumber and all kinds of building materials;

To own and operate stone quarries, sand pits and other gravel deposits, earth for brick, and to develop, turn to account, lease, sell, or dispose of the same and any products thereof;

To cut, saw, prepare for the market standing timber, logs, ties, timber, lumber, telephone or telegraph poles, pulpwood and any other products of the forest;

To purchase, manufacture, sell and deal in sand, stone, gravel, lime, brick, lumber and all kinds of building materials;

For due remuneration to store any such building materials and any other similar products;

To act as brokers or commission agents for the purchase and sale of any such products or others like and similar and accessories;

To acquire, purchase, lease, hold by lease, sale or otherwise, lands, buildings and other, useful for the operation of the business of the company;

To sell, pledge, hypothecate or otherwise alienate such lands or buildings;

Acquérir par vente, bail ou autrement, le commerce, la propriété mobilière ou immobilière l'actif et passif, l'achalandage, les droits et privilèges, les contrats de toute entreprise dont les objets sont tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, et faire le paiement de telles acquisitions en argent ou en partie en argent, et partie en parts ou obligations de la compagnie, ou en parts ou en actions de la compagnie;

Construire, ériger, établir et autrement acquérir, posséder, maintenir et gérer, exploiter des éleveurs, convoyeurs, chevalets, outillages pour emmagasinage, chutes, entrepôts, hangars et autres bâtiments, et l'équipement, outillage, machinerie, appareils mécaniques employés en rapport avec l'expédition, l'emmagasinage, la livraison ou autres manutentions du sable, de la pierre, gravel, chaux, brique, bois et toutes espèces de matériaux de construction, leurs produits et leurs sous-produits;

Pour les fins de la compagnie, acquérir, acheter, prendre ou donner en location, améliorer, posséder, employer, maintenir, exploiter, gérer, exercer, contrôler, aussi seulement sur les terres ou terrains possédés ou contrôlés par la compagnie, ou sur lesquels la compagnie a un droit ou permis à cet effet, tels chemins, routes, ponts et voies d'évitement et toutes autres structures, ateliers, commodités ou accessoires, comme il en sera requis pour les fins de la compagnie, et contribuer, subventionner ou autrement aider, ou prendre part à leur acquisition, achat, location, construction, amélioration, possession, emploi, entretien, exploitation, gérance, exercice ou contrôle;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des droits d'auteurs, patentes, licences, concessions et choses semblables, conférant aucun droit limité, exclusif et non exclusif, à l'usage d'aucun secret ou renseignements relatifs ou se rapportant à aucune invention ou à aucun procédé paraissant propre à servir directement ou indirectement tous ou aucun des objets de la compagnie, aussi utiliser, développer, accorder des permis y relatifs et autrement faire valoir ces droits, biens et renseignements ainsi acquis;

Prélever ou aider à prélever de l'argent au moyen de boni, prêts, endossements, promesses, garanties d'obligations, de débentures ou autres valeurs de la présente compagnie, ou de toute autre compagnie formée pour acquérir le commerce de la présente compagnie;

Placer les deniers disponibles de la compagnie et en disposer de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Fixer, souscrire, endosser, exécuter et émettre des chèques, billets, lettres de change, connaissements, mandats, ou autres instruments négociables et transférables;

Se consolider ou s'amalgamer avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie;

S'associer ou conclure des arrangements au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autrement avec toute personne ou compagnie exerçant ou engagée, ou se proposant d'exercer ou de s'engager dans une entreprise ou transaction que la présente compagnie est autorisée à exercer ou entreprendre, ou toute industrie ou transaction capable d'être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à cette compagnie et prêter des fonds, garantir les contrats ou autrement aider à telles personnes ou compagnies, prendre ou autrement

To acquire by sale, lease or otherwise, the movable or immovable property, assets and liabilities, good-will, rights and privileges and contracts of any undertaking having objects in whole or in part similar to those of the present company, and to pay for such acquisition in cash or partly in cash and partly in shares or bonds of the company or in shares or stock of the company;

To built, erect, establish or otherwise acquire, own, maintain and manage, exploit elevators, conveyers, trestles, storage equipment, chutes, warehouses, sheds and other buildings and the equipment, implements, machinery, mechanical apparatus used in connection with the forwarding, storage, delivery or other handling of sand, stone, gravel, lime, brick, wood and all kinds of building materials, their products and by-products;

For the purpose of the company, to acquire, purchase, take or give on lease, improve, own, use, maintain, exploit, manage, exercise, control, but only on the lands or lots of land owned or controlled by the company or on which the company has a right or permit to such effect, such roads, by-roads, bridges and sidings and other buildings, workshops, commodities or accessories as may be required for the purposes of the company, and to contribute to, subsidize or otherwise assist, or take part in the acquisition, purchase, leasing, building, improvement, possession, use, maintenance, management, exercise or control thereof;

To apply for, purchase or otherwise acquire copyrights, patents, licenses, concessions and similar things, conferring any limited, exclusive or non-exclusive right for the use of any secret or other information relating to or connected with any invention or any process which may seem capable of being directly or indirectly used for the purposes of the company, to also utilise, develop, grant permits in respect of and otherwise turn to account the rights, property and information thus acquired;

To raise or assist in raising money by way of bonus, loans, endorsement, promises, guarantee of bonds, debentures or other securities of the present company, or of any other company formed to acquire the business of the present company;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such manner as from time to time may be determined;

To make, underwrite, accept, endorse, execute and issue notes, bills of exchange, bills of lading, warrants or other negotiable and transferable instruments;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of the present company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such com-

acquérir des actions ou valeurs de toute compagnie, et les vendre, détenir, revendre avec ou sans garantie ou autrement en disposer;

Distribuer en espèces, par voie de dividendes, aucunes actions ou valeurs appartenant à la compagnie, ou aucune propriété ou biens de la compagnie applicable comme profits de la compagnie;

Faire constituer ou enregistrer la compagnie dans aucune partie du monde, comme il pourra en être jugé opportun;

Emettre des actions libérées, obligations, débentures pour le paiement total ou partiel d'aucunes propriétés mobilières ou immobilières, droits, privilèges, concessions ou autres avantages que la compagnie peut légalement acquérir;

Rémunérer, soit en argent ou en actions libérées ou en obligations de cette compagnie ou de toute autre manière, toute personne ou compagnie pour services rendus en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune des valeurs de la compagnie ou aucune débenture ou autre valeur de la compagnie, ainsi que pour l'émission de stocks payés en partie ou en totalité ou pour ou à propos de la formation ou promotion de la compagnie ou la conduite des affaires;

Rémunérer, soit au moyen de commissions n'excédant pas vingt-cinq pour cent ou autrement, toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus en vendant ou plaçant, ou en aidant à vendre ou à placer, ou en garantissant la vente ou le placement des parts de la compagnie ou autres débentures, actions ou autres valeurs de la compagnie;

Pour faire toute autre chose utile ou nécessaire pour atteindre les objets ci-dessus ou aucun d'eux, le mot compagnie, dans les présentes (excepté quand il est employé pour désigner cette compagnie) sera supposé inclure toute association ou réunion de personnes incorporées, formée pour exercer une industrie dans le Dominion du Canada ou ailleurs, et les objets spécifiés dans chaque paragraphe des présentes ne seront nullement limités par induction d'aucun autre paragraphe, mais pourront être étendus par ce moyen;

Souscrire ou garantir certains montants pour œuvre charitable, philanthropique ou publique ou patriotique;

Nonobstant l'article 2017 du Code civil, la compagnie a les pouvoirs d'hypothéquer, nantir ou mettre en gage les biens mobiliers ou immobiliers, présents ou futurs, de la compagnie pour assurer le paiement de telle obligation ou autres valeurs, ou donner une partie seulement de ces garanties pour les mêmes fins, se constituer l'hypothèque, le nantissement ou le gage mentionné dans ce paragraphe, aux articles 11 et 12 de la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations (chapitre 227, S. R. Q., 1925) ou de toute autre manière;

Faire le commerce des immeubles en général, donner des hypothèques, faire le commerce des hypothèques, donner quittance, agir comme courtiers en immeubles, en valeurs ou en hypothèques ou autrement;

Faire toutes choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets ci-dessus cités comme principaux, agents, entrepreneurs ou autres, par fiduciaires, procureurs ou autres, soit seul, soit avec d'autres, sous le nom de "Bagot Sand Co., Limited".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en mille actions privilégiées de $10.00 chacune et en deux mille actions sans valeur au pair ou nominale;

pany, and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To distribute in specie, by way of dividends, any shares or securities owned by the company or any property or assets of the company, applicable as profits thereof;

To have the company constituted or registered in any part of the world, as may be deemed expedient;

To issue paid up shares, bonds, debentures, as whole or part payment for any movable or immovable property, rights, privileges, concessions or other advantages which the company may legally acquire;

To remunerate, either in cash or in paid up shares or in bonds of the present company or in any other manner, any person or company for services rendered by placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares of the company, or any debenture or other security of the company, and also for the issue of fully or partly paid up stock or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To remunerate, whether by means of commission not exceeding twenty five per cent or otherwise, any persons or companies for services rendered or to be rendered in selling or placing or assisting to sell or place or guaranteeing the sale or placing of any shares of the company, or any debentures, stock or other securities of the company;

For anything useful or necessary for the attainment of the objects aforesaid or any of such objects, the word company herein (excepting when used to designate this company) shall be supposed to include any association or society of persons incorporated, formed for the carrying on of business in the Dominion of Canada or elsewhere, and the objects specified in each paragraph herein shall in no way be limited by induction from any other paragraph, but may by this means be extended;

To subscribe for or guarantee certain amounts for charitable, philanthropic, public or patriotic works;

Notwithstanding article 2017 of the Civil Code, the company shall have a right to hypothecate, mortgage or pledge the movable or immovable property, present and future, of the company, to secure the payment of any such debentures or other securities, or give part only of such guarantees for such purposes, and constitute the hypothec, mortgage or pledge mentioned in such paragraph, by trust deed, in accordance with articles 11 and 12 of the Special Corporate Powers Act (chapter 227, R. S. Q., 1925) or in any other manner;

To carry on a real estate business generally, to give hypothecs, deal in hypothecs, give receipts, act as brokers for real estate, securities or hypothecs or otherwise;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects as principals, agents, contractors or otherwise and by or through trustees, attorneys or otherwise and either alone or in conjunction with others, under the name of "Bagot Sand Co., Limited";

The capital stock of the company shall be divided into one thousand preferred shares of $10.00 each and into two thousand shares without nominal or par value;

Quant aux actions privilégiées, elles seront émises en vertu du règlement suivant qui fera partie des règlements de la compagnie comme règlement No 1;

a. A même le capital autorisé de la compagnie, mille actions de dix dollars chacune seront émises comme actions privilégiées, de manière à constituer un prêt fait à la compagnie, portant privilège après les créanciers de commerce de la compagnie, et de préférence dans le cas de liquidation, pour être payées sur les premiers argents disponibles après le paiement des créanciers de la compagnie;

b. Ces dites actions comporteront un droit de priorité pour un dividende sur les profits de la compagnie au taux de 7% l'an, payable de préférence sur toutes autres actions émises par la compagnie, lorsque la compagnie fera des profits, de manière à permettre tel paiement de dividende, mais le dividende sur ces actions sera limité au taux de 7% l'an, et ces dividendes seront payés semi-annuellement;

c. Les actions ne comporteront aucun droit de vote aux assemblées des actionnaires de la compagnie et seront remboursables au prix de $10.50 par action, lorsque la finance de la compagnie le permettra et à une époque à être déterminée par les directeurs de la compagnie, sur règlement à être passé par la compagnie et à être approuvé par les actionnaires;

Les actions autres que les actions privilégiées, au nombre de deux mille, seront des actions sans valeur au pair ou nominales, et seront émises et réparties au prix qui sera fixé par les directeurs;

Le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de onze mille dollars ($11,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de février 1929.

Le sous-secrétaire de la province,

1653 C.-J. SIMARD.

"Beaver Broom Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes en date du vingt-septième jour d'octobre 1928, constituant en corporation: John Edward Grivell, comptable, Helena Peers, Hanna Grace McKeil, toutes deux filles majeures, sténographes, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre, faire le commerce de balais, brosses, vadrouilles, de toutes descriptions, et de tous les matériaux et articles de nature similaire, et généralement faire, dans toutes ses spécialités, le commerce de manufacturiers, producteurs, marchands, en gros et en détail, importateurs, exportateurs, sans limitation quant à la classe des produits et marchandises et manufacturer, produire, adapter, préparer, acheter, vendre et autrement faire le commerce de tous matériaux, articles ou choses requis en rapport avec tel commerce ou qui s'y rapportent;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la compagnie;

With regard to the preferred shares, they shall be issued in virtue of the following by-law which will form part of the by-laws of the company as by-law No. 1:

a. Out of the authorized capital stock of the company, one thousand shares of ten dollars each shall be issued as preferred shares, in such manner as to constitute a loan made to the company, bearing privilege after the company's business creditors, and having preference, in case of liquidation, to be paid out of the first available cash after the payment of the creditors of the company;

b. The said shares shall confer right of priority for a dividend out of the profits of the company, at the rate of 7% per annum, payable in preference to any other shares issued by the company, when the company will make such profits as to allow the payment of such dividend, but said dividend, on such shares, shall be limited to the rate of 7% per annum, and such dividends shall be paid semi-annually;

c. Such shares shall not confer any right to vote at the meetings of the shareholders of the company and shall be redeemable at the price of $10.50 per share when the finances of the company will so permit and at a period to be determined by the directors of the company by by-law to be passed by the company and approved by the shareholders;

The shares other than the preferred shares, to the number of two thousand, shall be shares having no par or nominal value and shall be issued and allotted at a price to be fixed by the directors;

The amount with which the company will commence its operations shall be eleven thousand dollars ($11,000.00).

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty eighth day of February, 1929.

C. J. SIMARD,

1654 Assistant Provincial Secretary.

"Beaver Broom Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, Q.R.S., 1925, bearing date the twenty seventh day of October, 1928, incorporating: John Edward Grivell, accountant, Helena Peers, Hanna Grace McKeil, both spinsters, of the full age of majority, stenographers, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

Manufacture, import, export, buy, sell and deal in brooms, brushes, mops and whisks of all descriptions and of all materials and all articles of a similar nature and generally to carry on all lines of business as manufacturers, producers, merchants, both wholesale and retail, importers, exporters, without limitation as to the class of products and merchandise, and to manufacture, produce, adapt, prepare, buy, sell and otherwise deal in any materials, articles or things required in connection with or incidental to such business;

Acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

Demander, acheter ou acquérir autrement tous brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention, ou quelque secret ou autre renseignement au sujet de telle invention qui pourrait être utilisée pour l'une des fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer ou permettre l'usage ou faire valoir autrement les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins similaires, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement ces dites personnes ou compagnies, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, les détenir, les revendre, avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions dans toute autre compagnie dont les objets sont en totalité ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou qui exerce toute industrie pouvant être conduite de façon à profiter à la compagnie, soit directement ou indirectement;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie, ou l'une quelconque desdites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir, et exécuter, exercer cesdites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Etablir, supporter ou aider à l'établissement ou support d'associations, d'institutions, fonds et convenances devant bénéficier aux employés ou ex-employés de la compagnie, ou leurs prédécesseurs en affaires, ou leurs parents ou ceux dont ils sont les soutiens, et accorder des pensions et allocations, payer des primes d'assurances pour eux, souscrire ou garantir des sommes d'argent pour des fins de charité ou de bienfaisance ainsi que pour toute exposition ou autres objets d'utilité publique et générale;

Promouvoir toute compagnie ou compagnies formées dans le but d'acquérir ou d'assumer la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la présente compagnie, ou pour toute autre fin qui pourrait directement ou indirectement profiter à la présente compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous les biens mobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie et en particulier toute machinerie, matériel et fonds de commerce;

Construire, améliorer, entretenir, mettre en service, administrer, exécuter ou contrôler sur ses propriétés ou celles qu'elle contrôle, mais seulement pour les fins de son industrie ou négoce, tous chemins, voies, embranchements ou voies d'évitement, ponts, réservoirs, cours d'eau, quais, manufactures, entrepôts, usines d'énergie électrique, ateliers, magasins et autres usines et installations de nature à promouvoir directe-

Apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

Enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

Take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

Enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain and carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

Establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company or its predecessors in business, or the dependents or connections of such persons, and grant pensions and allowances, and make payments towards insurance and subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for any public, general or useful object;

Promote any company or companies for the purpose of acquiring or taking over all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

Purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular any machinery, plant and stock-in-trade;

Construct, improve, maintain, work, manage, carry out or control, on its property or upon property under its control, but only for the purposes of its business or trade, any roads, ways, branches or sidings, bridges, reservoirs, watercourses, wharves, manufactories, warehouses, electric works, shops, stores and other works and conveniences which may seem calculated directly or indirectly to advance the company's interests,

me nt ou indirectement les intérêts de la compagnie, et contribuer, subventionner ou aider ou prendre part à leur construction, embellissement, entretien, exploitation, administration, exécution ou contrôle;

Prêter des fonds aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie et garantir l'exécution des contrats par cesdites personnes;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de ladite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, les débentures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, si elle est autorisée à le faire par le vote de la majorité en nombre des actionnaires présents ou représentés par procuration à une assemblée générale dûment convoquée pour prendre cette affaire en considération, et détenant au moins les deux-tiers du capital-actions émis de la compagnie;

Prendre les moyens de faire connaître les produits de la compagnie qui seront jugés convenables, et particulièrement le publicité dans la presse, la distribution de circulaires; l'achat et l'exposition de travaux d'art ou d'intérêt, la publication de livres et périodiques et par l'octroi de prix, récompenses et dons;

Vendre, embellir, administrer, développer, échanger, louer, céder ou faire valoir autrement la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la présente compagnie;

Faire toutes ou chacune des choses énumétées plus haut et toutes les choses autorisées par les lettres patentes ou lettres patentes supplémentaires en qualité de principaux, d'agents ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Payer à même les fonds, tous les frais et dépenses qui sont incidents à l'incorporation et à l'organisation de la compagnie;

Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui peuvent conduire à l'accomplissement des objets susdits;

La constitution en corporation est demandée avec les restrictions suivantes, quant au transfert des actions:

Le nombre des actionnaires de la compagnie (non compris les personnes qui sont à l'emplo de la compagnie et les personnes qui, ayant été autrefois à l'emploi de la compagnie, étaient, pendant qu'elles occupaient tel emploi, et ont continué après avoir quitté tel emploi à être actionnaires de la compagnie) ne devra pas excéder le nombre vingt;

Le public ne sera pas invité à souscrire pour des actions ou débentures de la compagnie;

La compagnie exercera son industrie dans toute la province de Québec, sous le nom de "Beaver Broom Company, Limited";

Le montant du capital-actions sera de vingt-cinq mille piastres ($25,000.00), divisé en deux cents (200) actions de capital privilégié d'une valeur au pair de cent piastres ($100.00) chacune, et de cent (100) actions de capital ordinaire d'une valeur au pair de cinquante piastres ($50.00) chacune;

Les dites actions privilégiées jouiront et seront sujettes aux préférences, priorités, privilèges

and contribute to, subsidize or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working, management, carrying out or control thereof;

Lend money to customers and others having dealings with the company and guarantee the performance of contracts by any such persons;

Draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

Sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, if authorized so to do by the vote of a majority in number of the shareholders present or represented by proxy at a general meeting duly called for considering the matter, and holding not less than two-thirds of the issued capital stock of the company;

Adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient and in particular, by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

Sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

Do all or any of the above things and all things authorized by the Letters Patent or Supplementary Letters Patent, as principals, agents or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

Pay out of its funds all costs and expenses of or incidental to the incorporation and organization of the company;

Do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

Incorporation is sought with the following restrictions on the transfer of shares;

The number of the shareholders of the company (exclusive of persons who are in the employ of the company and of such persons who, having been formerly in the employment of the company were, still in such employ and have continued after the termination of such employ, to be shareholders of the company) shall not exceed twenty;

No invitation shall be issued to the public to subscribe to any shares or debentures of the company;

The operations of the said company to be carried on throughout the Province of Quebec, under the name of "Beaver Broom Company, Limited";

The amount of capital stock shall be twenty five thousand dollars ($25,000.00), divided into two hundred (200) shares of preferred stock at a par value of one hundred dollars ($100.00) each, and one hundred (100) shares of common stock of the par value of fifty dollars ($50.00) each;

The said preference shares shall carry and be subject to the preferences, priorities, privileges

et conditions ci-après énoncés, à savoir:

a. Les porteurs des dites actions privilégiées n'auront pas droit de voter, mais ils auront droit et recevront semi-annuellement, le premier janvier et le premier juillet de chaque année, suivant que déclaré par le bureau de direction, des dividendes cumulatifs à compter du premier janvier 1929 ou de la date de dividende semi-annuelle précédant immédiatement la date de l'émission, ou de la date d'émission, si elle concorde avec une date de dividende semi-annuel, sur le montant versé sur leurs actions, au taux de huit pour cent par année, mais pas davantage, à même le surplus et les bénéfices nets de la compagnie (étant les argents dûment applicables au paiement des dividendes) de préférence et avec priorité à tout paiement de dividende sur les actions ordinaires de la compagnie;

b. Advenant la liquidation, dissolution, faillite, ventilation volontaire de la compagnie, les porteurs des dites actions privilégiées auront droit (avant qu'aucune distribution ne soit faite aux porteurs des actions ordinaires) de recevoir un montant égal au montant intégral versé sur les dites actions, et au paiement intégral de tous les dividendes cumulatifs dus sur icelles, de préférence et avec priorité à tout paiement sur les actions ordinaires, et toute balance qui restera après telle distribution sera divisée également entre les porteurs des actions ordinaires:

c. La compagnie aura le droit, de temps à autre, le premier janvier ou le premier juillet de chaque année, et à son gré, de racheter la totalité ou toute partie des dites actions privilégiées créées par les présentes, en remboursant les porteurs d'icelles sur une base de cent dix piastres ($110.00) pour chaque action privilégiée entièrement libérée, avec tous les dividendes cumulatifs, courus et impayés, ou en achetant la totalité ou toute partie des dites actions privilégiées en cours, sur le marché ou par vente privée, mais pour un montant n'excédant pas cent dix piastres ($110.00) pour chaque action entièrement libérée, avec tous les dividendes cumulatifs, courus et impayés; pourvu que dans le cas où la compagnie rachèterait en aucun temps autrement que par achat sur le marché ou par vente privée, comme il est dit plus haut, une partie seulements des actions privilégiées de la compagnie, en cours, les actions qui seront rachetées seront choisies par tirage au sort, lequel tirage se fera par des personnes responsables nommées par le bureau de direction de la compagnie, suivant la manière déterminée par le bureau;

Un avis d'au moins trente jours avant le rachat sera donné à chaque porteur des dites actions privilégiées à être rachetées, à son adresse postale ou à sa dernière adresse inscrite dans les livres de la compagnie et, à compter de la date fixée pour tel rachat, les dividendes sur ces actions privilégiées dont avis de rachat a été donné cesseront de courir à moins que la compagnie fasse défaut de les racheter, d'après les conditions de l'avis, et les porteurs respectifs d'icelles n'auront dans la suite nul droit additionnel, excepté de recevoir le paiement des actions au dit prix de rachat sur présentation et livraison de leurs certificats respectifs.

Le bureau principal de la compagnie sera au village de Cowansville, district de Bedford, dans la dite province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour d'octobre 1928.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,

1655 ALEXANDRE DESMEULES.

and conditions hereafter set forth, that is to say:

a. The holders of such preference shares shall have no voting rights, but shall be entitled to and shall receive half yearly, on the first days of January and July in each year as, when and if declared by the board of Directors, dividends cumulative from the first day of January, 1929, or from the half yearly dividend date next preceding the date of issue, or from the date of issue if it be a half yearly dividend date, on the amount paid up on their shares, at the rate of eight per cent per annum, but no more, out and from the surplus or net profits of the company (being monies properly applicable to the payment of dividends) in preference to and with priority over any payment of dividends upon the common shares of the company;

b. In the event of voluntary liquidation, dissolution, bankrupcy or winding-up of the company, the holders of such preference shares shall be entitled (before any distribution is made to the holders of common shares) to receive the amount equal to the full amount paid on said shares, and to the payment in full of all cumulative dividends thereon due, in preference and priority to any payment upon the common shares, and any balance thereafter remaining shall be divided equally among the holders of common shares;

c. The company shall have the right from time to time, on the first days of January or July in any year and at its option, to redeem the whole or any part of said preference shares hereby created by paying the holders thereof on the basis of one hundred and ten dollars ($110.00) for fully paid up preference shares together with all accrued and unpaid cumulative dividends, or by purchasing the whole or any part of such outstanding preference shares in the open market, or by private sale but for an amount not exceeding one hundred and ten dollars ($110.00) for each fully paid up share, together with all accrued and unpaid cumulative dividends, provided that in the event of the company redeeming at any time otherwise than by purchase in the open market or by private sale as aforesaid, less than the whole of the company's outstanding preference shares, the shares to be so redeemed shall be determined by drawing lots, such drawing to be made by responsible persons appointed by the directors of the company in such manner as may be determined by the Board.

At least thirty days notice in advance of such redemption shall be mailed to each holder of such preference shares to be redeemed, at his post office address or at his address as last appears on the books of the company, and on and after the date fixed for such redemption the dividends on such preference shares in respect of which notice of redemption has been given shall cease, unless the company shall fail so to redeem such shares in accordance with such notice, and the respective holders thereof shall have no further right except to receive payment thereof at the said redemption prices upon presentation and surrender of their respective certificates;

The head office of the company will be at Village of Cowansville, district of Bedford, in the said province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-seventh day of October, 1928.

ALEXANDRE DESMEULES,

1656 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Bonds and Investments, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deuxième jour de novembre 1928, constituant en corporation: Charles Mackay Cotton, de la cité de Westmount, comté d'Hochelaga, William-Ulric Cotton, de la ville de Cowansville, dans le comté de Missisquoi, et Egbert-William Westover, de la cité de Montréal, tous avocats, pour les fins suivantes:

Posséder, acheter, vendre ou faire le commerce d'obligations, débentures, actions-débentures, actions d'une valeur nominale ou sans valeur au pair, droits de souscrire au capital de toute compagnie ou compagnies et en général faire le commerce de toutes les valeurs dont on fait commerce dans les bourses d'actions et de mines, les maisons de change ou autres;

Faire des avances sur toutes les valeurs précitées par voie de garantie ou de transport et les recevoir comme garantie directe ou collatérale pour les avances sur billets ou autres garanties de paiement;

Placer les deniers de la compagnie sur hypothèque; faire des avances sur des valeurs immobilières ou des soldes de prix d'achat, de louage et faire le commerce d'immeubles;

Avancer des deniers, prêter les fonds de la compagnie, engager son crédit et aussi emprunter des banques, des sociétés de prêt ou des personnes, sur toutes garanties ou valeurs quelconques comprenant les montants dus sur les appels de versement valablement faits, mais encore non payés, sur le capital-actions de la présente compagnie, et sur les valeurs cessibles dans les polices d'assurance sur la vie;

Effectuer des contrats de garantie en sa faveur ou participer à la garantie d'émissions d'obligations, d'actions ou autres valeurs de compagnies incorporées, et aussi être partie à des contrats et avancer des deniers pour leur avancement et développement;

Agir comme dépositaires de valeurs telles que les obligations, actions ou autres certificats de propriété dans des compagnies incorporées pour l'avantage de personnes ou compagnies effectuant des avances sur iceux, sous le nom de "Bonds and Investments, Limited", avec un capital-actions au total de cent cinquante mille dollars ($150,000.00), divisé en mille cinq cents (1500) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le principal bureau de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce deuxième jour de novembre 1928.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,

1057 ALEXANDRE DESMEULES.

"Bonds and Investments, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of November, 1928, incorporating: Charles Mackay Cotton, of the city of Westmount, county of Hochelaga, William Ulric Cotton, of the town of Cowansville, in the county of Missisquoi, and Egbert William Westover, of the city of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To own, buy, sell or deal in bonds, debentures, debenture stock, shares either nominal or of no par value, rights to subscribe to the capital stock of any company or companies and generally deal in all values traded in on stock and mining exchanges, money parts or otherwise;

To makes advances on any of the foregoing securities, either by pledge or transfer, and to receive same either as direct pledge or else as collateral for advances on notes or other guarantees of payment;

To invest the monies of the company in mortgages on real estate; make advances on the securities of same or balances of purchase price, rents and to deal in real estate;

To advance monies, loan the funds of the company, pledge its credit and also borrow from Banks, Loan Institutions or persons on securities or values of any kind whatsoever, including the amounts due on calls duly made but yet unpaid on the capital stock of this company, and on surrender values of life insurance policies;

To enter into underwriting contracts on its own behalf or participate in underwriting issues of bonds, shares or other securities or incorporated companies, and also enter into contracts and advance monies for the promotion and development of same;

To act as "depositaires" of securities such as bonds, stocks or other certificates of ownership in incorporated companies for the benefit of persons or companies making advances thereon; under the name of "Bonds and Investments, Limited", with a total capital stock of one hundred and fifty thousand dollars ($150,000.00), divided into fifteen hundred (1500) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this second day of November, 1928.

ALEXANDRE DESMEULES,

1058 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Canal Sites, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente et unième jour d'octobre 1928, constituant en corporation: L'Honorable J.-Marcellin Wilson, sénateur, M. Mendoza Langlois, courtier en immeubles, Sir Lomer Gouin, K.C.M.G., avocat, Léon-Mercier Gouin, et Paul Gouin, avocats, tous de Montréal, et James-E. McCrea, manufacturier, de Sherbrooke, pour les fins suivantes:

Faire le commerce d'immeubles sous toutes ses formes;

Acquérir par achat, échange, louage ou de

"Canal Sites, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty first day of October, 1928, incorporating: The Honourable J. Marcellin Wilson, Senator, Mr. Mendoza Langlois, Real Estate Broker, Sir Lomer Gouin, K.C.M.G., Barrister, Léon Mercier-Gouin and Paul Gouin, Barristers, all of Montreal, and James E. McCrea, Manufacturer, of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on a real estate business in all its branches;

To acquire by purchase, exchange, lease or in

toute autre manière, et détenir, cultiver, arpenter, subdiviser en lots avec des rues, ruelles et squares, développer, améliorer et louer, échanger, vendre ou autrement en disposer ou faire le commerce de propriétés immobilières et de terres, cultivées ou non, et de tous les intérêts qui s'y trouvent;

Construire, ériger, bâtir et entretenir, ou faire en sorte qu'il soit construit, érigé, bâti et entretenu, dans et sur lesdites terres, des conduits, égouts, chemins, ponts et autres voies de communication, des maisons, moulins, fabriques, manufactures et tous autres travaux, améliorations ou constructions quelconques estimés nécessaires ou avantageux, et les louer, échanger, vendre ou autrement disposer et faire le commerce d'iceux, ou d'aucun d'entre eux, ensemble avec les terres sur lesquelles ils se trouvent;

Avancer de l'argent au moyen de prêts aux acheteurs, détenteurs, locataires ou occupants d'une partie quelconque des propriétés de la compagnie pour aider à y ériger des constructions ou à y faire des améliorations;

Prendre et détenir, comme sûreté pour le remboursement de tout prêt effectué par la compagnie et pour le paiement du prix ou de la considération de tout contrat fait avec la compagnie, des hypothèques ou valeurs de quelque nature qu'elles soient;

Acheter, acquérir et détenir et vendre, céder et transporter des actions, obligations et toutes autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation qui exploite l'industrie que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou faisant des affaires qui pourraient être conduites de manière à profiter à la présente compagnie;

Répartir et émettre, comme complètement libérées, toutes les actions dans le capital-actions de la compagnie en paiement de toute franchise, entreprise, propriété (mobilière ou immobilière) actions, obligations, sûretés, biens, droits, privilèges, brevets, permis ou contrats que la présente compagnie peut acquérir ou faire ou en acquittement de toute dette ou obligation qu'elle pourra devoir;

Se fusionner avec toute autre compagnie exerçant une semblable industrie;

Faire et accomplir tous autres actes ou choses qui peuvent favoriser la réalisation des fins et objets de l'incorporation de la présente compagnie, sous le nom de "Canal Sites, Limited", ou s'y rattacher, avec un capital-actions au total de quarante-neuf mille neuf cents dollars ($49,900.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix-neuf (499) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trente et unième jour d'octobre 1928.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
1659 ALEXANDRE DESMEULES.

"Farnham Development Corporation".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de novembre 1928, constituant en corporation: Herbert William Jackson, comptable, William Patrick Creagh, clerc avocat, et John Lawrence McCrory, sténographe, tous de la cité et du district de Montréal, dans la province de Québec, pour les fins suivantes:

Acquérir par achat, bail, échange ou autrement du terrain, édifice et des propriétés mobilières et

any other manner, and hold, cultivate, survey, subdivide into lots with streets, lanes and squares, develop, improve and to let, exchange, sell or otherwise dispose of or deal with immoveable properties and lands, under cultivation or not, and all interest therein;

To construct, erect, build and maintain, or cause to be constructed, erected, built and maintained in and upon the said lands, drains, sewers, roads, bridges and other means of communication, houses, mills, factories, manufactories and any other works, improvements or buildings which may be deemed necessary or advantageous, and to let, exchange, sell or otherwise dispose of or deal with the same or any of them together with the lands upon which they exist;

To advance moneys by way of loans to the purchasers, holders, lessees or occupants of any part of the company's properties to aid in the erection of buildings or in the making of improvement thereon;

To take and hold, as security for the repay of any loan made by the company and for the payment of the price or consideration of any contract made with the company, mortgages or securities of any nature whatsoever;

To buy, acquire and hold and to sell, assign and transfer shares, debentures and any other securities of any other company or corporation engaged in the business which this company is authorized to carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of this company;

To allot and issue, as fully paid up, any shares in the capital stock of the company in payment of any franchise, undertaking, property (moveable or immoveable), stock, debentures, securities, assets, rights, privileges, patent, license or contract which the company may acquire or enter into, or in satisfaction of any debt or obligation which it may owe;

To amalgamate with any other company engaged in a similar business;

To do and perform all other acts and things which may be incidental and may seem conducive to the attainment of the ends and objects of the incorporation of the company, under the name of "Canal Sites, Limited", with a total capital stock of forty-nine thousand nine hundred dollars ($49,900.00), divided into four hundred and ninety nine (499) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirty first day of October, 1928.

ALEXANDRE DESMEULES.
1660 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Farnham Development Corporation".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of November, 1928, incorporating: Herbert William Jackson, Accountant, William Patrick Creagh, Law Clerk, and John Lawrence McCrory, Stenographer, all of the city and district of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise land, buildings and imovable pro-

immobilières de toute tenure ou description et toute propriété ou tout intérêt s'y rattachant, et tous droits sur ou y attachés, et les rendre profitables de telle manière jugée convenable et particulièrement en les transformant en lots à bâtir et en construisant, reconstruisant, modifiant, améliorant, décorant, meublant et entretenant des bureaux, plains-pieds, maisons de rapport, manufactures, entrepôts, boutiques, quais, édifices, travaux et accommodations de toutes sortes, y compris des résidences privées et des édifices spécialement destinés des facilités et accommodations pour des personnes, firmes ou corporations recherchant des établissements pour bureaux, magasins, banques, restaurants, manufactures ou autres fins commerciales, ou en consolidant ou unissant ou subdivisant des propriétés, ou en les louant, les administrant ou en disposant; et en administrant des terrains, édifices, propriétés, disposés comme ci-dessus, soit qu'ils appartiennent à la compagnie ou non, et collecter des rentes ou revenus et procurer aux locataires, occupants et autres, des rafraîchissements, des services messagers, de la lumière, des salles d'attente, des salles de lecture, des salles de réunion, des salles de travail, des salles de club, des chambres de toilette, des buanderies, installations électriques, garages, écuries et autres installations, service et fourniture convenant à leur profession ou genre d'affaire et exercer une agence d'immeuble et de courtage dans toutes ses branches;

perty of any tenure or description, and any estate or interest therein and any rights over or connected therewith, and to turn the same to account as may seem expedient, and in particular by preparing building sites, and by constructing, re-constructing, altering, improving decorating, furnishing and maintaining offices, flats, houses, apartments, factories, warehouses, shops, wharves, buildings, works and conveniences of all kinds, including private residences and buildings specially designed to provide facilities and accommodation for persons, firms and corporations requiring premises for office, store, bank, restaurant, manufacturing or other commercial purposes, and by consolidating or connecting or subdividing properties and by leasing, operating and disposing of same; and to manage land, buildings and other property situate as aforesaid, whether belonging to the company or not, and to collect rents or income, and to supply to tenants, occupiers and others, refreshments, attendance, messengers, light, waiting rooms, reading rooms, meeting rooms, operating rooms, club rooms, lavatories, laundries conveniences, electric conveniences, garages, stables and other advantages, service and supplies, according to their profession or business, and to carry on a general real estate development agency and brokerage business in all its branches;

Acquérir par achat, location, échange ou autrement, et vendre, aliéner, développer, administrer et faire le commerce de terrains, édifices, baux, droits riverains, permis, concessions forestières, machineries, outillage, fournitures, marchandises et toutes sortes de propriétés, et faire un commerce général d'immeubles et les opérations d'une agence générale, y compris les opérations attachées à la construction, l'entreprise de travaux, le développement, la promotion, le placement, l'audition et le courtage d'assurance, et exercer toute autre industrie que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en rapport avec aucun de ces objets, ou jugée de nature à augmenter la valeur d'aucun des biens ou objets de la compagnie, en faciliter la réalisation ou les rendre profitables;

To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise, and to sell, alienate, develop, administer and deal in lands, buildings, leases, water rights, licenses, timber limits, machinery, equipment, supplies, merchandise and all kinds of property, and to carry on a general real estate and general agency business, including building, contracting, development, promoting, investing, auditing and insurance brokerage, and to carry on any other business which may seem to be capable of being conveniently carried on in connection with any of these objects or calculated directly or indirectly to enhance the value of or facilitate the realization of or render profitable any of the company's property;

Faire affaires comme épargnistes, capitalistes, financiers, concessionnaires, courtiers et agents, et exécuter et exploiter tous genres d'opérations financières, commerciales, foncières, mercantiles et autres, et faire le commerce d'obligations et de valeurs mobilières et placer dans, souscrire, garantir, acheter, prendre ou autrement acquérir et détenir, soit comme principal ou agent, ou absolument comme propriétaire ou au moyen de garantie collatérale, et jouir, vendre, échanger, voter ou autrement trafiquer de toutes obligations, débentures, capital, actions, certificats ou garanties de tout gouvernement, état, dominion, province, souveraineté ou autorité suprême, municipale, locale ou autrement, et des bons, débentures, parts, titres, obligations, actions ou valeurs d'aucune compagnie ou corporation quelconque, publique ou privée, ou dans aucune entreprise dans laquelle la compagnie pourra s'engager ou dans laquelle d'autres personnes pourront s'intéresser, de même que sur toute propriété mobilière ou immobilière quelconque; placer et prêter de l'argent à intérêt, avec ou sans garantie, aussi changer ces placements, les modifier ou réaliser et replacer de la manière précitée l'argent dont la compagnie pourra disposer en aucun temps;

To carry on business as investors, capitalists, financiers, concessionaries, brokers and agents and to execute and carry on all kinds of financial, commercial, trading and other operations, and to carry on the business of bond and investment dealers and to invest in, subscribe for, underwrite, buy, take or otherwise acquire and to hold, either as principal or agent, and absolutely as owner or by way of collateral security, and to enjoy, sell, exchange, vote or otherwise deal in any bonds, debentures, stocks, shares, crip or securities of any Government, State, Dominion, Province, Sovereign, or authority supreme, municipal, local or otherwise, and in bonds, debentures, stock, scrip, obligations, shares or securities of any company or corporation whatsoever, whether public or private, or in any undertaking upon which the company may enter itself or which may be entered into by others, as well as in any movable or immovable property whatsoever, and to invest and lend money at interest with security or without security, and to change, alter or realize upon any such investments and to re-invest in the manner aforesaid any moneys which may at any time be in the hands of the company;

Promouvoir, organiser, administrer ou développer ou aider à la promotion, l'organisation, l'administration ou le développement de toute corporation, compagnie, syndicat, entreprise ou exploitation ou assumer, administrer et disposer de toute manière quelconque de toute affaire ou entreprise dans lesquelles la compagnie serait intéressée ou dans les valeurs desquelles elle aurait placé ses fonds;

Prendre et détenir des mortgages, hypothèques, prêts et charges pour garantir le paiement du prix d'achat de toute partie des biens de la compagnie vendus par la compagnie, ou de toute somme d'argent due à la compagnie par les acheteurs ou avancée par la compagnie aux acheteurs pour fins de construction et pour d'autres améliorations;

Acheter ou autrement acquérir, détenir ou autrement trafiquer de propriétés foncières et personnelles, des droits et spécialement des terrains, bâtiments, héritages, maisons et entreprises commerciales ou industrielles, hypothèques, charges, contrats, concessions, franchises, annuités, patentes, licences, titres, polices, dettes actives, d'aucun intérêt dans la propriété foncière ou personnelle, de réclamations à l'encontre de cette propriété ou contre aucune personne ou compagnie, de privilèges et choses en litige de toutes espèces;

Emettre des débentures, actions-débentures, bons, obligations et garanties de toutes sortes et les rédiger, les constituer et les garantir comme il semblera convenable, avec plein pouvoir de les rendre transférables par livraison ou acte de transfert ou autrement, les garantir par acte de fiducie ou autrement sur l'entreprise de la compagnie, ou sur des biens spécifiques et droits présents ou futurs de la compagnie, ou de toute autre manière quelconque;

Agir comme agents et courtiers pour la transaction de toutes affaires, l'administration de biens-fonds, la vente de propriétés, le placement, la manipulation, le prêt, le paiement, la transmission et la perception d'argent pour tout individu, corporation, firme au cours de justice, et prendre, recevoir, détenir, transporter et céder touts les propriétés réelles ou personnelles qui pourraient être octroyées, cédées ou confiées à cette compagnie, pour les fins susdites;

Faire enquête, examen, audition et rapport sur les livres, l'état financier, les perspectives, les affaires et conditions commerciales de toute personne, firme ou corporation ou sur les circonstances de toute affaire ou entreprise commerciale, et généralement de tout article, propriété ou droit;

Construire, améliorer, maintenir, travailler, administrer, exécuter ou contrôler des chemins et routes, ponts, réservoirs, cours d'eau, quais, manufactures, entrepôts, usines électriques, magasins, boutiques et autres travaux et commodités qui sembleraient susceptibles de favoriser les intérêts de la compagnie, directement ou indirectement, les subventionner ou autrement les aider, ou prendre part à la construction, l'amélioration, au maintien, à l'organisation, l'exercice ou le contrôle d'iceux;

Etablir, supporter ou aider à l'établissement ou support d'associations, d'institutions, fonds, fidéicommis et convenances devant bénéficier aux employés ou ex-employés de la compagnie ou leurs parents ou ceux dont ils sont les soutiens, et payer des primes d'assurances pour eux, souscrire ou garantir des sommes d'argent pour des fins de charité, d'éducation et établir et sustenter et aider à l'établissement et au soutien

To promote, organize, manage or develop or to assist in the promotion, organization, management or development of any corporation, company, syndicate, enterprise or undertaking or to take over, manage and dispose of in any manner whatsoever any business or undertaking in which the company may be interested or in the securities of which it may have invested its funds;

To take and hold mortgages, hypothecs, liens and charges to secure payment of the purchase price of any part of the company's property sold by the company, or any money due to the company from purchasers or advances made by the company to purchasers for building purposes or other improvements;

To purchase or otherwise acquire and hold or otherwise deal in moveable or immoveable property and rights and in particular lands, buildings, hereditaments, business or industrial concerns and undertakings, mortgages, charges, contracts, concessions, franchise, annuities, patents, licenses, securities, policies, book debts and any interest in real or personal property, any claims against such property or against any person or company, and privileges and *choses* in action of all kinds;

To issue debentures, debenture stocks, bonds, obligations and securities of all kinds and to frame, constitute and secure the same as may seem expedient, with full power to make the same transferable by delivery or by instrument of transfer or otherwise, to charge or secure the same by trust deed or otherwise on the undertaking of the company or upon any specific property and rights, present and future, of the company, or otherwise howsoever;

To act as agents and brokers for the transaction of any business, the management of estates, the sale of property, the investment, handling, loan, payment, transmission and collection of money for any individual, corporation, firm or court of loaw, and to take, receive, hold, transfer and convey all property, real or personal, which may be granted, conveyed or committed to this company for the purposes aforesaid;

To investigage, examine, audit and report on the books, standing prospects, business affairs and conditions of any person, firm or corporation or on the circumstances of any business concern or undertaking and generally on any assets, property or rights;

To construct, improve, maintain, work, manage, carry out or control any roads, ways, bridges, reservoirs, water-courses, wharves, manufactories, warehouses, electric works, shops, stores and other works and conveniences which may seem calculated directly or indirectly to advance the company's interest, and to contribute to, subsidize or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working, management, carrying out or control thereof;

To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit servants or ex-servants of the company or the dependents or connections of such persons, and to make payments towards their insurance, and to subscribe or guarantee money for any charity or education or establish and support or aid in the establishment and support of any

de toute association, institution, fonds ou fiducie pour la réalisation d'aucun de ses objets;

Exercer aucune autre industrie manufacturière ou autre que la compagnie croira susceptible d'être convenablement exercée en rapport avec son commerce, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des biens, droits ou produits de la compagnie, ou de les rendre profitables;

Solliciter, acheter, ou autrement acquérir des marques de fabrique, marques de commerce, patentes, licences, concessions ou choses semblables, conférant aucun droit exclusif ou non exclusif, limité ou illimité à l'usage d'aucun secret, ou autre renseignement relatif à aucune invention, formule, recette ou procédé qui sembleront propres à servir à aucun des objets de la compagnie et dont l'acquisition peut paraître susceptible directement ou indirectement de profiter à la présente compagnie; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

Acquérir et assumer la totalité ou toute partie des biens, commerces et passif ou actif de toute personne, société ou compagnie et émettre des actions entièrement libérées ou—et des obligations et — ou d'autres valeurs en paiement du prix d'achat;

Promouvoir ou devenir actionnaires dans une ou plusieurs compagnies aux fins d'acquérir la totalité ou aucune partie de la propriété et du passif de la compagnie ou pour aucun autre objet qui semblera susceptible, directement ou indirectement, de profiter à la compagnie, garantir aussi le paiement du capital, des dividendes et de l'intérêt des actions, parts, obligations, débentures ou autres titres, ainsi que l'exécution des contrats par aucune telle compagnie;

Faire enregistrer, autoriser ou reconnaître autrement la compagnie dans toute juridiction, province, territoire, état ou pays canadiens ou étrangers, et y désigner et nommer des personnes comme procureurs ou représentants de la compagnie, avec pouvoir de représenter la compagnie dans toutes affaires et accepter pour et au nom de la compagnie assignation de toutes procédures dans tout procès ou action;

Emettre et répartir des actions entièrement ou partiellement libérées du capital-actions de la compagnie ou ses obligations, débentures ou autres valeurs, en paiement intégral ou partiel pour toute entreprise, propriété, franchises, permis, octrois, concessions ou autres pouvoirs, droits et privilèges ou titres, actions, obligations, débentures ou autres valeurs que la compagnie a l'autorisation d'acquérir;

Faire des prêts et procurer des emprunts d'argent ou donner ou procurer du crédit, et prendre ou acquérir autrement et assumer ou garantir le paiement du capital ou des intérêts ou dividendes sur les titres, actions, obligations, débentures ou autres valeurs de toute personne, compagnie, société, cité, ville, village et municipalité avec lesquels la compagnie a, ou pourrait avoir des relations d'affaires, ou dans les affaires, les propriétés ou la prospérité desquels la compagnie a, dans l'opinion des directeurs, ou pourrait désirer d'acquérir un intérêt, ou leur aider de toute autre manière et faire tous les actes et choses ayant pour but de protéger, préserver, améliorer et augmenter la valeur d'aucune telles actions, obligations, débentures ou autres valeurs ou intérêts, et nantir, hypothéquer, donner en gage ou autrement grever son entreprise, ses propriétés, capital non appelé, franchises,

association, institution, fund or trust for the attainment of any of such objects;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property, rights or products;

To apply for, purchase or otherwise acquire any trade marks, trade names, patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited or unlimited right to use, or any secret or other information as to any invention, formula, recipe or process which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition or which may seem calculated, directly or indirectly, to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company and to issue paid up shares and—or bonds and—or other securities for the payment of the purchase price thereof;

To promote and become a shareholder in any company or companies, for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company, and to guarantee payment of the principal of and dividends and interest on the shares, stocks, bonds, debentures and other securities of and the performance of contracts by any such company;

To procure the Company to be registered, licensed or otherwise recognized in any Canadian or foreign jurisdiction, province, territory, state or country, and to designate and appoint persons therein as attorneys or representatives of the Company, with power to represent the Company in any and all matters and to accept service for and on behalf of the Company of any process or suit;

To issue and allot fully or partly paid up shares of the Company's capital stock or its bonds, debentures or other securities in payment or part payment for any undertaking, property, franchises, licenses, grants, concessions or other powers, rights or privileges, or stock, shares, bonds, debentures, or other securities which the company is authorized to acquire;

To lend or to procure the loan of money or to give or procure credit to or for, and to take or otherwise acquire and to assume or guarantee the payment of the principal of or interest or dividends on the stock, shares, bonds, debentures or other securities of, and to aid in any other manner any person, company, partnership, city, town, village or municipality with which the Company has or may have business relations or in the affairs, property or prosperity of which the Company has, in the opinion of the Board of Directors, or may wish to acquire an interest; and to do all acts and things designed to protect, preserve, improve or enhance the value of any such stock, shares, bonds, debentures or other securities or interest, and to mortgage, hypothecate, pledge or otherwise charge its undertaking, property, uncalled share capital, franchises, licenses, grants, concessions, charter and other

permis, octrois, concessions, pouvoirs corporatifs et autres, droits et privilèges présents ou futurs ou les deux ou toute partie d'iceux et garantir toutes telles obligations par voie de garantie ou en les assumant;

Distribuer, en espèces ou autrement, comme dividendes déclarés légalement à même le surplus de la compagnie, ou de la manière prévue dans l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, les biens quelconques de la compagnie entre ses membres et en particulier les actions, les obligations, les débentures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie, ou les actions, obligations, débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif et du passif de la présente compagnie;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices ou dépenses, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre avec aucune personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter aucun commerce ou genre d'affaires que la compagnie est autorisée à exercer ou à exploiter, ou tout commerce ou genre d'affaire propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, prêter de l'argent, garantir les contrats ou autrement aider aucune telle personne, société, association ou compagnie;

Solliciter, se procurer, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance d'aucune licence, d'aucun pouvoir, d'aucune autorité, des franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation, aucun autre corps public peut accorder, et les payer, aider et contribuer à leur donner effet, attribuer aussi aucune des actions de la compagnie, obligations et valeurs à en solder généralement les frais, charges et impenses nécessaires;

Rémunérer, soit en deniers comptants ou, en autant que la loi le permet, en actions entièrement ou partiellement libérées du capital-actions de la compagnie ou avec ses obligations, débentures ou autres valeurs, toute personne, compagnie ou syndicat, pour dépenses contractées et services rendus ou à être rendus en plaçant ou aidant à placer ou en garantissant le placement d'aucune action du capital de la compagnie, ou aucune obligation, débenture ou autres valeurs de la compagnie, ou dans ou relativement à la formation de la compagnie ou en rapport avec la conduite de ses opérations;

Placer et employer les deniers disponibles de la compagnie et en disposer de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Louer, vendre ou autrement disposer de l'industrie, des propriétés ou des entreprises de la compagnie, en tout ou en partie, pour le prix que la compagnie croira convenable et particulièrement pour des actions, débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Payer toutes les dépenses inhérentes ou connexes à la formation et à la constitution de la compagnie ou au prélèvement de son capital, ou passer des contrats avec toute autre compagnie pour les payer;

Emprunter des fonds sur le crédit de la com-

powers, rights and privileges, present or future, or both, or any part thereof, and to secure any such obligation by way of assumption or guarantee;

To distribute, in specie or otherwise, as dividends legally declared out of the surplus of the Company, or in the manner set out in Section 81 of the Quebec Companies' Act, any assets of the Company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the Company or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this Company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits or expense, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person, partnership, association or company;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege, which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the Company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To remunerate, either in cash or, in so far as permitted by law, in fully or partly paid up shares of the Company's capital stock or in its bonds, debentures or other securities, any person, company or syndicate for expenses incurred and services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or in guaranteeing the placing of any of the shares of the Company's capital stock or any bonds, debentures or other securities of the Company, or in or about the formation of the Company, or in connection with the conduct of its business;

To invest and deal with the moneys of the Company not immediately required, in such manner as from time to time may be determined;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this Company;

To lease, sell, or otherwise dispose of the business, property or undertakings of the Company or any part thereof for such consideration as the Company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the Company;

To pay all or any expenses of, incident to or incurred in connection with the formation and incorporation of the Company and the raising of its share capital or to contract with any company to pay the same;

To borrow money on the credit of the Com-

pagnie et émettre des bons, débentures ou autres valeurs de la compagnie ou les engager ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

Hypothéquer, grever, ou engager toute propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, appartenant à la compagnie, comme garantie de toutes obligations, débentures, actions hypothécaires ou autres valeurs que cette compagnie est légalement autorisée à émettre, ou toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de la compagnie;

Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets susdits et faire la totalité ou aucune des choses susdites, comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement et par l'intermédiaire de fiduciaires, agents ou autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Poursuivre, exercer et exploiter les objets et pouvoirs de la compagnie et tous les autres objets et pouvoirs nécessaires ou utiles, et soit comme ou par l'entremise de principaux, agents, procureurs, entrepreneurs, facteurs, gérants, curateurs, bailleurs, locataires ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres; et poursuivre, exercer et exploiter l'un quelconque ou plusieurs de tels objets et pouvoirs sans égard aux autres, tels objets et pouvoirs étant censés être distincts et indépendants les uns des autres, et ne pas être limités par le nom de la compagnie, et aucune clause des présentes ne sera interprétée comme étant limitée dans son sens général par les termes de toute autre clause ou comme limitant les pouvoirs généraux conférés par les lois de la province de Québec;

Et il est de plus ordonné et déclaré que dans le cas où la compagnie passerait des contrats ou transigerait des affaires avec l'un ou plusieurs de ses directeurs, ou avec toute autre corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs, officiers ou employés, tel contrat ou transaction ne sera pas invalidé ou en aucune manière affecté par le fait que tel directeur ou directeurs avaient ou pouvaient avoir un intérêt dans tel contrat ou transaction qui est ou pourrait être contraire aux intérêts de la compagnie, bien que le vote de ce directeur ou directeurs ayant un intérêt contraire, ait été nécessaire pour obliger la compagnie à tel contrat ou transaction, pourvu toutefois que, dans tel cas, le fait d'avoir tel intérêt sera déclaré ou connu des autres directeurs ou actionnaires agissant en vertu ou relativement à tel contrat ou transaction, sous le nom de "Farnham Development Corporation";

Le capital-actions de la dite compagnie consistera en quatre mille (4000) actions sans valeur au pair ou nominale. Les dites actions sans valeur au pair ou nominale pourront être émises et réparties, de temps en temps, pour telle considération qui pourra être fixée de temps à autre, par le bureau de direction de la compagnie. Le montant de capital avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de vingt mille piastres ($20,000.00);

Il est interdit à la compagnie de faire appel au public pour faire souscrire ses actions.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour de novembre 1928.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,

1661 ALEXANDRE DESMEULES.

pany and to issue bonds, debentures or other securities of the Company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

To hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, present or future, belonging to the Company, for the purpose of securing any bonds, debentures, debenture stock or other securities which the Company is by law entitled to issue, or any money borrowed for the purposes of the Company;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and by or through trustees, agents or otherwise and either alone or in conjunction with others;

To pursue, exercise and carry on the objects and powers hereinbefore set forth and all other necessary or useful objects and powers, and either as or by and through principals, agents, attorneys, contractors, factors, managers, receivers, lessors, lessees or otherwise, and either alone or in conjunction with others; and to pursue, exercise or carry on any one or more of such objects and powers without regard to the others, such objects and powers being deemed to be several and not dependent on each other and not limited by the name of the Company, and no clause hereof shall be construed as limited in its generality by the terms of any other clause or as limiting the general powers conferred by the laws of the Province of Quebec;

And it is to be further ordained and declared that in case the Company enters into contracts or transacts business with one or more of its directors or with any firm of which one or more of its directors are members or employees, or with any other corporation or association of which one or more of its directors are stockholders, directors, officers or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in any wise affected by the fact that such director or directors have or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the Company, even though the vote of the director or directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the Company upon such contract or transaction, provided, however, that in any such case, the fact of such interest shall be disclosed or known to the other directors or stock-holders acting upon or in reference to such contract or transaction, under the name of "Farnham Development Corporation".

The capital stock of the said company will consist of four thousand (4000) shares without nominal or par value. The said shares without nominal or par value may be issued and allotted, from time to time, for such consideration as may be fixed, from time to time, by the Board of Directors of the company. The amount of capital with which the company will commence business will be twenty thousand dollars ($20,000.00).

Any invitation to the public to subscribe for shares of the company is prohibited.

The head office of the company will be at the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of November, 1928.

ALEXANDRE DESMEULES,

1662 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Freehold, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de novembre 1928, constituant en corporation: Henry-Noel Chauvin, conseil en loi du roi, Ernest-Howard Cliff, et Frank-Bernard Chauvin, avocats, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Acquérir, acheter, louer, échanger et détenir, améliorer, subdiviser, bâtir, utiliser, administrer, louer, vendre, échanger et disposer de toutes sortes de biens mobiliers et immobiliers et développer, améliorer et disposer toutes telles propriétés en lots à bâtir, rues, ruelles, squares ou autrement; cultiver aucun de ces immeubles et vendre ou disposer de leurs produits;

Agir comme agents ou procureurs pour l'administration d'immeubles, la vente de propriétés, le placement, la manipulation, le prêt, le paiement, la transmission et l'encaissement de deniers, rentes, intérêts et dividendes, hypothèques, obligations, débentures ou autres valeurs et l'entreprise d'enquêtes, évaluations, ventes, échanges, locations, subdivisions et autres choses semblables;

Construire, bâtir, réparer, modifier et aménager des édifices et autres constructions et faire le commerce de matériaux de construction;

Payer pour tous biens réels ou personnels, clientèle, actif, droits, privilèges, baux, crédits ou effets qui peuvent être acquis par l'émission d'actions entièrement libérées et non sujettes à appel du capital de la compagnie;

Conclure tout arrangement pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la coopération, les risques conjoints, les concessions réciproques ou pour d'autres fins similaires, avec tout gouvernement, autorité municipale ou locale, ou avec toute personne, firme ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exescer ou d'exploiter tout commerce ou négoce pouvant être conduit de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie et garantir les contrats, soit avec ou sans garantie, et faire des prêts d'argent ou autrement aider toute telle personne, firme ou compagnie se chargeant de bâtir ou d'améliorer toute propriété dans laquelle la compagnie est intéressée, et généralement à telle personne, firme et compagnie, et aux termes et conditions que la compagnie croira à propos;

Prendre et détenir des mortgages, hypothèques, privilèges ou charges pour garantir le paiement du prix d'achat d'aucune propriété vendue par la compagnie ou de tous argents dus à la compagnie par les acheteurs ou des deniers avancés par la compagnie aux acheteurs ou autres, pour fins de construction ou autres améliorations;

Acquérir par achat, location ou autrement ou se charger de la totalité ou de toute partie du commerce, des franchises, biens, droits et obligations de toute personne, firme et compagnie exerçant tout commerce que cette compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens qui conviennent aux fins de cette compagnie;

Acheter, détenir, acquérir, transporter, vendre et aliéner les actions, titres, débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets semblables en tout ou en partie à ceux de cette compagnie, ou exerçant tout commerce pouvant être conduit de façon à profiter directement ou indirectement à cette compagnie;

Vendre, louer ou autrement aliéner les propriétés et l'entreprise de la compagnie, en tout ou en

"Freehold, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of November, 1928, incorporating: Henry Noel Chauvin, King's Counsel, Ernest Howard Cliff and Frank Bernard Chauvin, Advocates, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To acquire, purchase, lease, exchange and to hold, improve, subdivide, build upon, utilize, administer, lease, sell, exchange and dispose of all kinds of movable and immovable property and to develop, improve and lay out any such property in building lots, streets, lanes, squares or otherwise; to farm any such real estate and to sell and dispose of the products thereof;

To act as agents or attorneys for the manageaent of estates, the sale of property, the investment, handling, loan, payments, transmission and collection of moneys, rents, interests and dividends, mortgages, bonds, debentures and other securities and the undertaking of investigations, valuations, sales, exchanges, leases, subdivisions and the like;

To construct, build, repair, alter and equip buildings and other structures and to deal in any building requisites;

To pay for any real or personal property, goodwill, assets, rights, privileges, leases, credits or effects which may be acquired by the Company's capital stock fully paid and non-assessable;

To enter into any arrangement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any government, municipal or local authorities, or with any person, firm or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the Company, and to guarantee contracts of either with or without security, and to lend moneys to or otherwise assist any such person, firm or company undertaking to build or to improve any property in which the Company is interested, and generally to such persons, firm or companies and upon such terms and conditions as the Company may think fit;

To take and hold mortgages, hypothecs, liens or charges to secure the payment of the purchase price of any property sold by the company or any moneys due to the company from purchasers, or advances by the company to purchasers or others for building purposes or other improvements;

To acquire by purchase, lease or otherwise, or undertake the whole or any part of the business, franchise, property, rights or liabilities of any person, firm or company carrying on any business which the Company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purpose of this Company;

To purchase, hold, acquire, transfer, sell and dispose of shares, stock, debentures or securities in any other company having object similar in whole or in part to those of this company, or carrying on business capable of being conducted so as directly or indirectly benefit this company;

To sell, lease or otherwise dispose of the property and undertaking of the Company or any

partie, pour les considérations et aux termes et conditions que la compagnie croira équitables, et en paiement ou paiement partiel accepter de l'argent, des actions, obligations, débentures, titres ou valeurs de toute autre compagnie;

Placer et attribuer les argents de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis, dans les valeurs et del a manière que la compagnie pourra déterminer de temps à autre;

S'unir avec tout individu, firme ou corporation exerçant un commerce dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, aux termes et conditions jugés acceptables;

Conclure des arrangements avec des autorités municipales, locales ou autres, qui pourraient favoriser les objets de la compagnie ou aucun des dits objets, et obtenir de telles autorités tous les droits, privilèges et concessions que cette compagnie croira désirable d'obtenir et exécuter, exercer et se conformer à ces arrangements, droits, privilèges et concessions;

Tirer, faire, accepter, endosser et exécuter des billets à ordre, lettres de change, mandats, et autres effets négociables ou transférables;

Payer des commissions à toute personne, firme et compagnie comme considération d'avoir obtenu ou convenu d'obtenir des souscriptions, soit absolues ou conditionnelles, pour toutes actions de cette compagnie ou de toute compagnie mentionnée ci-dessus;

Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou conduisent à la réalisation des objets susdits;

Tout pouvoir accordé dans un paragraphe quelconque des présentes, ne sera pas limité par induction ou déduction des termes de tout autre paragraphe, sous le nom de "Freehold, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de novembre 1928.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,

1663 ALEXANDRE DESMEULES.

part thereof, for such considerations and upon such terms and conditions as the Company shall see fit, and to accept cash, shares, bonds, debentures, stock or securities of any other company in payment or part payment therefor;

To invest and deal with the moneys of the Company not immediately required, in such securities and in such manner as may from time to time be determined;

To unite with any individual, firm or corporation carrying on business with objects altogether or in part similar to those of this Company, on such terms and conditions as may be deemed advisable;

To enter into any arrangement with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the Company's objects, or any of them, and to obtain from any such authority, any rights, privileges and concessions which the Company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with such arrangements, rights, privileges and concessions;

To draw, make, accept, endorse and execute promissory notes, bills of exchange, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To pay commissions to any person, firm or company in consideration of his or their procuring or agreeing to procure subscriptions, whether absolute or conditional, for any shares in this company or in any such company aforesaid;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

Any powers granted in paragraphs hereof shall not be limited by reference to or inference from any other paragraph, under the name of "Freehold, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be in the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of November, 1928.

ALEXANDRE DESMEULES,

1664 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Fuel Industries (Canada), Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de novembre 1928, constituant en corporation: Louis-S. St-Laurent,C.R., Bernard Devlin, André Taschereau, Louis-Philippe Pigeon, tous avocats, et Evender Veilleux, étudiant en droit, tous de la cité de Québec, pour les fins suivantes:

Exercer les négoces ou industries de maîtres de forge, fabricants d'acier, convertisseurs d'acier, propriétaires de houillères, manufacturiers de coke, manufacturiers de combustible, mineurs, fondeurs, fabricants de plaques d'acier, fondeurs de fer, dans toutes leurs spécialités respectives;

Faire des recherches, sortir, exploiter, miner, préparer pour le marché, vendre et faire le commerce de fer, charbon, houille, tourbe, minerai de fer, terre à brique, brique et autres métaux, minéraux et substances et manufacturer et vendre du combustible artificiel;

Faire affaires comme manufacturiers de pro-

"Fuel Industries (Canada), Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, pursuant to article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the twenty sixth day of November, 1928, incorporating:Louis S. St. Laurent, K. C., Bernard Devlin, André Taschereau, Louis-Philippe Pigeon, all advocates, and Evender Veilleux, student-at-law, all of the city of Quebec, for the following purposes:

To carry on the trades or businesses of iron masters, steel makers, steel converters, colliery proprietors, coke manufacturers, fuel manufacturers, miners, smelters, plate makers, iron founders, in all their respective branches;

To search for, get, work, raise, make merchantable, sell and deal in iron, coal, lignite, peat, ironstone, brick-earth, bricks, and other metals, minerals and substances and to manufacture and sell patent fuel;

To carry on business as manufacturers of che-

duits chimiques et de fertilisants, distillateurs, fabricants de teinture, fabricants de gaz, métallurgistes et ingénieurs mécaniciens;

Exercer toute autre industrie, manufacturière ou autre, que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Demander, acheter, ou acquérir autrement tout brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif, ou limité d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention qui pourrait être employé pour les fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer, ou accorder des licences au sujet de, ou autrement rendre profitables la propriété, les droits ou informations ainsi acquis;

S'associer ou conclure des conventions as sujet du partage des profits, la fus o n des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins similaires, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et prêter des fonds, garantir les contrats, ou aider autrement cesdites personnes ou compagnies et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie et les vendre, les détenir, les revendre avec ou sans garantie ou en disposer autrement;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie, ou l'une quelconque des dites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirables et exécuter, exercer cesdites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Etablir, supporter ou aider à l'établissement ou support d'associations, d'institutions, fonds, fidéicommis et convenances devant bénéficier aux employés ou ex-employés de la compagnie (ou leurs prédécesseurs en affaires) ou leurs parents ou ceux dont ils sont les soutiens, et à cet effet accorder des pensions, payer des primes d'assurance pour eux, souscrire ou garantir des sommes d'argent pour des fins de charité ou de bienfaisance, ainsi que pour toute exposition ou autres objets d'utilité publique et générale;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies ou dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la com-

micals and fertilizers, distillers, dye makers, gas makers, metallurgists, and mechanical engineers;

To carry on any other business whether manufacturing or otherwise which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other informations as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, or resell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company or its predecessors in business, or the dependants or connections of such persons, and to grant pensions and allowances, and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for any public, general or useful object;

To promote any company or companies, for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for

pagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous les biens mobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel et fonds de commerce;

Construire, améliorer, maintenir, travailler, administrer, exécuter ou contrôler des chemins, routes, embranchements ou voies d'évitement, ces deux derniers pour être exploités sur les terrains possédés ou contrôlés par la compagnie et pour les seules fins de son industrie et commerce, ponts, réservoirs, cours d'eau, quais, manufactures, entrepôts, usines électriques, magasins, boutiques, et autres travaux et commodités qui sembleraient susceptibles de favoriser les intérêts de la compagnie, directement ou indirectement, les subventionner ou autrement les aider, ou prendre part à la construction, l'amélioration, au maintien, à l'organisation, l'exercice ou le contrôle d'iceux;

Prêter des fonds aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par cesdites personnes;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de ladite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, les débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de toute charte, permis, pouvoir, autorisation, franchises, concessions, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité quelconque ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'octroyer, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur et affecter les actions quelconques de la compagnie, ses obligations et son actif, pour en payer les frais, charges et dépens nécessaires;

Faire enregistrer ou reconnaître la compagnie dans tout pays étranger et y désigner des personnes en conformité des lois de cedit pays étranger pour représenter la compagnie, et accepter la signification de procédures pour et au nom de la compagnie dans tout procès ou poursuite;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement des parts du capital-actions de la compagnie ou toutes débentures, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

Lever et contribuer à lever des fonds et aider au moyen de bonis, prêts, promesses, endossements, garanties d'obligations, débentures ou autres valeurs ou autrement, toute autre compagnie ou corporation avec laquelle la présente compagnie aurait des relations d'affaires, et garantir l'exécution des contrats par cesdites compagnies ou corporations ou par ces personnes ou par cette dite personne;

Prendre les moyens jugés nécessaires pour annoncer les produits de la compagnie, et en particu-

any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To construct, improve, maintain, work, manage, carry out or control any roads, ways, branches or sidings, the two latter to be exercised in the properties of the company or on those controlled by the same, and for the purposes of its trade or industry only, bridges, reservoirs, water-courses, wharves, manufactories, warehouses, electric works, shops, stores and other works and conveniences which may seem calculated directly or indirectly to advance the company's interests, and to contribute to, subsidize or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working, management, carrying out or control thereof;

To lend money to customers and others having dealings with the company, and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell or otherwise dispose of the undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may deem fit and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any charter, license, power, authority, franchise, concession, right or privilege which any government or authority, or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country, and designate persons therein, according to the laws of such foreign country, to represent the company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

To remunerate any persons or company for services rendered, or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To raise and assist in raising money for, and to aid, by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation with which the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation, or by any such person or persons;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient

lier par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou intérêt, par la publication de livres et revues périodiques et en accordant des prix, récompenses et dons;

Vendre, embellir, administrer, développer, échanger, louer, céder ou faire valoir autrement la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la présente compagnie;

Distribuer en espèces, comme dividendes ou autrement, entre les actionnaires, clients ou employés de la compagnie ou autrement, toutes actions ou valeurs appartenant à la compagnie ou tous biens ou actif de la compagnie attribuables comme bénéfices de la compagnie;

Mener à bien tous et chacun des objets de la compagnie, comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Parfaire toutes les autres choses qui sont incidentes ou inhérentes à la réalisation des objets de la compagnie, sous le nom de "Fuel Industries (Canada), Limited";

Le montant du capital-actions de la compagnie est de onze mille piastres, divisé en un mille actions privilégiées de la classe "A" d'une valeur au pair de dix piastres chacune et un mille actions ordinaires de la classe "B" d'une valeur au pair d'une piastre chacune;

Les actions privilégiées de la classe "A" donneront aux porteurs le droit aux privilèges, droits et priorités qui suivent:

a. A même les bénéfices appropriés par les directeurs pour distribution en aucune année, il sera alloué et payé sur les actions privilégiées de la dite classe "A" un dividende annuel non-cumulatif de dix pour cent sur le montant versé sur icelles. Dix pour cent du reliquat, s'il y en a, des dits bénéfices sera alloué aux directeurs pour être distribué à leur discrétion, comme et pour et au lieu de rémunération pour eux-mêmes et pour les officiers de la compagnie; Trente pour cent du dit reliquat sera attribué aux actions privilégiées de la classe "A" et distribué proportionnellement aux porteurs d'icelles; soixante pour cent du dit reliquat sera attribué aux actions ordinaires de la classe "B" et distribué proportionnellement entre les porteurs d'icelles;

b. A l'assemblée générale de la compagnie, chaque action privilégiée de la classe "A" donnera au porteur d'icelle le droit à dix votes et chaque action ordinaire de la classe "B" donnera au porteur d'icelle droit à un vote;

c. Advenant la liquidation ou faillite ou autre distribution de l'actif entre les actionnaires, ils auront droit à être remboursés proportionnellement du capital versé et tout surplus sera distribué, pour un-tiers, entre les porteurs des actions privilégiées de la classe "A" pour être distribué proportionnellement entre eux et, pour les deux-tiers, aux porteurs des actions ordinaires de la classe "B" pour semblable distribution proportionnelle;

Si un actionnaire désire se départir de ses actions en tout ou en partie, il devra d'abord les offrir au secrétaire de la compagnie, par écrit, en donnant le prix auquel elles sont en vente et le secrétaire aura la préférence sur tous autres, pendant trente jours de tel avis, de les acheter au même prix pour distribution proportionnelle au prix coûtant entre les actionnaires du temps, de la compagnie, ou de ceux d'entre eux qui désirent se prévaloir du dit privilège;

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt, non compris ses employés et ses anciens employés qui pourraient être action-

and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To distribute in specie, by way of dividend or otherwise, among the shareholders, customers or employees of the company, or otherwise, any shares, or securities belonging to the company, or any property or assets of the company applicable as profits of the company;

To carry out all or any of the objects of the company as principals, agents, contractors, or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To carry out such other things as are incidental or conducive to the attainment of the objects of the company, under the name of "Fuel Industries (Canada), Limited".

The amount of the capital stock of the company is to be eleven thousand dollars, divided into one thousand class "A" preferred shares of the par value of ten dollars each, and one thousand Class "B" common shares of the par value of one dollar each.

The Class "A" preferred shares shall entitle the holders thereof to the following privileges, rights and priorities:

a. Out the profits appropriated by the directors for distribution for any year, there shall be allocated to and paid on the said Class "A" preferred shares a non cumulative annual dividend of ten per cent on the amount paid up thereon. Ten per cent of the balance, if any, of the said profits, shall be allocated to the directors to be distributed in their discretion as and for and in lieu of remuneration to themselves and to the officers of the company; Thirty per cent of the said balance shall be allocated to the Class "A" preferred shares and distributed rateably to the holders thereof; Sixty per cent of the said balance shall be allocated to the Class "B" common shares and distributed rateably amongst the holders thereof;

b. At the general meeting of the company, each class "A" preferred share shall entitle the holder thereof to ten votes, and each class "B" common share shall entitle the holder thereof to one vote;

c. In the event of liquidation or winding-up or other distribution of assets to the shareholders, they shall be entitled to be reimbursed their paid up capital rateably, and any surplus shall be allocated as to one-third to the holders of class "A" preferred shares for rateably distribution among them, and as to two thirds to the holders of class "B" common shares for like rateable distribution;

Should any shareholder wish to dispose of his shares, or any part thereof, he shall first offer them to the Secretary of the company, in writing, stating the price at which they are to be disposed of, and the secretary shall have the preference over all others during thirty days from such notice, to purchase them at the same price for ratable distribution at cost to the then shareholders of the company, or such of them as may wish to avail themselves of the said preference;

The number of shareholders of the company shall be limited to twenty, exclusive of its employees and past employees who may be share-

naires ou qui pourraient l'être après avoir quitté son emploi.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de novembre 1928.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,

1665 ALEXANDRE DESMEULES.

holders, and who may continue so to be after leaving its employ;

The head office of the company will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of November, 1928.

ALEXANDRE DESMEULES,

1666 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Harry P. Donohue, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour d'octobre 1928, constituant en corporation: Anthony Peter Vanier, Segfried Bush, Francis Curzon Dobell, Donald Devlin Ryan, tous quatre avocats, et George Edwin Roberton, agent, tous de la cité et du district de Montréal, dans la province de Québec, pour les fins suivantes:

Acheter, assumer ou autrement acquérir comme exploitation en activité le commerce actuellement exercé dans la cité de Montréal, dans la province de Québec, par Harry P. Donohue, et la totalité ou aucune partie de l'actif et du passif du propriétaire de ce commerce et s'y rapportant, avec l'entreprise et l'achalandage, et tous les droits et contrats maintenant détenus par le propriétaire, sujets aux obligations, s'il y en a, en rapport avec ce commerce et les payer en actions libérées de cette compagnie;

Exercer le commerce en gros et en détail de marchands de fruits et de légumes, courtiers, commissaires-priseurs, importateurs, exportateurs, producteurs et distributeurs, acheter ou autrement acquérir, construire, posséder et exploiter des magasins et des boutiques, et acheter ou autrement acquérir, posséder et exercer tous ou aucun des commerces des marchands de fruits et de légumes, épiciers, bouchers, boulangers, pâtissiers, fournisseurs et en général le commerce de marchands en gros et en détail, importateurs et exportateurs, et exercer le commerce d'entrepositaires, cultivateurs, propriétaires de fermes d'élevage et courtiers, et agents commerciaux et à commission; manufacturer, préparer, acheter, vendre, posséder, planter, cultiver, faire croître, produire, importer et exporter et faire le commerce de fruits, légumes, grains et en général des produits naturels et alimentaires et tenir des produits de toutes sortes, nature et description, et acheter ou autrement acquérir, construire, posséder, entretenir et exploiter des fermes de culture, d'élevage, des entrepôts et entrepôts frigorifiques, et manufacturer, employer, posséder, vendre et acheter et faire le commerce de toutes sortes de machines, machineries, instruments et accessoires à être utilisés en rapport avec ledit commerce;

Exercer l'industrie de l'élevage, production, amélioration, fabrication et distribution de tous les produits, animaux ou végétaux, du sol, et en manufacturer et produire tous les produits ou sous-produits; exercer le commerce et l'élevage du bétail de toutes sortes sur fermes ou fermes d'élevage; acheter, vendre, commercer, élever, exporter, importer et généralement faire le commerce de moutons, bêtes à cornes, chevaux, volailles et toutes sortes d'animaux domestiques et exercer le commerce de produits laitiers sous toutes ses formes; exercer le commerce de propriétaires de marchés, publics et privés, pour la vente de marchandises et denrées de tous gen-

"Harry P. Donohue, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of October, 1928, incorporating: Anthony Peter Vanier, Segfried Bush, Francis Curzon Dobell, Donald Devlin Ryan, all four advocates, and George Edwin Roberton, agent, all of the city and district of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

To purchase, take over or otherwise acquire a a going concern the business now carried on at the city of Montreal, in the province of Quebec, by Harry P. Donohue, and all or any of the assets and liabilities of the proprietor of that business in connection therewith, with the undertaking and good-will thereof, and all the rights and contracts now held by the proprietor, subject to the obligations, if any, affecting the same, and to pay for same in paid-up shares of this company;

To carry on the business of wholesale and retail fruit and vegetable merchants, brokers, auctioneers, importers, exporters, producers and distributors, to purchase or otherwise acquire, construct, own and operate stores and shops and to purchase or otherwise acquire, own and carry on all or any of the businesses of fruit and vegetable merchants, grocers, butchers, bakers, confectioners, caterers and generally the business of storekeepers, and merchants as wholesalers, retailers, importers and exporters and to carry on business as warehousemen, farmers, ranch owners and brokers, commercial and commission agents; to carry on the business of manufacturing, preparing, buying, selling, owning, planting, cultivating, growing, producing, importing and exporting and dealing in fruits, vegetables, grains, and generally natural products, foodstuffs and hold products of every sort, nature and description and to purchase or otherwise acquire, construct, own, maintain and operate farms, ranches, wearehouses and cold storage plants and to manufacture, use, own, buy, sell and deal in all kinds of machines, machinery, implements and appliances to be used in connection with the said business;

To carry on the business of raising, producing, developing, manufacturing and marketing all products of the soil, whether animal or vegetable, and to manufacture and produce any products and by-products thereof; to carry on in all its branches a general live stock and stockraising farm and range business; to buy, sell, trade, raise, export, import and generally deal in sheep, cattle, horses, poultry and all kinds of domestic animals and to carry on a dairy business in all its branches; to carry on business as proprietors of markets, both public and private for the sale of goods, chattels and things of all kinds whatsoever, and to construct and maintain such stalls,

res, quelles qu'elles soient, et construire et entretenir des étalages, échoppes et autres commodités du commerce ou ayant quelque rapport avec lui qui peuvent être considérées désirables, les exploiter, louer ou autrement en disposer tel que la compagnie le jugera à propos; exercer le commerce de marchands en gros et en détail, et produire, manufacturer, acheter, vendre, emmagasiner, importer et exporter, et faire le commerce en général de fruits et de produits de fruits de toutes sortes, beurre, fromage, oléomargarine, et de toutes sortes de produits laitiers, de la ferme, des vergers et jardins, des produits alimentaires et des céréales de toutes classes et descriptions, viandes, produits de viandes, lait et toutes sortes de produits laitiers, lait en conserve ou autrement préparé, viandes, poisson, légumes, et fruits de tous genres et descriptions et les produits en provenant;

booths and other conveniences therein or in connection therewith as may be found desirable and to operate, lease or otherwise dispose of the same as the company may think fit; to carry on the business of wholesale and retail dealers, and to produce, manufacture, buy, sell, store, import and export and generally deal in fruits and fruit products of all kinds, butter, cheese, oleomargarine, vegetables and all kinds of farm, orchard, garden and dairy products, food and cereal products of all classes and descriptions, meat and meat products, milk and all kinds of dairy products, canned or otherwise prepared milk, meats, fish, vegetable and fruits of all kinds and descriptions and the products thereof;

Importer, exporter, produire, acheter, vendre, manufacturer et faire le commerce de toutes sortes de fruits et légumes en conserve, confits, marinés et séchés; grains, provisions, viandes, poissons, volailles et gibier, et extraits, sirops, confitures, marmelades, essences, sauces piquantes, gelées, cidres et vinaigres de cidre fermentés ou fruits séchés; des produits des champs, de la ferme et de la forêt;

To import, export, produce, buy, sell, manufacture and deal in all kinds of canned, preserved, pickled and cured fruits and vegetables; grains, provisions, meats, fish, fowl and game, and extracts, syrup, jams, marmelades, essences, sauces relishes, jellies, cider and cider vinegar, aerated or evaporated fruits, products of the field, farm and forest;

Acheter, vendre, manufacturer, prendre à commission ou autrement exploiter le commerce du fromage, beurre, farine, grain, et en général de toutes les classes de produits de la ferme, et de la fabrication, et des articles manufacturés, et conduire un commerce général d'entrepositaire et d'emmagasinage, et en rapport avec ce commerce, émettre et exploiter des récépissés d'entrepôts, faire et obtenir des avances sur iceux et en général faire toutes les choses qui peuvent être nécessaires ou qui se rattachent à aucune des classes de commerces ci-dessus;

To purchase, sell, manufacture, handle on commission and otherwise deal in cheese, butter, flour, grain and generally all classes of farm products, factory supplies and all manufactured articles, and to conduct a general warehousing and storage business, and in connection therewith to issue and deal with warehouse receipts, make and obtain advances thereon and generally to do all things which may be necessary or incidental to any of the foregoing classes of business;

Manufacturer, raffiner, acheter, vendre et faire le commerce d'épiceries, cafés, cacao, épices, poudres à pâtes, essences, extraits, catsups, gelées en poudre, moutarde, cirages, savons, produits composés pour lessive, des fournitures d'épiciers, confiseurs et pharmaciens, et des autres approvisionnements semblables et des autres produits et sous-produits qui se rattachent aux objets précités ou à aucun d'iceux; et manufacturer, acheter, vendre et exploiter le commerce du pain, de la pâtisserie, farine, fleur de farine, graisse et accessoires de boulangeries et des articles, denrées et marchandises faits entièrement ou partiellement des produits du blé, maïs, orge et autres céréales, et exercer en gros et en détail le commerce de boulangers, confiseurs et manufacturiers de buiscuits;

To manufacture, refine, purchase, sell and deal in groceries, coffees, cocoa, spices, baking powder, flavouring, extracts, catsups, jelly powder, mustards, blackings, soaps, washing compounds, confectionery, grocers', confectioners' and druggists supplies, and other similar commodities and such other products and by-products as are incidental to the foregoing or any of them; and to manufacture, buy, sell and deal in bread, pastry, flour, meal, shortening and bakers' supplies and goods, wares and merchandise made wholly or partly from the products of wheat, corn, barley and other cereals and to carry on the business of wholesale and retail bakers, confectioners and biscuit manufacturers;

Récolter ou manufacturer et faire le commerce de glace naturelle ou artificielle et exploiter et construire des entrepôts et fabriques de glace naturelle et artificielle, et manufacturer et exercer le commerce de réfrigérateurs et machineries de réfrigérateurs et tous outils ou instruments propres à la production et à l'écoulement des produits de la compagnie, sous le nom de "Harris P. Donohue, Limited" avec un capital au total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions d'une valeur au pair de cent dollars ($100.00) chacune.

To harvest or manufacture and deal in natural or artificial ice and to operate and build natural ice storage and ice manufacturing plants, and to manufacture and deal in refrigerators and refrigerating machinery and all tools and implements suitable for the production or handling of the company's products, under the name of "Harry P. Donohue, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of the par value of one hundred dollars ($100.00) each.

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt, exception faite des employés de la compagnie;

The number of shareholders of the company shall be limited to twenty, exclusive of employees of the company;

Toute invitation au public pour souscrire des actions ou débentures de la compagnie est prohibée.

Any invitation to the public to subscribe for shares or debentures of the company is prohibited.

Le bureau principal de la compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the province of Quebec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour d'octobre 1928.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,

1667 ALEXANDRE DESMEULES.

"Iron and Brass Foundries, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de janvier, 1929, constituant en corporation: William Fraser Macklaier, John Foster Chisholm, avocats, et James Burnett Taylor, comptable, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer l'industrie qui consiste à être sidérurgistes, ingénieurs mécaniciens et fabricants de machines, d'outils, fondeurs de cuivre, ouvriers en métaux, manufacturiers de bouilloires, charpentiers de machines, machinistes, convertisseurs du fer et de l'acier, forgerons, menuisiers, constructeurs, métallurgistes, voituriers et marchands, aussi acheter, vendre, manufacturer, réparer, convertir, altérer, prendre ou céder à bail, trafiquer de machines, instruments, matériel roulant, ferronnerie, accessoires de plomberie, ainsi que de tous effets faits de fer, de bronze, d'étain, de plomb, de zinc ou d'autres métaux;

Exercer l'industrie de sidérurgistes, fabricants et lamineurs de l'acier et du fer, sous toutes formes, des produits, denrées et articles d'aucune espèce, de manufacturiers d'acier, propriétaires et détenteurs de houillères, fabricants de coke, mineurs, fondeurs, lamineurs de métal en feuilles et de rails, fabricants de ferblanc, de fils métalliques, aussi acheter, vendre et trafiquer de tous produits et denrées se rapportant à ce qui précède;

Exercer l'industrie qui consiste à miner, laminer, fondre et réduire tous les métaux;

Rechercher, ouvrir, explorer, développer, exploiter, améliorer, entretenir, louer, acheter ou autrement acquérir des gisements de gaz naturel, miniers, des droits miniers, terrains métallifères et forestiers, concessions boisées, forces hydrauliques ainsi qu'aucun intérêt y afférent;

Exercer sous toutes formes l'industrie de la construction des navires, aussi acheter, vendre, gréer, exploiter et posséder des navires et bateaux à vapeur, des vaisseaux à voile, des bateaux, barges, remorqueurs et autres embarcations à servir dans ce commerce, négoce et à cette navigation, acheter, vendre, détenir, affrêter et noliser, aliéner et transférer toutes sortes de vaisseaux, bateaux, apparaux, poulies, gréments, quais, pontons et entrepôts;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir, détenir, aliéner, louer et exploiter des brevets, licences, concessions, procédés industriels, plans ou privilèges conférant des droits limités, exclusifs ou non-exclusifs, ou l'usage d'aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention propre à servir à aucun des objets de la compagnie;

Construire, acheter ou autrement acquérir, vendre, louer, utiliser et exploiter des fabriques, entrepôts, docks, quais, jetées, usines et autres bâtisses aux fins précitées;

Acquérir, détenir, louer et utiliser, aliéner et transférer toute la propriété foncière ou personnelle qu'on jugera utile au commerce ou à l'industrie que la compagnie est autorisée à exercer;

Consentir et émettre du capital entièrement libéré, des actions ou des obligations de la com-

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of October, 1928.

ALEXANDRE DESMEULES,

1668 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Iron and Brass Foundries, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of January, 1929, incorporating: William Fraser Macklaier, Jolin Foster Chisholm, Advocates, and James Burnett Taylor, Accountant, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To carry the business of iron founders, mechanical engineers and manufacturers of machinery, tool-workers, brass-founders, metal workers, boiler-makers, mill-wrights, machinists, iron and steel converters, smiths, wood-workers, builders, metallurgists, carriers and merchants, and to buy, sell, manufacture, repair, convert, alter, let or hire and deal in machinery, implements, rolling stock, hardware, plumbers' supplies, and all wares of iron, brass, tin, lead, zinc or other metals;

To carry on the business of iron masters and manufacturers and rollers of steel and iron, into any and all forms, products, commodities and articles of every kind, steel makers, colliery owners and proprietors, coke manufacturers, miners, smelters, sheet metal and rail rollers, timplate makers, wire manufacturers, and to buy, sell and trade in all products and commodities in connection with the above;

To carry on the business of mining, milling, smelting, reduction of all metals;

To prospect for, open, explore, develop, work, improve, maintain, lease, purchase or otherwise acquire natural gas lands, mines, mining rights, metalliferous lands and timber lands, timber limits and water powers, and any interest therein;

To carry out the business of shipbuilders in all its branches, and to buy, sell, equip, operate and own steamships, steamboats, sailing vessels, boats, barges, tugs and other property to be used in such business, trade and navigation, and to purchase, sell, hold, charter and lease, alienate and convey all kinds of vessels and boats, apparel, tackle and furniture, wharves, piers and warehouses;

To apply for, purchase or otherwise acquire, hold, alienate, lease and operate any patents, licenses, concessions, manufacturing processes, devices or privileges conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company;

To construct, purchase or otherwise acquire, sell, lease, use and operate manufactories, warehouses, docks, wharves, piers, plant and other facilities for the purposes aforesaid;

To acquire, hold, lease and use, alienate and convey all property, real or personal, that may be deemed useful in connection with any business or operation which the company is authorized to carry on;

To make and issue fully paid-up stock, shares or bonds of the company, whether subscribed

pagnie, souscrites ou non, répartir et céder ces parts, actions ou obligations en paiement de propriété foncière ou personnelle, des brevets ou autres droits du commerce ou de son achalandage, de l'outillage ou des matériaux d'aucune catégorie acquis par la corporation;

Avec l'assentiment des actionnaires, payer les services rendus à la compagnie en vendant ou souscrivant ses parts, obligations ou autres titres, soit pour du comptant ou en capital versé ou partie en argent et partie en capital versé;

Acquérir, détenir, trafiquer et disposer d'actions, obligations ou autres valeurs d'aucune autre compagnie dont aucun des pouvoirs est de la nature de ceux de la compagnie ou s'amalgamer avec aucune telle compagnie;

Faire société ou aucune convention relativement au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, aux coopérations, au risque mutuel, aux concessions réciproques ou autres avec aucune personne ou compagnie exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, aussi prêter de l'argent, garantir les contrats ou autrement aider aucune telle personne ou compagnie;

Vendre ou disposer de l'entreprise corporative ou d'aucune partie d'icelle moyennant le prix que la compagnie croira convenable, et spécialement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont de la compétence de la corporation;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriés à la réalisation des objets précités ou d'aucun d'iceux;

Il est aussi présentement déclaré que les objets spécifiés dans lesdits paragraphes ne seront nullement limités ou restreints par référence aux termes d'aucun autre paragraphe ou déduction d'iceux, sous le nom de: Iron Foundries, Limited", avec un capital total de quarante-neuf mille neuf cents piastres ($49,900.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix-neuf (499) actions ordinaires d'une valeur au pair de cent pistres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal, dans la dite province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de janvier, 1929.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
1669 ALEXANDRE DESMEULES.

for or not, and allot and hand over such stock, shares or bonds, in payment for property, real or personal, patent or other rights, business or goodwill thereof, plant or materials of any kind acquired by the company;

With the approval of the shareholders, to pay for the services rendered to the company in selling or underwriting its stock, bonds or other securities, either in cash or in paid up stock or partly in cash and partly in paid up stock;

To acquire, hold, deal with and dispose of shares, bonds, or other securities of any other company any of whose powers are within the scope of those of the company, or to amalgamate with any such company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company any of whose objects are within the scope of the company;

To do such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects or any of them;

And it is hereby declared that the objects specified in each of the said paragraphs shall in no wise be limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph, under the name of "Iron and Brass Foundries, Limited", with a total capital stock of forty nine thousand nine hundred dollars ($49,900.00), divided into four hundred and ninety nine (499) shares of common stock of the par value of one hundred dollars ($100.00) per share.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal, in the said Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of January, 1929.

ALEXANDRE DESMEULES,
1670 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Island Investment Company".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du onzième jour de janvier 1929, constituant en corporation: Francis Curzon Dobell, avocat, Francis William Jackson, comptable, et Alexander Gordon Yeoman, clerc-avocat, tous de la cité et du district de Montréal, dans la province de Québec, pour les fins suivantes:

Faire le commerce de bailleurs de fonds, de capitalistes, financiers, concessionnaires, courtiers et agents, et entreprendre et exercer et faire toutes sortes d'opérations financières, commerciales, mercantiles et autres et exercer toutes autres affaires qui sembleraient susceptibles d'être conduites convenablement en rapport avec aucu-

"Island Investment Company".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, Q. R. S., 1925, bearing date the eleventh day of January, 1929, incorporating: Francis Curzon Dobell, advocate, Francis William Jackson, accountant, and Alexander Gordon Yeoman, law clerck, all of the city and district of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as investors, capitalists, financiers, concessionaries, brokers and agents, and to undertake and carry on and execute all kinds of financial, commercial, trading and other operations, and to carry on any other business which may seem to be capable of being conveniently carried on in connection with any of these

ne des affaires de cette compagnie ou calculées pouvoir, directement ou indirectement, augmenter la valeur ou faciliter la réalisation de, ou rendre profitable aucune des propriétés de la compagnie;

Souscrire, conditionnellement ou non, garantir, vendre à commission ou autrement, prendre, détenir, trafiquer et convertir des valeurs, actions et valeurs de toutes sortes, et entrer en société ou faire tout arrangement pour le partage des profits, l'union des intérêts, les concessions réciproques ou la coopération avec tout individu, société ou compagnie, et promouvoir et aider à la promotion et organiser des compagnies, des syndicats ou sociétés de toutes sortes, dans le but d'acquérir toute propriété ou entreprise et engagements de cette compagnie ou de toute autre compagnie, ou d'en favoriser directement ou indirectement les objets, ou pour toutes autres fins que la compagnie croirait avantageuses;

Contracter des emprunts d'argent sur le crédit de la compagnie et émettre des obligations, débentures ou autres valeurs de la compagnie et les donner en gage ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

Placer de l'argent à intérêt sur la garantie de terrains à bail et en franc-alleu, mines, plantations, fabriques, établissements industriels, titres, actions, valeurs, marchandises et autre propriété, et généralement prêter et avancer de l'argent à telles personnes et sous tels termes et sujet à telles conditions qui sembleraient avantageux;

Acheter, vendre, améliorer, administrer, faire, valoir, disposer et trafiquer de terrains, mines, plantations, manufactures, établissements industriels, valeurs, actions, valeurs, marchandises et autres propriétés sur la garantie desquels des avances ont été faites par la compagnie, et, en ce qui concerne les terrains, en développer les ressources en nettoyant, drainant, faisant des plantations, construisant ou améliorant, minant, vendant ou érigeant des travaux publics et autres accommodations, et généralement exercer tout autre commerce, manufacturier ou autrement, qui pourrait être exercé convenablement conjointement avec aucun des objets de la compagnie;

Recevoir de l'argent en dépôt, à intérêt ou autrement, et avancer et prêter de l'argent et des valeurs de toutes sortes, sous telles conditions qui pourraient être fixés;

Prendre part à l'administration, à la surveillance ou au contrôle des affaires ou opérations de toute compagnie ou entreprise, et, à cette fin, nommer et rémunérer tous comptables, ou autres experts ou agents;

Employer des experts pour faire des recherches sur et examiner les conditions, les projets, les valeurs, le caractère et les circonstances de toute maison d'affaires et de toute entreprise, et généralement, de tous biens, propriété ou droits;

Transiger ou exercer toutes sortes d'opérations d'agences et, en particulier, agir comme agents pour le placement, le prêt, le paiement, la transmission et la collection d'argent, pour le transfert de bons, débentures ou actions ou autres valeurs, et pour l'achat, la vente, l'amélioration le développement, l'administration de propriété, comprenant des maisons d'affaires et les entreprises, et généralement transiger et se charger de toutes espèces d'affaires d'agence, que ce soient des affaires commerciales, d'assurances, industrielles ou des affaires financières;

Demander, acheter ou acquérir autrement

objects, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or facilitate the realization of or render profitable any of the company's property;

To subscribe for, conditionally or unconditionally, to underwrite, sell on commission or otherwise, take, hold, deal in and convert stocks, shares and securities of all kinds, and to enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, reciprocal concessions or co-operation with any person, partnership or company and to promote and aid in promoting, and to organize companies, syndicates or partnerships of all kinds, for the purpose of acquiring any property or any undertaking and liabilities of this or any other company, or of advancing directly or indirectly the objects thereof or for any other purpose which this company may think expedient;

To borrow money on the credit of the Company and to issue bonds, debentures or other securities of the Company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

To invest money at interest on the security of freehold and leasehold land, mines, plantations, factories, industrial establishments, stocks, shares, securities, merchandise and other property, and generally to lend and advance money to such persons and upon such terms and subject to such conditions as may seem expedient;

To buy, sell, improve, manage, turn to account, dispose of and deal in land, mines, plantations, factories, industrial establishments, stocks, shares, securities, merchandise and other property on the security of which any advances shall have been made by the company, and, as regards land, to develop the resources thereof by cleaning, draining, planting, building or improving, mining, selling or constructing public works and conveniences and generally to carry on any business, manufacturing or otherwise, which can be conveniently carried on in connection with any of the company's objects;

To receive money on deposit, at interest or otherwise, and to advance and lend money and assets of all kinds upon such terms as may be arranged;

To take part in the management, supervision or control of the business or operations of any company or undertaking, and for that purpose to appoint and remunerate any accountants or other experts or agents;

To employ experts to investigate and examine into the condition, prospects, value, character and circumstances of any business concerns and undertakings and generally of any assets, property or rights;

To transact or carry on all kinds of agency business, and in particular to act as agents for the investment, loan, payment, transmission and collection of money, for the transfer of bonds, debentures, shares or other securities and for the purchase, sale and improvement, development and management of property, including business concerns and undertakings, and generally to transact and undertake all kinds of agency business, whether in respect of commercial, industrial or financial matters;

To apply for, purchase or otherwise acquire

toutes marques de commerce, noms de commerce, brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif, ou limité ou illimité, d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention, formule, recette ou procédé qui pourrait être employé pour les fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière, en permettre l'usage sous permis ou les faire valoir autrement;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous les biens mobiliers ou immobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel ou fonds de commerce;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements ou de l'actif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie, et émettre des actions libérées ou des obligations ou les deux en paiement du prix d'achat;

Promouvoir et devenir actionnaire d'une ou plusieurs compagnies, dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, garantir aussi le remboursement du capital, le service des dividendes et intérêts sur les actions, parts, obligations, débentures et autres valeurs, ainsi que l'exécution des contrats par aucune telle compagnie;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement cette dite personne, société, association ou compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle société, association ou compagnie et les vendre, les détenir, les revendre avec ou sans garantie, ou en disposer autrement:

Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions, les obligations et les biens quelconques de la compagnie pour en défrayer les frais, charges et dépens nécessaires;

Rémunérer, soit au moyen de commission ou autrement, toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement des actions du capital de la compagnie, ou toutes débentures, actions-débentures ou toutes autres garanties de la compagnie, dans ou au sujet de la

any trade marks, trade names, patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited or unlimited right to use, or any secret or other information as to any invention, formula, recipe or process which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly, to benefit the company; and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights, or information so acquired;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any movable or immovable property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to issue paid up shares, or bonds, or both for the payment of the purchase price thereof;

To promote and become a shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company, and to guarantee payment of the principal of and dividends and interest on the shares, stock, bonds, debentures and other securities of and the performance of contracts by any such company;

To enter into partnerhsip or into any arrangement for sharing or profits or expense, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person, partnership, association or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such partnership, association or company, and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege which any government or authority, or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessory costs, charges and expenses thereof;

To remunerate, whether by means of commission or otherwise, any persons or companies for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the company or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion

formation ou promotion de la compagnie, ou dans la conduite de ses affaires;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débentures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucun autre individu, firme, compagnie ou corporation avec lesquels la compagnie serait en affaires, et garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation;

Placer et employer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Distribuer toute partie de l'actif de la compagnie entre ses membres, comme dividendes déclarés legalement à même le surplus de la compagnie;

Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Louer, vendre la totalité ou aucune partie de la propriété, des droits ou entreprises de la compagnie, ou en disposer autrement, pour le prix que la compagnie croira convenable et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Payer toutes les dépenses inhérentes ou connexes à la formation et la constitution de la compagnie ou au prélèvement de son capital ou passer des contrats avec toute autre compagnie pour les payer;

Hypothéquer, grever ou engager toute propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, appartenant à la compagnie, comme garantie de toutes obligations, débentures, actions-débentures ou autres valeurs que cette compagnie est légalement autorisée à émettre, ou toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de la compagnie;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, faire toutes les choses précitées, ou aucune d'icelles, comme principaux, agents, entrepreneurs ou autres, et par l'entremise de fiduciaires, agents ou autres, et soit seuls soit conjointement avec d'autres;

Et il est ordonné et déclaré par les présentes, que dans le cas où la compagnie passerait des contrats ou transigerait des affaires avec l'un ou plusieurs de ses directeurs, ou avec toute firme dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont membres, ou avec toute autre compagnie, corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs ou officiers, tel contrat ou transaction ne serait pas invalidé ou en aucune manière affecté par le fait que tel directeur ou directeurs avaient ou pouvaient avoir un intérêt dans tel contrat ou transaction qui est ou pourrait être contraire aux intérêts de la compagnie, bien que le vote de ce directeur ou directeurs ayant un intérêt contraire, eût été nécessaire pour obliger la compagnie à tel contrat ou transaction, pourvu toutefois que le fait d'avoir tel intérêt sera déclaré aux autres directeurs ou actionnaires agissant en vertu ou relativement à tel contrat ou transaction. Nul directeur ayant tel intérêt contraire ne sera responsable envers la compagnie ou envers aucun de ses actionnaires ou créanciers ou envers toute autre personne pour toute perte encourue par eux ou en vertu ou pour cause de tout tel contrat ou transaction, ni aucun de ses directeurs ne sera tenu de rendre compte de tous biens ou profits réalisés en vertu de ces contrats ou transactions, sous le nom de "Island Investment Company".

of the company or the conduct of its business;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonds, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures, or other securities or otherwise, any other person, firm, company or corporation with whom the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such manner as from time to time may be determined;

To distribute any assets of the company among its members by way of dividend legally declared out of the surplus of the company;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

To lease, sell, or otherwise dispose of the business, property or undertakings of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To pay all or any expenses of, incident to or incurred in connection with the formation and incorporation of the company and the raising of its share capital or to contract with any company to pay the same;

To hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, present or future, belonging to the company, for the purpose of securing any bonds, debentures, debenture stock or other securities which the company is by law entitled to, or any money borrowed for the purposes of the company;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and by or through trustees, agents or otherwise and either alone or in conjunction with others;

And it is to be ordained and declared that in case the company enters into contracts or transacts business with one or more of its directors, or with any firm of which one or more of its directors are members, or with any other company, corporation or association of which one or more of its directors are stockholders, directors or officers, such contract or transaction shall not be invalidated or in any wise affected by the fact that such director or directors have or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the company, even though the vote of the director or directors having such adverse interests shall have been necessary to obligate the company upon such contract or transaction, provided that such interest is disclosed to the other directors or shareholders acting upon or in reference to such contract or transaction. No director or directors having such adverse interest shall be liable to the company or to any shareholder or creditor thereof, or to any other person for any loss incurred by it under or by reason of any such contract or transaction, nor shall any such director or directors be accountable for any gains or profits realized thereon, under the name of "Island Investment Company".

Le capital-actions de la compagnie consistera en quatre mille (4,000) actions sans valeur au pair ou nominale, et le montant avec lequel la compagnie exercera son industrie est de vingt mille piastres ($20,000.00).

L'émission et la répartition des dites actions sans valeur au pair ou nominale seront faites pour telle considération qui sera fixée de temps à autre par le bureau des directeurs de la compagnie;

Il est ordonné que:—

(i) Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt, non compris les employés actuels et les anciens employés de la compagnie;

(ii) Il est interdit à la compagnie de faire appel au public pour faire souscrire ses actions;

Les actions de la compagnie ne seront pas transférables sans le consentement de la majorité des directeurs, consenti par une résolution passée par eux et enregistrée dans les livres de la compagnie, pourvu que tel consentement ne soit pas déraisonnablement refusé.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour de janvier 1929.

Le sous-secrétaire de la province,

1671 C.-J. SIMARD.

The capital stock of the company shall consist of four thousand (4,000) shares without nominal or par value, and the amount with which the company will carry on its business is twenty thousand dollars ($20,000.00).

The allotment and issue of such shares without nominal or par value shall be made for such consideration as may be fixed from time to time by the Board of Directors of the company;

It is to be ordained that:—

(i) The number of shareholders of the company shall be limited to twenty, exclusive of employees and past employees of the company;

(ii) Any invitation to the public to subscribe for shares of the company shall be prohibited;

The shares of the company shall not be transferable without the consent of the majority of the Directors, evidenced by a resolution passed by them and recorded in the books of the company, provided that such consent be not unreasonably withheld.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of January, 1929.

C. J. SIMARD,

1672 Assistant Provincial Secretary.

"La Compagnie d'Aqueduc de Carleton sur Mer, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de mars, 1929, constituant en corporation: Frank L. Cullen, hôtelier et marchand, John-J. Leblanc, menuisier, Charles Bernier, industriel, Robert Lefebvre, cultivateur, Eugène Morin, industriel, tous de Charleton sur Mer, Comté Bonaventure, dans les buts suivants:

Posséder, exploiter, acheter, louer de toutes façons des sources, terrains où peuvent se trouver des sources pour alimenter un système d'aqueduc dans la municipalité de Carleton sur Mer, comté de Bonaventure. Payer pour ces terrains ou ces droits, soit en argent, soit en parts acquittées dans la compagnie, donner en paiement des actions, valeurs et débentures sur les propriétés, droits et privilèges de la compagnie pour tous droits, propriétés ou privilèges pouvant être acquis par la compagnie, ou pour payer tous services rendus ou travaux faits par elle;

Payer à même le capital de la compagnie, toutes dépenses se rapportant ou se rattachant à l'incorporation ou l'organisation de la compagnie;

Construire, installer, acquérir, louer, maintenir, posséder et exploiter, sujet aux règlements municipaux, un ou plusieurs systèmes d'aqueduc et leurs accessoires pour fins d'alimentation, de protection contre l'incendie, ou pour toutes autres fins, dans les limites de la paroisse de Carleton sur Mer, dans le comté de Bonaventure;

Obtenir de la Municipalité susdite des franchises exclusives ou non exclusives pour l'installation et l'exploitation de l'aqueduc;

Vendre, louer, céder, ou autrement disposer de la totalité ou de toute partie de l'entreprise de la compagnie et accepter en paiement complet ou partiel des actions, obligations, argents comptants ou autres modes de paiement de toute personne, société ou compagnie;

Se fusionner avec toute autre compagnie exerçant un commerce semblable ou toute indus-

"La Compagnie d'Aqueduc de Carleton sur Mer, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of March, 1929, incorporating: Frank L. Cullen, hotel-keeper and merchant, John J. Leblanc, carpenter, Charles Bernier, manufacturer, Robert Lefebvre, farmer, Eugène Morin, manufacturer, all of Carleton sur Mer, County of Bonaventure, for the following purposes:

To own, exploit, purchase, lease in any manner springs, lands where springs may be found to supply water for an aqueduct system in the municipality of Carleton sur Mer, county of Bonaventure. To pay for such lands or such rights either in cash or in paid-up shares of the company, to give as payment shares, securities and debentures on the property, rights, and privileges of the company for any rights, property or privileges which may be acquired by the company, or as payment for services rendered to or work done for the company;

To pay out of the capital of the company all expenses in connection with and incidental to the incorporation and organization of the company;

To construct, install, acquire, lease, maintain, own and operate, subject to municipal by-laws, one or more water-works systems and their accessories for the purposes of supplying water, of protection against fire or for other purposes, within the limits of the parish of Carleton sur Mer, in the county of Bonaventure;

To obtain from the municipality aforesaid exclusive or non-exclusive franchises for the instalment and exploitation of an aqueduct;

To sell, lease, cede or otherwise dispose of the whole or part of the company's undertaking and to accept, as whole or part payment therefor, shares, bonds, cash or other forms of payment from any person, firm or company;

To amalgamate with any other company carrying on a similar business or any business con-

trie se rapportant au commerce de la compagnie, et acquérir d'aucune manière les biens, franchises, contrats et commerce de toute autre compagnie et les payer soit en argent, débentures ou autres valeurs de la compagnie;

Emprunter sur le crédit de la compagnie telle ou telles sommes qui lui seront nécessaires, pour les fins de son commerce, hypothéquer pour garantir tel ou tels emprunts, tout ou partie de son actif, ses immeubles, ses dettes actives, achalandage, émettre des bons ou débentures et, pour garantir telle émission, hypothéquer ou donner en gage ou nantissement, suivant le cas, en faveur d'un ou de plusieurs fiduciaires, tout ou partie de ses immeubles, crédits, achalandage;

Acquérir par achats ou autrement les biens, achalandage, clientèle, et les droits de toute autre compagnie ou individu exerçant un commerce ou industrie semblable à celui de cette compagnie ou s'y rapportant individuellement, engager les biens, droits et débentures de la compagnie;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, escompter, payer et émettre des chèques, billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables ou transférables nécessaires dans l'exercice des opérations de la compagnie;

Faire tout acte, exercer tous les pouvoirs et faire toutes les opérations nécessaires et propres aux fins pour lesquelles la compagnie est constituée en corporation, sous le nom de "La Compagnie d'Aqueduc de Carleton sur Mer, Limitée", avec un capital total de dix-neuf mille piastres ($19,000.00), divisé en cent quatre-vingt-dix (190) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Carleton sur Mer, dans le district de Gaspé, comté de Bonaventure.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour de mars, 1929.

Le sous-secrétaire de la province,

1673 C.-J. SIMARD.

"La Renardière Commerciale du Nord, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et unième jour de mars, 1929, constituant en corporation: J.-Léonce Simard, courtier, Eugène Lapointe, rentier, et Ulysse Brassard, journalier, tous domiciliés en la ville de Jonquière, dans le Comté de Chicoutimi, de la dite province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce des pelleteries sous toutes ses formes, faire principalement l'élevage du renard et des autres animaux à fourrure sauvages ou domestiques; garder, pensionner, posséder, acquérir, vendre et échanger de toutes manières et à quelques prix que ce soit des renards et autres animaux à fourrure domestiques ou sauvages;

Importer, exporter, fabriquer, produire, acheter, vendre et échanger tous produits, marchandises, articles et effets se rapportant au dit commerce et au dit élevage des renards et des animaux à fourrure en général;

Acquérir, construire ou louer des immeubles pour le produit, le besoin et l'utilité du commerce et de l'industrie de la compagnie;

Agir comme agents et intermédiaires d'autres compagnies, comme vendeur, acheteur et éleveur en semblables matières, prendre en pension les animaux des dites autres compagnies, les élever et faire tout autre négoce pour le compte de ces

nected with the business of the company, and to acquire in any way the property and franchises, contracts and industries of any other company and to pay for the same either in cash, debentures or other securities of the company;

To borrow, upon the credit of the company, any sum or sums which appear necessary for the purposes of its business, to hypothecate, to secure any such loan or loans, the whole or part of its assets, immoveables, book-debts, goodwill, to issue bonds or debentures and, to guarantee such issue, hypothecate or pledge or give a lien on, as the case may be, in favor of one or more trustees, all or part of its immoveables, credits and goodwill;

To acquire by purchase or otherwise the property, good-will, custom and rights or any other company or individual carrying on any business or industry similar to that of this company or individually connected therewith, pledge the property, rights and debentures of the company;

To draw, underwrite, accept, endorse, discount, pay and issue cheques, promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable and transferable documents necessary in the exercise of the operations of the company;

To do any act, exercise all the powers, carry on any operations necessary and suitable to the attainment of the purposes for which the company is incorporated, under the name of "La Compagnie d'Aqueduc de Carleton sur Mer, Limitée", with a total capital stock of nineteen thousand dollars ($19,000.00), divided into one hundred and ninety (190) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Carleton sur Mer, in the district of Gaspé, county of Bonaventure.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of March, 1929.

C. J. SIMARD,

1674 Assistant Provincial Secretary.

"La Renardière Commerciale du Nord, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty first day of March, 1929, incorporating: J. Léonce Simard, broker, Eugène Lapointe, annuitant, and Ulysse Brassard, labourer, all domiciled in the town of Jonquière, in the county of Chicoutimi, said Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on a fur business in all branches thereof, and especially to carry on the breeding of foxes and of any other wild or tame fur-bearing animals; to keep, feed, hold, acquire, sell and exchange in any manner and for any price whatever, foxes and other wild or tame fur-bearing animals;

To import, export, manufacture, produce, purchase, sell and exchange any products, goods, wares and merchandise connected with the said business and breeding of foxes and of fur-bearing animals in general;

To acquire, build or lease immovables for the products, the requirements and utility of the company's business and trade;

To act as agents or intermediaries for other companies, as salesman, purchaser and breeder in similar matters, to board the animals of the said other companies, raise the same and carry on any other business for account of such othe

r

dernières, moyennant des conditions et prix jugés avantageux pour la compagnie;

Aliéner de quelque manière, en tout ou en partie, l'entreprise et les droits et biens meubles ou immeubles de la compagnie lorsque jugé avantageux, ou s'unir à une autre personne ou corporation exerçant un commerce semblable ou non à celui de la compagnie, accepter en paiement des deniers ou des actions libérées de toute compagnie ou autres valeurs;

Prendre et acquérir, ou détenir des garanties de toute nature et espèces mobilières ou immobilières pour dettes, engagements ou obligations envers la compagnie, contractés ou qui seront contractés relativement aux fins et objets de la compagnie;

Emettre des actions libérées communes ou préférentielles, des actions-obligations, bons ou autres valeurs de la compagnie, en paiement total ou partiel de toutes propriétés mobilières ou immobilières qui peuvent être acquises par la compagnie ou pour tous services rendus, ou à être rendus à la compagnie, ou en paiement ou en vue de paiement pour règlement de dettes ou obligations dues par la compagnie ou pour toutes autres fins de la compagnie;

Emprunter sur le crédit de la compagnie toutes sommes nécessaires pour les fins de son commerce, et hypothéquer, pour garantir les emprunts de la compagnie, tout ou partie de l'actif, des meubles et immeubles, dettes de livres, achalandage de la compagnie;

Ouvrir des comptes de banques, tirer, faire, émettre, accepter, endosser, escompter, négocier et payer des billets promissoires, lettres de change, de crédit, chèques, débentures et obligations et autres effets négociables et transférables, faire avec les banques tous arrangements que la compagnie jugera nécessaires;

Engager du personnel et le renvoyer, débattre et payer les comptes et salaires;

Poursuivre par tous les moyens à sa disposition le recouvrement de ce qui pourra être dû à la compagnie et défendre toutes actions intentées contre elle;

Faire des règlements légaux et en un mot tous actes légaux au bon fonctionnement de la compagnie, sous le nom de "La Renardière Commerciale du Nord, Limitée".

Le montant du capital-actions social de la compagnie sera de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres ($99,000.00), divisé en mille huit cent soixante (1860) actions privilégiées de cinquante piastres ($50.00) chacune, et en six mille (6,000) actions ordinaires de une piastre ($1.00) chacune.

La partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées sera de quatre-vingt-treize mille piastres ($93,000.00), divisée en mille huit cent soixante (1860) actions de cinquante piastres ($50.00) chacune.

Les actions privilégiées porteront un intérêt cumulatif de huit pour cent (8%) l'an;

Les détenteurs d'actions privilégiées n'auront pas droit de voter. Cependant, à défaut de paiement du dividende pendant deux années consécutives sur les dites actions privilégiées, les détenteurs de ces actions privilégiées auront droit de voter aux assemblées des actionnaires aussi longtemps que les dits dividendes n'auront pas été payés;

Les actions privilégiées de la compagnie seront remboursables ou rachetables, en tout ou en partie, mais seulement au gré de la compagnie;

Les pouvoirs contenus dans chacun des paragraphes de la présente requête ne sont pas limités

companies on such conditions and for such prices as may be deemed advantageous for the company;

To alienate in any manner whatever, in whole or in part, the business and rights and movable or immovable property of the company, whenever deemed suitable, or to amalgamate with any other person or corporation carrying on a business similar or not to that of the company, to accept in payment cash or paid up shares or any other security of any other company;

To take, acquire and hold securities of any nature or kind, real or personal, for debts, liabilities or obligations to the company, incurred or to be incurred in respect to the purposes and objects of the company;

To issue paid up shares, common or preferred, debenture-stock, bonds or other securities of the company in whole or part payment for any moveable or immoveable property which may be acquired by the company or for any services rendered or to be rendered to the company, or in payment or in view of payment for settlement of debts or liabilities due by the company or for any other purposes of the company;

To borrow upon the credit of the company any sums which may appear necessary for the purposes of its business and to hypothecate, to secure any such loans, the whole or part of the assets, moveable and immoveable, book-debts and good-will of the company;

To open bank accounts, draw, make, issue, accept, endorse, discount, negotiate and pay out promissory notes, bills of exchange, letters of credit, checks, debentures and bonds and other negotiable and transferable instruments, and make with the banks any arrangements which the company may deem necessary;

To hire a staff and dismiss same, dispute and pay accounts and salaries;

To sue by any means at its disposal for the recovery of what may be due to the company and defend any suits instituted against it;

To make any legal by-laws and, in a word, to do any legal acts for the proper working of the company, under the name of "La Renardière Commerciale du Nord, Limitée";

The amount of the capital stock of the company shall be ninety nine thousand dollars ($99,000.00), divided into eighteen hundred and sixty (1860) preferred shares of fifty dollars ($50.00) each and into six thousand (6,000) common shares of one dollar ($1.00) each.

The part of the capital stock to be issued as preferred shares shall be ninety three thousand dollars ($93,000.00), divided into eighteen hundred and sixty (1860) shares of fifty dollars ($50.00) each.

The preferred shares shall bear cumulative interest of eight per cent (8%) per annum;

The holders of preferred shares shall not be entitled to vote. However, in default of payment of the dividend on the said preferred shares for two consecutive years, the holders of such preferred shares shall be entitled to vote at the meetings of the shareholders as long as the said dividends shall remain unpaid;

The preferred shares of the company shall be redeemable or repurchasable, in whole or in part, but only at the company's option;

The powers contained in any of the paragraphs of the present petition shall not be li-

ni restreints par induction ou déduction de termes de tous autres paragraphes.

Le bureau principal de la compagnie sera à Jonquière, dans le Comté de Chicoutimi.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt et unième jour de mars 1929.

Le sous-secrétaire de la province,

1675 C.-J. SIMARD.

"Leamy Cartage, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour de novembre 1928, constituant en corporation: Auguste Mathieu, avocat, Edward Mortimer Macdonald, fils, avocat, George Noel, comptable, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire l'exploitation d'omnibus, fiacres, fardiers, taxicabs, autobus, auto-fardiers, auto-camions ou d'autres moyens de transport publics ou privés, louageurs, tenanciers d'écuries, commerçants de chevaux et cultivateurs, loueurs de pâturages et commerçants de foin, avoine, maïs, paille et fourrages de toutes sortes; exercer toutes ou chacune des industries suivantes: voituriers généraux, agents de chemin de fer et de transport, agents d'emmagasinage et d'entreposage, agents de transfert et de messageries et tout autre négoce similaire; et faire circuler des omnibus moteurs de toutes sortes et des auto-camions aux endroits que la compagnie jugera à propos, et acquérir de toute municipalité ou corporation toute franchise ou droit d'exploiter des omnibus, autobus ou véhicules qui peuvent être mis en service pour le transport de passagers et marchandises moyennant rémunération;

Acheter et vendre en gros et en détail, échanger ou autrement faire le commerce de véhicules, auto-cars, engins à gazoline, à la vapeur et à l'électricité, auto-camions, taxicabs, autobus, auto-fardiers, voitires et autres véhicules à traction animale ou mécanique et faire le commerce de gazoline et d'énergie électrique;

Troquer, acheter, vendre, louer, utiliser, exploiter, maintenir, donner à bail, en faire le trafic et le négoce et en disposer, manufacturer et réparer des voitures et véhicules et leurs accessoires et pièces de toute nature et description, quelle que soit leur forme de traction, pour le transport d'objets animés ou inanimés, par terre, par eau et par air, y compris sans préjudice à la généralité des termes qui précèdent, des automobiles, camions, taxicabs, motocyclettes, bateaux et aéroplanes et aérostats; machineries, moteurs, engins, bouilloires, outils et ustensiles; et des métaux, minerais, huiles, caoutchouc, gutta percha, cuir, bois, matières fibreuses et leurs produits, et des articles composés en tout ou en partie de ces matières; et exercer le négoce de commerçants et manufacturiers de tous et chacun de ces dits articles;

Eriger et construire, sur tous terrains possédés ou loués par la compagnie ou dans lesquels la compagnie est intéressée en aucune manière, des édifices pour toutes fins quelconques et installer et mettre en opération des usines, matériel, machinerie et outillages de toutes sortes nécessaires ou utiles pour mener à bien l'industrie de la compagnie;

Acheter et autrement acquérir, prendre à bail et vendre, échanger, louer, m en valeur, aliéner et négocier des biens réels et personnels

mited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraphs.

The head office of the company will be at Jonquière, in the county of Chicoutimi.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of March, 1929.

C. J. SIMARD,

1676 Assistant Provincial Secretary.

"Leamy Cartage, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of November, 1928, incorporating: Auguste Mathieu, Barrister, Edward Mortimer Macdonald, Jr., Barrister, George Noel, accountant, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of omnibus, cab, dray, taxicab, motor bus, auto dray, motor truck or other private or public conveyances, livery and feed stable keepers, horse dealers and farmers, graziers and dealers in hay, oats, corn, straw and fodder of all kinds; to carry on all or any of the following businesses: general carriers, railway and forwarding agents, storage and warehousemen, transfer and express agents, and any other similar business; and to carry on the business of running motor omnibusses of all kinds and motor trucks at such places as the company may see fit, and to acquire from any municipality or corporation any franchise or right to operate omnibuses, motor buses or vehicles which can or may be operated for carrying passengers or goods for hire;

To buy and sell by wholesale and retail, exchange or otherwise deal in vehicles, motor cars, gasolene, steam and electric engines, motor trucks, taxicabs, motor busses, motor drays, carriages or other vehicles propelled by any power whatsoever, and to deal in gasolene and electrical power;

To trade in, buy, sell, lease, use, operate, maintain, let for hire, deal in, deal with, dispose of, manufacture and repair conveyances and vehicles and the accessories and parts thereof, of every kind and description, capable of being moved by any form of power for the transportations of animate or inanimate objects by land, water or air, including without prejudice to the generality of the foregoing, automobiles, trucks, taxicabs, motorcycles, boats, aeroplanes and aerostats; machinery, motors, engines, boilers, tools and utensils; and metals, ores, oils, rubber, gutta-percha, leather, wood, fibrous susbtances and products thereof, and articles composed wholly or partly thereof; and to carry on the business of dealers in and manufacturers of all or any of the said articles;

To erect and construct upon any land owned by or leased by the company, or in which the company is in any way interested, buildings for any purposes and to install and operate mills, plant, machinery and equipments of every kind, necessary or suitable for the due carrying on of the company's business;

To purchase and otherwise acquire, take on lease, and to sell, exchange, lease, turn to account, dispose of and deal with property, real and

et tout intérêt en iceux et des droits de toutes sortes et particulièrement des options, contrats, maisons d'affaires et entreprises;

Louer, vendre et autrement aliéner la totalité ou toute partie des biens réels ou personnels et du commerce ou de l'entreprise de la compagnie à toute personne, firme et corporation, et accepter comme considération de telle vente, location ou aliénation, des actions, débentures, actions-débentures, obligations ou toutes autres valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Promouvoir, organiser, développer, administrer et aider à promouvoir, organiser et administrer toute corporation, compagnie, syndicat, entreprise ou exploitation ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie et, comme opérations connexes, entreprendre, administrer, contrôler et autrement disposer du commerce et de l'entreprise de toute telle corporation, compagnie, firme ou individu, dans le but de protéger les valeurs émises par eux et de réaliser leur réclamation;

Hypothéquer, nantir ou donner en gage tous les biens mobiliers ou immobiliers, présents ou futurs, qu'elle pourra posséder dans la province, dans le but de garantir toutes obligations, débentures ou actions-débentures qu'elle est autorisée par la loi à émettre;

Prendre ou détenir des mortgages, hypothèques, privilèges et charges pour garantir le paiement du prix d'achat ou pour toute balance impayée du prix d'achat des propriétés de la compagnie, de toute nature quelconque, vendues par la compagnie, ou de toute somme d'argent due à la compagnie par les acheteurs, et vendre ou autrement disposer des dits mortgages, hypothèques, privilèges et charges;

Emettre des actions libérées, des obligations, débentures, stocks et d'autres valeurs en paiement intégral ou partiel d'aucune propriété foncière ou personnelle, des réclamations, privilèges, permis, concessions, franchises ou autres avantages que la compagnie pourra légalement acquérir et en paiement des services rendus, de l'ouvrage fait; émettre aussi des actions entièrement libérées, des obligations, débentures, stocks ou autres valeurs en paiement, paiement partiel ou échange des actions, obligations, actions-débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie;

Prêter de l'argent aux personnes ou compagnies en relations d'affaires avec la compagnie, garantir avec ou sans gages l'exécution des contrats, ainsi que l'exécution d'aucune obligation ou entreprise d'aucune autre compagnie ou personne dans laquelle la compagnie est intéressée; accepter en garantie de ces prêts, et garantir aucune garantie offerte par cette compagnie ou personne, y compris les actions, obligations, débentures, actions hypothécaires, hypothèques, gages, liens, ou autres titres de ces compagnies, sur la propriété de ces personnes ou compagnies;

Etablir des agences et succursales;

Se fusionner, soit par achat, vente ou autrement, avec toute personne, société ou corporation s'occupant d'un commerce semblable en tout ou en partie à celui que cette compagnie a l'autorisation d'exercer;

Employer toute partie de ses fonds dans l'achat d'actions de toute autre compagnie, et durant la possession ou détention de ces actions, exercer tous les droits, pouvoirs et privilèges de

personal, and any interest therein and rights of all kinds and in particular options, contracts, business concerns and undertakings;

To lease, sell or otherwise dispose of the whole or any part of the property, real or personal, or of the business or undertaking of the Company to any person, firm or corporation, and to accept by way of consideration for any such sale, lease or disposal, any shares, debentures, debenture stock, bonds, or any other securities of any other company having objects in whole or in part similar to those of the Company;

To promote, organize, develop, manage or assist in the promotion, organization, development and management of any corporation, company, syndicate, enterprise or undertaking having objects similar in whole or in part to those of the Company and, as incidental thereto, to undertake, manage, control or otherwise deal with the business and undertaking of any such corporation, company, firm or individual, for the purpose of protecting securities issued thereby and realizing upon the claims thereon;

To hypothecate, mortgage or pledge any property, moveable or immoveable, present or future, which it may own in the Province, for the purpose of securing any bonds, debentures or debenture stock which it is by law entitled to issue;

To take or hold mortgages, hypothecs, liens and charges to secure payment of the purchase price, or for any unpaid balance of the purchase price of the Company's property of whatsoever kind sold by the Company, or any money due to the Company from purchasers and to sell or otherwise dispose of said mortgages, hypothecs, liens and charges;

To issue fully paid up shares, bonds, debenture stock and—or other securities for the payment either in whole or in part of any property, real or personal, claims, privileges, licenses, concessions, franchises or other advantages which the Company may lawfully acquire, and for the payment of services rendered to or work performed for it, and also to issue such fully paid up shares, bonds, debenture stock and—or other securities in payment or part payment or exchange for the shares, bonds or debenture stock and—or other securities of any other company;

To lend money to persons or companies having dealings with the Company, and to guarantee, with or without security, the performance of contracts as also the performance of any obligations or undertakings of any other company or person in which the Company is interested, and to accept as security for such loans and guarantee any security that may be offered by such company or persons, including shares, bonds, debentures, debenture stock, mortgages, pledges, liens, or other securities of such other companies, or of or upon the property of such persons or companies;

To establish agencies and branches;

To amalgamate either by purchase, sale or otherwise, with any person, partnership or corporation engaged in a business similar in whole or in part to that which the Company is authorized to carry on;

To use any of its funds in the purchase of stock in any other company and, while the owner or holder thereof, to exercise all the rights, powers and privileges of ownership, including the right

propriété, y compris le droit de voter pour telles actions;

Procurer du capital, du crédit ou toute autre aide pour établir, agrandir et réorganiser toute entreprise ou industrie qu'exercent ou qu'ont l'intention d'exercer toute personne, firme, corporation ou compagnie avec lesquelles la compagnie a des relations d'affaires;

Placer et attribuer les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis, de la manière qui sera déterminée de temps à autre;

Acheter ou autrement acquérir et entreprendre la totalité ou toute partie de l'actif, du commerce, des biens, privilèges, contrats, droits, obligations et engagements de toute compagnie, société, firme ou personne exerçant toute partie du commerce que cette compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de cette compagnie, ou de toute compagnie dans laquelle cette compagnie détient des actions, obligations, débentures, actions-débentures ou autres valeurs, et les payer en argent ou en actions, ou en valeurs de cette compagnie, ou partie en argent ou partie en actions ou valeurs, ou pour toute autre considération, et exploiter l'industrie de toute telle compagnie, société, firme ou personne dont l'actif aura été ainsi acquis;

Exercer toute autre industrie que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en rapport avec le commerce de la compagnie, ou susceptible directement ou indirectement d'augmenter la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou de les mettre à profit;

Construire, maintenir et modifier tous édifices ou travaux nécessaires ou utiles pour les fins de la compagnie;

Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou conduisent à la réalisation des objets susdits ou d'aucun des dits objets;

Faire la totalité ou aucune des choses susmentionnées, comme principaux, agents, à commission ou autrement, comme entrepreneurs et par l'entremise d'agents ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres, sous le nom de "Leamy Cartage, Limited", avec un capital total de cent quatre-vingt-dix-neuf mille piastres ($199,000.00), divisé en mille neuf cent quatre-vingt-dix (1,990) actions ordinaires de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour de novembre, 1928.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
1677 ALEXANDRE DESMEULES.

to vote thereon;

To procure capital, credit or other assistance for establishing, extending or re-organizing any enterprise or industry carried on or intended to be carried on by any person, firm, corporation or company with which the Company has business relations;

To invest and deal with the moneys of the Company not immediately required, in such manner as may from time to time be determined;

To purchase or otherwise acquire and undertake all or any of the assets, business, property, privileges, contracts, rights, obligations and liabilities of any company, society, partnership or persons carrying on any part of the business which the Company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of this Company or of any company in which this Company holds shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities, and to pay for the same in cash or in shares or securities of this Company, or partly in cash or partly in shares or securities of any other consideration, and to carry on the business of any such company, society, partnership or person whose assets are so acquired;

To carry on any other business which may seem to the Company capable of being conveniently carried on in connection with the Company's business or calculated, directly or indirectly, to enhance the value of or render profitable any of the Company's property or rights;

To construct, maintain or alter any buildings or works necessary or convenient for the purpose of the Company;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects or any of them;

To do all or any of the above things as principals, agents, on commission or otherwise, contractors, and by or through agents or otherwise and either alone or in conjunction with others, under the name of "Leamy Cartage, Limited", with a total capital stock of one hundred and ninety nine thousand dollars ($199,000.00), divided into one thousand nine hundred and ninety (1990) common shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighth day of November, 1928.

ALEXANDRE DESMEULES,
1678 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Mines, Metals & Exploration Company, Limited". (Libre de responsabilité personnelle).

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour de février 1929, constituant en corporation: Léon Faribault, Maurice Dugas, tous deux C. R., avocats, Gordon M. Webster, et Roméo Desjardins, avocats, Frank O'Reilly, étudiant, Mesdemoiselles Jeanne Hainault, Marjorie Napper, Loretta Boivin et Annette Turgeon, sténographes, filles majeures, tous de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire des explorations et des recherches pour des mines et minéraux;

Faire toutes opérations par lesquelles on peut

"Mines, Metals & Exploration Company, Limited". (No personal liability).

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of February, 1929, incorporating: Léon Faribault, Maurice Dugas, both K. C., Barristers, Gordon M. Webster, and Roméo Desjardins, Barristers, Frank O'Reilly, student, Misses Jeanne Hainault, Marjorie Napper, Loretta Boivin, and Annette Turgeon, stenographers, spinsters of the age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth,

miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit, et les vendre ou autrement en disposer;

Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mine, droits de préemption, ou tout intérêt en iceux, des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées se rapportant aux objets susdits;

Construire, entretenir et exploiter, sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe et de téléphone, jetées, digues, biez, canaux, pouvoirs hydrauliques, pouvoirs électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations;

Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 105 à 112 inclusivement de la Loi des mines de Québec, Chap. 80 des Statuts Refondus de Québec 1925, en la manière y prescrite;

Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers;

Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits;

Recevoir, détenir et disposer d'actions, obligations, débentures ou autres valeurs émises par toute compagnie minière, en paiement de minerais, terrains, marchandises ou travaux;

Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits d'une personne ou d'une compagnie exerçant une industrie ou faisant un commerce qu'elle peut exercer en vertu de cette loi, et les payer au moyen d'actions libérées en tout ou en partie, si elle le désire, et se charger des dettes et charges y afférentes;

Faire tous les autres actes et opérations qui sont un accessoire de ceux ci-dessus énumérés ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de sa constitution en corporation;

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au-delà du montant qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour ses actions, sous le nom de "Mines, Metals & Exploration Company, Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de trois millions de piastres ($3,000,000.00), divisé en trois millions d'actions d'une piastre ($1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour de février 1929.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
1679 ALEXANDRE DESMEULES.

rock and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever and sell or otherwise dispose thereof;

Acquire, lease, possess and alienate mines, mining lands, mining rights, preemption rights or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights connected with the aforesaid purposes;

Build, maintain and exploit, upon its own property or upon that under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, water-works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations;

Exercise all the powers enumerated in sections 105 to 112 inclusive of the Quebec Mining Act, chapter 80 of the Quebec Revised Statutes, 1925, in the manner therein prescribed;

Manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus required by the company or its servants or workmen;

Build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

Receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise or works;

Acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of persons or companies carrying on any industry or business which it may itself carry under this act, and pay for the same, in whole or in part, if such persons or companies consent thereto, by paid-up shares, and undertake the debts and charges of the same;

Do all such acts and operations accessory to those above mentioned or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated;

The shareholders incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares, under the name of "Mines, Metals & Exploration Company, Limited" (No personal liability), with a total capital stock of three million dollars ($3,000,000.00), divided into three million (3,000,000) shares of one dollar ($1.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this ninth day of February, 1929.

ALEXANDRE DESMEULES,
1680 Acting Assistant Provincial Secretary.

"People's Loan and Discount Corporation".

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, des lettes patentes ont été émises par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec en date du trente et unième jour de janvier, 1929, constituant en corporation: David Stershein, Louis Weinish, Harry Gold, Sydner Teifer, Isidor Schwartz, tous marchands, et tous de la cité de Montréal, province de Québec, pour les fins suivantes:

"People's Loan and Discount Corporation".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty first day of January, 1929, incorporating: David Stershein, Louis Weinish, Harry Gold, Sydney Teifer, Isidor Schwartz, all merchants, and all of the city of Montreal, province of Quebec, for the following purposes:

Acheter, pour revendre uniquement aux membres de la corporation, des fonds de commerce ou exploitations en activité, et les objets et choses nécessaires pour entretenir la vie ou pour le fonctionnement de leur industrie; leur ouvrir des crédits et leur consentir des prêts; établir pour eux des ateliers en commun ou leur permettre de se consacrer à des procédés de production et de vendre les produits qui en proviennent, collectivement ou individuellement;

Acquérir par achat, louage, échange ou autrement, et utiliser, détenir et acquérir des terres, tènements, héritages, immeubles, et les intérêts y afférents, et en général faire affaires au profit de ses membres avec le pouvoir d'acheter, détenir, développer, améliorer, défricher, coloniser, cultiver, louer, échanger, vendre et autrement attribuer et disposer de biens immeubles et de terres cultivées ou non, et de tous intérêts ou droits connexes;

Faire des avances par voie de prêts aux acquéreurs ou donner à bail toute partie des biens immeubles de la corporation pour des fins de construction et autres améliorations;

Aider par voie de prêts et d'avances et prendre en retour des garanties ou autrement faciliter l'acquisition, la construction et l'entretien de biens immeubles et de propriétés immobilières;

Prendre et détenir des mortgages, hypothèques, privilèges ou charges pour garantir le remboursement des deniers avancés aux propriétaires, acquéreurs ou constructeurs de biens immeubles;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toute propriété personnelle et tous les droits ou privilèges que la corporation jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie et pour le bien commun de ses membres, et en particulier toutes machineries, matériel d'exploitation ou fonds de commerce;

Transiger toutes sortes d'opérations de prêts et de placements, sauf les opérations de banquiers, avec les mêmes droits et pouvoirs qu'un individu ordinaire, pour ce qui concerne le placement de son capital;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre corporation dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente corporation, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente corporation;

Emprunter telle somme ou sommes d'argent, au taux d'intérêt et avec les stipulations et conditions jugés convenables; obliger la corporation au remboursement des sommes ainsi empruntées et des intérêts sur icelles, et à l'accomplissement des stipulations et conditions, et, si l'on juge à propos, hypothéquer ou engager tous ou une partie des biens meubles ou immeubles de la corporation pour garantir le remboursement des sommes ainsi empruntées, et les intérêts, et l'accomplissement des stipulations et conditions;

Distribuer aux actionnaires de la corporation, en nature, comme dividendes légalement déclarés ou de la manière prévue par l'article 81 de la "Loi des Compagnies de Québec" (Statuts Refondus 1925, chapitre 223), tous biens quelconques de la corporation, et en particulier toutes actions, obligations ou intérêts quelconques dans toute corporation appartenant à la présente corporation ou dont elle peut avoir la capacité de disposer;

Ester en justice comme toute autre personne peut le faire et en général exercer tous les pou-

To buy, for resale to the members of the corporation only, businesses or going concerns, and such articles or things as are necessary for the support of life or for the works of their industry; open up credits for them and make loans to them; establish works in common for such members or allow them to devote themselves to processes of production and to sell the products thereof, either collectively or individually;

To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise, and use, hold and acquire lands, tenements, hereditaments, immoveables, and interests therein, and generally to carry on, for the benefit of its members, business, with the power of purchasing, holding, developing, improving, clearing, settling, cultivating, renting, exchanging, selling and otherwise dealing with and disposing of real estate and lands whether cultivated or not, and any interest or right therein;

To make advances by way of loans to purchasers or leases of any part of the corporation's real estate for building purposes and other improvements;

To aid by way of loans and advances and take security therefor or otherwise assist in the acquisition, construction and maintenance of real estate and immoveable property;

To take and hold mortgages, hypothecs, liens and charges to secure the payment of monies advanced to owners, purchasers or builders of real estate;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights or privileges which the corporation may think necessary or convenient for the purpose of its business, and for the common benefit of its members, and in particular any machinery, plant or stock-in-trade;

Transact any loaning and investment business, except the business of banking, with the same rights and powers over the investment of its capital as an ordinary individual;

To take or otherwise acquire and hold shares of any other company having objects altogether or in part similar to those of the corporation or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the corporation;

To borrow money in such sum or sums, at such rate of interest and on such terms and conditions as may be thought proper; bind the corporation to the re-payment of sums so borrowed and interest thereon, and to the fulfilment of the terms and conditions, and, if deemed advisable, hypothecate or pledge the whole or any part of the corporation's immoveable or moveable property to secure the re-payment of the sums so borrowed, and the interest, and the fulfilment of the terms and conditions;

To distribute among the shareholders of the corporation, in kind, as dividends legally declared or as provided by Section 81 of the "Quebec Companies Act" (Revised Statutes 1925, chapter 223), any property of the corporation, and in particular any shares, debentures or securities of any companies belonging to the corporation or which it may have power to dispose of;

To appear before the courts in the same manner as any person may do and generally exercise

voirs que possède une corporation civile ordinaire, et en particulier les pouvoirs qui peuvent être utiles dans l'exploitation de ses entreprises, sous le nom de "People's Loan and Discount Corporation", avec un capital-actions de quarante-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix dollars ($49,-990.00) divisé en quatre mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (4,999) actions de dix dollars ($10.00) chacune (actions ordinaires).

La principale place d'affaires de la corporation sera dans la cité et le district de Montréal.

Daté au bureau du secrétaire de la province, ce trente et unième jour de janvier, 1929.

Le sous-secrétaire de la province,

1681 C.-J. SIMARD.

"S. L. Routtenberg & Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de novembre 1928, constituant en corporation: Myer Gameroff, Myer Gross, tous deux avocats, Abe Seidman, commis, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire en gros et en détail l'achat ou la vente de confections pour hommes, dames et enfants et de vêtements de toute description;

Faire affaires comme importateurs, exportateurs, manufacturiers, marchands et commerçants en gros de fourrures, articles de mode, confections pour hommes, dames et enfants, chapeaux, casquettes, nouveautés, fournitures pour tailleurs et tissus de toutes sortes;

Faire, manufacturer, acheter, vendre, troquer et autrement faire le commerce de chaussures et de toutes les choses qui se rattachent au commerce de la chaussure;

Représenter des négociants, distributeurs, manufacturiers, exportateurs et importateurs de tous les marchandises ou articles susdits, à commission ou pour toute autre rémunération;

Faire toute convention pour le partage des profits, l'union des intérêts ou autres entreprises conjointes semblables, avec toute personne ou personnes, firmes ou compagnies que cette compagnie croira convenable;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toute propriété réelle ou personnelle, mobilière ou immobilière, et tous droits nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et particulièrement toute marchinerie, matériel, fonds de commerce, meubles meublants, mobiliers, baux, contrats et effets de toutes espèces;

Avoir, accepter, tirer, endosser, exécuter et émettre des chèques, billets promissoires, connaissements, lettres de change, mandats et tous autres effets négociables;

Vendre ou aliéner l'entreprise ou partie de l'entreprise de la compagnie pour telle considération que cette compagnie croira convenable et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Exercer toute autre industrie, manufacturière ou autre, que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en même temps que

all the powers belonging to an ordinary civil corporation, and specially the powers which may serve for carrying on its undertakings, under the name of "People's Loan and Discount Corporation", with a total capital stock of forty nine thousand nine hundred and ninety dollars ($49,990.00), divided into four thousand nine hundred and ninety nine (4999) shares of ten dollars ($10.00) each (common stock).

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirty first day of January, 1929.

C. J. SIMARD,

1682 Assistant Provincial Secretary.

"S. L. Routtenberg & Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of November, 1928, incorporating: Myer Gameroff, Myer Gross, both advocates, Abe Seidman, clerk, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business, wholesale and retail, in buying, or selling men's, ladies' and children's clothing, garments of all and any description;

To carry on business as importers, exporters, manufacturers, wholesale merchants and dealers in furs, milliners, men's ladies' and children's clothings, hats, caps, dry goods, tailors trimmings and textile fabrics of all kinds;

To make, manufacture, purchase, sell to job in and otherwise deal in boots, shoes and all things incidental to footwear;

To represent jobbers, distributors, manufacturers, exporters, importers, for all or any of the above merchandise or goods, on commission basis or otherwise;

To enter into any agreement for the sharing of profits, union of interest or any similar joint venture with any person, persons, firm or company that this company may think fit;

To purchase, take or lease or in exchange, hire or otherwise acquire any real or personal property moveable or immoveable and any rights necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock in trade, fixtures, furniture, leases, contracts and effects of any description;

To have, accept, make, endorse, execute and issue cheques, promissory notes, bills of lading, bills of exchange, warrants and any other negotiable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the present company;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried

son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits ou des produits de la compagnie ou les rendre profitables;

Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps a autre déterminée;

Prêter des fonds aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par cesdites personnes;

Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui peuvent conduire à la réalisation des objets susdits, sous le nom de "S. L. Routtenberg & Company, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour de novembre, 1928.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
1683 ALEXANDRE DESMEULES.

on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value or render profitable any of the company's property, rights or products;

To invest, deal with the moneys of the company not immediately required, in such manner as from time to time may be determined;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

To do such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects under the name of "S. L. Routtenberg & Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of November, 1928.

ALEXANDRE DESMEULES,
1684 Acting Assistant Provincial Secretary.

"St. Margaret Country Club, Inc.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes en date du dix-huitième jour d'octobre 1928, constituant en corporation: Maurice Tétreau, avocat et conseil en loi du roi, Herman Louis Peiler, ingénieur, Herbert Waller Biddulph, bourgeois, Louis Philippe Lortie, comptable licencié, Charles-Joseph-Eugène Charbonneau, notaire public, tous de la cité de Montréal, pour les fins suivantes:

Acheter, acquérir, assumer comme exploitation en activité toutes les affaires et entreprises, les biens et l'actif tant meubles qu'immeubles, sans exception ni réserve, à la condition de payer toutes et chacune de ses obligations, hypothécaires, soumises à quelque privilège et ordinaires, également sans exception, de "St. Margaret Golf & Winter Club, Limited", en exploitation à "St. Margaret Station" dans la paroisse de Sainte-Adèle, comté de Terrebonne, Province de Québec, et payer pour celui-ci une somme équivalante au plein montant des actions libérées dudit "St. Margaret Golf & Winter Club, I imited", telles qu'elles apparaissent actuellement dans les livres, dûment vérifiées en actions privilégiées de la présente compagnie à être émises de sur son capital-actions autorisé ci-après mentionné, le tout de la manière que les directeurs dudit "St. Margaret Golf & Winter Club, Limited", pourront suivant leurs pouvoirs déterminer et approuver;

Promouvoir, organiser, conduire et administrer un club rural et social, et encourager tout ce qui concerne les sports d'été et d'hiver et qui a des relations avec le golf, le tennis, la natation, le ski, le patinage et tous les autres sports, quels qu'ils soient, et promouvoir le bien-être de ses membres, avec le pouvoir de faire et d'adopter des règlements, règles et résolutions pour l'admission, la suspension et l'expulsion de ses membres, et pour leur gouverne, et pour l'établissement de différentes classes de membres, et pour l'encaissement des honoraires et cotisations, pour l'élection et la nomination de ses directeurs et autres officiers et la définition de leurs devoirs, et pour la sauvegarde et la protection de ses proprié-

"St. Margaret Country Club, Inc.".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, Q. R. S., 1925, bearing date the eighteenth day of October, 1928, incorporating: Maurice Tetreau, Advocate and King's Counsel, Herman Louis Peiler, Engineer, Herbert Waller Biddulph, Gentleman, Louis Philippe Lortie, Chartered Accountant, Charles Joseph Eugène Charbonneau, Notary Public, all of the City of Montreal, for the following purposes:

To purchase, acquire and take over as a going concern all the business and undertaking, property and assets, moveable and immoveable, without exception or reserve, subject to the payment of all and every its privileged, hypothecary and ordinary liabilities, also without exception, of "St. Margaret Golf & Winter Club, Limited", carrying on business at St. Margaret Station, in the parish of Sainte Adele, county of Terrebonne, province of Quebec, and to pay for the same such amount as is represented by the fully paid up capital of said "St. Margaret Golf & Winter Club, Limited", as the same presently appears in its duly audited books, in preferred shares of this Company to be issued out of its hereinafter mentioned authorized capital stock, the whole as the Directors of said "St. Margaret Golf & Winter Club, Limited" may in their discretion determine and approve;

To promote, organize, conduct and manage a country and social Club, and foster all things pertaining to Summer and Winter sports and dealing with golfing, tennis, swimming, boating, skiing, skating, and all other sports whatsoever, and to promote the welfare of the members thereof, with powers to make and adopt by-laws, rules and regulations for the admission, suspension and expulsion of its members, and for their government, and for the establishing of different classes of membership, and for the collection of fees and dues, for the election and appointment of its Directors and other officers, and to define their duties, and for the safekeeping and protection of its property and funds, and in general to

tés et fonds, et en général pour réglementer, administrer et préserver ses propriétés et intérêts, et, de temps à autre, modifier, abolir, abroger ou amender tels règlements, règles et résolutions, en tout ou en partie;

Procurer une maison de club et autres commodités pour l'usage des membres dudit "St. Margaret Country Club, Inc.", et construire, modifier, réparer et entretenir des bâtisses sur tout terrain dans lequel le club peut avoir quelqu'intérêt soit comme principal ou comme agent, ou sur tous autres terrains que le club pourra détenir à une époque quelconque, et améliorer et agrandir suivant l'avis des directeurs la maison de club et toutes autres maisonnettes dont la compagnie fera l'acquisition tel que susdit, et en général faire ce qui peut paraître le plus conforme aux intérêts du club;

Exploiter toute autre entreprise de la même ou d'une semblable nature que le club pourra exploiter convenablement en même temps que son entreprise ou de nature à accroître, directement ou indirectement, la valeur des biens ou des droits du club ou à les rendre profitables;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'entreprise, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exploitant toute entreprise que le présent club est autorisé à exploiter, ou possédant des biens qui conviennent aux fins du présent club;

Prendre ou autrement détenir des actions de toute autre corporation dont les objets sont semblables à ou diffèrent de ceux du présent club;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins du club, ou pour l'une quelconque d'icelles, et obtenir de ces autorités tous les droits, privilèges et concessions que le présent club jugera désirable d'obtenir, et exécuter, exercer ces conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir toute propriété réelle ou personnelle, ou tous les droits ou privilèges que le club jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son entreprise;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change et autres effets négociables et pouvant être transportés;

Vendre ou autrement disposer de l'entreprise du club ou d'aucune partie d'icelle pour telle considération que le présent club trouvera convenable, et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs de toute autre corporation dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux du club;

Faire toutes ou une quelconque des choses ci-dessus désignées comme principaux, agents, entrepreneurs ou en autre qualité, et soit seuls, soit conjointement avec d'autres;

Emettre, seulement avec l'approbation des actions ordinaires représentées par les actionnaires de cette compagnie, des actions libérées privilégiées pour le paiement complet ou partiel de tous biens réels ou personnels, réclamations, privilèges, permis, concessions et autres avantages que le présent club peut légalement acquérir, ou pour le paiement complet ou partiel de toutes dettes quelconques du présent club;

Rémunérer, en argent ou en actions privilégiées ou ordinaires acquittées ou en valeurs de cette compagnie, toute compagnie, société, association, syndicat ou individu pour frais encourus,

regulate, manage and preserve its property and interest, and from time to time to alter, repeal, rescind or vary such by-laws, rules and regulations, or any of them;

To provide a Club House and other conveniences for the use of the members of said "St. Margaret Country Club, Inc." and to erect, alter, repair and maintain buildings upon any lands in which the Club may have any interest, either as principal or agent, or upon any other lands which the Club may at any time hold, and to improve and extend as the Directors may see fit the Club House and all other cottages which this Company shall acquire as aforesaid, and generally to do what may seem best calculated to promote the interest of the Club;

To carry on any other business of the same or a similar nature, which may seem to the Club capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the Club's property or rights;

To acquire or undertake the whole, or any part of the business, property and liabilities of any person or corporation carrying on any business which the Club is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the Club;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other corporation having objects similar or different to those of the Club;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the Club's objects, or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the Club may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To purchase, take on lease, or in exchange, hire or otherwise acquire any real or personal property, or any rights or privileges which the Club may think necessary or convenient for the purposes of its business;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the Club or any part thereof, for such consideration as the Club may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other corporation having objects altogether, or in part, similar or different to those of the Club;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To, with the approval of the shareholders of the common shares only of this Company, issue paid up shares preferred for the payment, either in whole or in part, of any property real or personal, claims, privileges, licenses, concessions, franchises or other advantages which the Club may lawfully acquire, or for the payment either in whole or in part of any debts of the Club;

To remunerate, either in cash or shares preferred or common fully paid up or in securities of the Company, any company, firm, association, syndicate or individual for expenses incurred,

et avec l'approbation des porteurs d'actions ordinaires de cette compagnie, pour services rendus ou qui seront rendus à la présente compagnie en plaçant ou aidant à placer, ou en garantissant le placement d'aucune des actions privilégiées du capital de la présente compagnie, ou de tous bons, débentures ou autres valeurs de la compagnie, ou relativement à l'organisation, la formation ou l'avancement de la présente compagnie ou à la conduite de ses affaires;

Faire tous les autres actes ou choses qui se rapportent à ou favorisent la réalisation des objets ci-dessus ou quelqu'un d'iceux et exploiter toute entreprise qui, à la connaissance de la présente compagnie, peut par elle être convenablement exploitée ou est de nature à accroître directement ou indirectement la valeur de ses biens et de ses droits, ou à les rendre profitables, sous le nom de "St. Margaret Country Club, Inc.".

Le montant du capital-actions de la compagnie est de cent cinquante mille dollars ($150,000.00) divisé en:

1. Cinq mille (5,000) actions ordinaires de la valeur au pair de un dollar ($1.00) chacune.

2. Cinq mille huit cents (5,800) actions privilégiées de la valeur au pair de vingt-cinq dollars ($25.00) chacune, avec et sujettes aux droits, privilèges et restrictions suivantes, à savoir:

a. Les dites actions privilégiées comportent le droit à un dividende préférentiel et cumulatif fixe au taux de six par cent (6%) par année sur le capital versé là dessus, lequel dividende doit être payé annuellement de la manière et aux époques qu'il sera déclaré par le bureau des directeurs;

b. Les dites actions privilégiées prendront rang, pour ce qui concerne à la fois les dividendes et les profits réalisés sur le capital, avant toutes autres actions de la présente compagnie, mais ne confèreront aucun droit additionnel de partager dans les gains et les biens;

c. Les porteurs desdites actions privilégiées n'auront aucun droit de voter à une assemblée des actionnaires de la compagnie, et de telles actions privilégiées ne peuvent donner à une personne la qualification voulue pour être directeur de la présente compagnie ou lui donner droit de recevoir l'avis de la convocation d'une assemblée générale ou spéciale des actionnaires de la présente compagnie;

Pourvu, toutefois, que, advenant le défaut de paiement du dividende préférentiel cumulatif pendant trois années consécutives à être comptées à partir du premier de janvier, mil neuf cent vingt-neuf, sur lesdites actions privilégiées alors libérées, les porteurs de ces actions privilégiées en conséquence acquièrent le droit de voter à toutes les assemblées des actionnaires de la compagnie, tout porteur d'actions privilégiées ayant droit à un vote pour chaque deux cent cinquante dollars ($250.00) de capital là dessus versés, et ce droit de vote sera conservé jusqu'à ce que tous les arrérages de dividendes sur les actions privilégiées aient été payés, et ledit droit de vote renaîtra de temps à autre toutes les fois que des arrérages de dividendes sur ces actions privilégiées n'auront pas été payés pendant trois années consécutives;

d. La présente compagnie pourra à son choix, de temps à autre, racheter toutes ou une partie des actions privilégiées ci-devant créées en payant à leurs porteurs les montants que ces derniers auront dessus versés et une prime de cinq par cent (5%) sur ces montants en plus de tous les arrérages de dividendes, pourvu que, s'il arrive que la compagnie opère le rachat de moins d'actions privilégiées que celles en circu-

and with the approval of the holders of the common shares of the Company, for services rendered and to be rendered to the Company in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the preferred shares in the Company's capital, or any bonds, debentures or other securities of the Company or in or about the organization, formation of the Company or the conduct of its business;

To do all such other acts and things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects or any of them and to carry on any business which may seem to the company capable of being conveniently carried on by the Company or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of its properties and rights, under the name of "St. Margaret Country Club, Inc.".

The amount of the authorized capital stock of the company is one hundred and fifty thousand dollars ($150,000.00), divided into:

1. Five thousand (5,000) common shares of the par value of one dollar ($1.00) each.

2. Five thousand eight hundred (5,800) preferred shares of the par value of twenty five dollars ($25.00) each, with and subject to the following rights, privileges and restrictions, namely:

a. The said preferred shares shall carry the right to a fixed cumulative preferential dividend at the rate of six per cent (6%) per annum on the capital paid up thereon, such dividend to be paid annually as and when declared by the Board of Directors;

b. The said preferred shares shall rank, both as regards dividend and return of capital, in priority to all other shares of the Company, but shall not confer any further eight to participate in profits or assets;

c. The holders of said preferred shares shall not have any right of voting at any meeting of the shareholders of the Company, nor shall such preferred shares qualify any person to be a director of the Company nor shall such preferred shares entitle the holders thereof to receive notice of any general or special meeting of shareholders of the Company;

Provided, however, that in the event of default being made in the payment of the preferred cumulative dividend during three consecutive years to be accounted from the first of January, one thousand nine hundred and twenty nine, on the said preferred shares then paid up, the holders of such preferred shares shall thereupon acquire the right of voting at all meetings of shareholders of the Company, every holder of preferred shares being entitled to one vote for each two hundred and fifty dollars ($250.00) of capital paid up thereon, and such right of voting shall be retained until all accrued dividends upon the preferred shares have been paid, and the said right of voting shall revive from time to time whenever the accrued dividends on such preferred shares shall have remained unpaid during three consecutive years;

d. The company is at liberty from time to time, at its option, to redeem the whole or any part of the preferred shares hereby created by paying the holders thereof the amounts paid up thereon and a premium of five per cent (5%) on such amounts together with all accrued and unpaid dividends, provided that in the event of the company redeeming at any time less than the whole of the then outstanding preferred shares,

lation, les actions devant être ainsi rachetées soient tirées au sort par une ou des personnes désignées à cet effet par le bureau des directeurs de la compagnie de la manière que décidera le bureau.

La présente compagnie sera administrée par un bureau de pas moins que sept et pas plus que neuf directeurs qui devront être élus à la première assemblée générale des actionnaires.

Le bureau principal de la compagnie sera dans la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour d'octobre 1928.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
1685 ALEXANDRE DESMEULES.

"Automobile Loan Corporation, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du seizième jour de mars 1929, constituant en corporation: Eugène Couvrette, Marchand, Philias-J. Audette, Courtier, et Stanislas Brasseur, Commerçant d'automobiles, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

En outre des pouvoirs accordés par la Loi pour les besoins de la Compagnie;

Manufacturer, acheter, vendre et échanger des voitures, automobiles, camions, tracteurs, moteurs pour fins agricoles, moteurs de marine, moteurs d'aviation et autres véhicules ou mécanismes relatifs aux moteurs à explosions;

Manufacturer, vendre, acheter, échanger ou servir d'intermédiaire pour la vente de moteurs d'aviation, ainsi que des aéroplanes eux-mêmes, y compris tous les accessoires qui s'y rapportent;

Acheter, vendre, importer, manufacturer tous les accessoires relatifs à tous véhicules aériens, terrestres ou marins mus par moteurs à explosions;

Acquérir, vendre, importer la machinerie nécessaire pour la production des articles ci-devant mentionnés;

Financer des autos neufs et usagés, des aéroplanes ou tous véhicules terrestres, marins ou aériens;

Financer des propriétés, des meubles, des terrains, des radios, des machines à laver, et autres;

Acheter des automobiles de tous genres et les revendre par encan public;

Financer le commerce d'automobiles en général sous toutes ses formes;

Faire d'une façon générale toutes les transactions immobilières requises pour la bonne administration des immeubles ainsi acquis par la Compagnie;

Acheter, louer, ou autrement acquérir les droits d'exploitation de toutes inventions relatives au moteur à l'explosion et aux véhicules qui s'en servent;

Etablir des succursales dans différents centres de la Province;

Financer les droits d'exploitation de toutes inventions relatives aux moteurs à explosions et aux véhicules qui s'en servent;

Payer en actions les services rendus à la Compagnie par ses employés ou ses mandataires;

Payer en actions de la compagnie, le prix de biens, automobiles, meubles et immeubles acquis par la Compagnie;

Acheter ou autrement acquérir tout autre commerce dont les opérations seraient identiques à celle de la présente compagnie. A payer le prix

the shares to be so redeemed shall be determined by drawing lots, such drawing to be made by a person or persons appointed by the Board of Directors of the Company in such manner as may be determined by the Board.

The company shall be managed by a board of not less than seven, but not more than nine directors to be elected at the first general meeting of the shareholders.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of October, 1928.

ALEXANDRE DESMEULES,
1686 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Automobile Loan Corporation, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, pursuant to article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the sixteenth day of March 1929, incorporating: Eugène Couvrette, merchant, Philias J. Audette, broker, and Stanislas Brasseur, automobile dealer, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

In addition to the powers granted by the Act for the needs of the company:

To manufacture, purchase, sell and exchange carriages, automobiles, trucks, tractors, motors for agricultural purposes, marine motors, aviation motors and other vehicles or mecanisms relating to explosion motors;

To manufacture, sell, purchase, exchange or serve as intermediary for the sale of aviation motors and of the aeroplanes themselves, including any accessories connected therewith;

To purchase, sell, import, manufacture any accessories relating to any aerial, terrestrial or marine vehicles propelled by explosion motors;

To acquire, sell, import the machinery necessary for the production of the hereabove mentioned wares;

To supply money for new or used cars, aeroplanes or any terrestrial, marine or aerial vehicles;

To apply money for property, movables, land, radios, washing machines and other;

To purchase automobiles generally under all forms;

To supply money for the automobile business generally under all forms;

To execute in a general way any real estate transactions required for the proper administration of the immovables thus acquired by the company;

To purchase, lease or otherwise acquire the exploitation rights for any inventions relating to explosion motors and other vehicles making use thereof;

To establish branches in different centres of the Province;

To supply money for the exploitation rights of any inventions relating to explosion motors and to vehicles making use thereof;

To pay for services rendered to the company by its employees or mandatories, with shares;

To pay for any property, automobiles, movables and immovables acquired by the company, with shares of the company;

To purchase or otherwise acquire any other business whose operations may be similar to those of the present company, and to pay therefor

avec des actions de la compagnie ou tout autre moyen permis par la Loi, sous le nom de "Automobile Loan Corporation, Limited";

Le montant de capital-actions de la compagnie sera de $98,000.00, divisé en 3,200 actions privilégiées d'une valeur de $25.00 chacune, portant un dividende annuel, non cumulatif, de 7% et donnant à leurs détenteurs droit de préférence sur les actions ordinaires au cas de division des biens de la compagnie, mais ne conférant pas à leurs détenteurs droit de vote aux assemblées des Actionnaires de la compagnie ($80,000.-00);

18,000 actions communes ou ordinaires d'une valeur de $1.00 chacune et ne donnant droit à dividende à leurs détenteurs qu'après paiement des dividendes dûs aux actions privilégiées, mais donnent seules à leurs détenteurs droit de vote aux assemblées des Actionnaires de la compagnie à raison de "un vote par action" ($18,000.00);

Et il est par les présentes ordonné et déclaré que, sur autorisation par règlement sanctionné par au moins deux tiers des votes obtenus à une assemblée générale spéciale des actionnaires dûment convoquée pour l'examen du règlement, les directeurs pourront, de temps à autre:

a. Emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie;

b. Limiter ou augmenter le montant à emprunter;

c. Emettre des obligations, débentures ou autres titres de la compagnie et les engager ou les vendre pour telles sommes ou à tel prix qu'ils jugeront convenable;

d. Hypothéquer, grever ou donner en garantie la propriété réelle ou personnelle de la compagnie ou les deux, pour garantir toutes dites obligations, débentures, actions-obligations ou autres titres et toutes sommes empruntées pour les besoins de la compagnie:

Rien dans cette clause ne doit limiter ou restreindre la faculté d'emprunt de la compagnie sur des lettres de change ou billets promissoires faits, tirés, acceptés ou endossés par la compagnie ou en son nom.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, au No 1410 Stanley, chambre 517, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour de mars 1929.

Le sous-secrétaire de la province,
1691 C.-J. SIMARD.

"Club Nicolet, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du onzième jour de mars, 1929, constituant en corporation: J.-C.-Horace Laflamme, J.-Ovide Courchesne, notaires, Henri-N. Biron, industriel, J.-Arthur Martin, gérant de manufacture, James Gill, chef de gare, tous de Nicolet, dans les buts suivants:

Etablir et exploiter un ou des clubs pour le bénéfice et avantage des membres qui en feront partie; pour l'encouragement et le développement de la culture physique, par des exercices tels que la chasse, la pêche, le canotage, des jeux de golf, de tennis, de boules, de quilles, des exercices en patin, en skis, en traîne, traîneaux et autres divertissements ou exercices de nature à développer la culture physique; pour le développement et l'encouragement de la culture intellectuelle et

with shares of the company or any other means permitted by law, under the name of "Automobile Loan Corporation, Limited";

The amount of the capital stock of the company shall be $98,000.00, divided into 3,200 preferred shares of the value of $25.00 each, bearing a non cumulative annual dividend of 7% and entitling the holders thereof to priority over the common shares in the event of division of the assets of the company, but shall not entitle the holders thereof to vote at the meetings of the shareholders of the company ($80,000.00);

18,000 common or ordinary shares of the value of $1.00 each and only entitling the holders thereof to a dividend after payment of the dividends due on the preferred shares, but giving to the holders thereof alone the right to vote at the meetings of the shareholders of the company at the rate of "one vote per share" ($18,000.00);

And it is hereby ordained and declared that, if authorized by by-law, sanctioned by at least two thirds of the votes cast at a special general meeting of the shareholders duly called for considering the by-law, the directors may, from time to time:

a. Borrow money upon the credit of the company;

b. Limit or increase the amount to be borrowed;

c. Issue bonds, debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

d. Hypothecate, mortgage or pledge the real or personal property of the company, or both, to secure any such bonds, debentures, debenture-stock or other securities and any money borrowed for the purposes of the company;

Nothing in this clause contained shall limit or restrict the borrowing of money by the company on bills of exchange or promissory notes made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the company.

The head office of the company will be at Montreal, 1410 Stanley, room 517, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of March, 1929.

C. J. SIMARD,
1692 Assistant Provincial Secretary.

"Club Nicolet, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, pursuant to article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the eleventh day of March, 1929, incorporating: J. C. Horace Laflamme, J. Ovide Courchesne, notaries, Henri N. Biron, manufacturer, J. Arthur Martin, manufacturers' agent, James Gill, station agent, all of Nicolet, for the following purposes:

To establish and exploit a club or clubs for the benefit and advantage of the members forming part threof; for the encouragement and development of physical culture by exercises such as hunting, fishing, canoeing, golf, tennis, bowling on the green, bowling in alleys, skating, skiing, sliding, tobogganing and other amusements or exercises of a nature to develop physical culture; for the development and encouragement of the intellectual and moral culture of the said mem-

morale des dits membres, l'augmentation de leurs connaissances religieuses, scientifiques, littéraires et artistiques et la pratique des œuvres sociales et de bienfaisance nécessaires à cette fin, savoir, entre autres: conférences, concerts, représentations dramatiques, établissement de bibliothèques;

Avoir des salles de rafraîchissements, des salles à manger, des salles de lecture et autres accommodations pour le bénéfice des membres et de leurs hôtes;

Acquérir à quelque titre que ce soit des immeubles et toutes les choses mobilières utiles et nécessaires aux fins du club; acquérir par achat, bail ou autrement, dans le but et pour l'avantage de ce club, des meubles et immeubles, et en particulier toutes fermes et tous terrains, y compris des édifices, les meubler de meubles meublants, livres, instruments de musique, jeux et toutes autres accommodations;

Faire généralement tout ce qui sera utile ou nécessaire pour parvenir aux fins ci-dessus;

Acquérir posséder, administrer les dits biens meubles et immeubles, les vendre, les échanger, construire toutes espèces de bâtisses pour des clubs d'amusement, de sport, littéraires et autres;

Prendre à loyer et exploiter pour d'autres personnes ou compagnies des immeubles servant à des fins de sport ou d'amusements et en retirer une rémunération quelconque;

Donner à loyer et confier l'exploitation de ses propres immeubles à d'autres personnes ou compagnies pour les mêmes fins, moyennant rémunération;

Pouvoir constituer diverses catégories de membres et déterminer, par règlements, leurs droits, privilèges et obligations;

Faire payer un honoraire annuel aux membres actionnaires du club et pouvoir confisquer au profit du club les actions des membres qui n'auront pas payé leur contribution annuelle, conformément aux règlements du club;

Etablir des règlements pour le maintien de la compagnie, sa régie interne, la bonne conduite de ses membres, leur expulsion ou suspension en certains cas, et tels règlements, une fois approuvés par la majorité des actionnaires de la compagnie, auront force de loi et obligeront tous les actionnaires de la compagnie ainsi que ses membres;

Employer, en tout ou en partie, les fonds du club pour l'achat d'actions d'autres clubs, compagnies ou sociétés, si la chose était jugée utile et profitable aux intérêts du club; payer pour tous services rendus à la compagnie et requis par elle, ou pour toute acquisition de la compagnie, en deniers comptants ou en actions libérées de la compagnie, ou partie en deniers comptants et partie en actions libérées de la compagnie;

Emettre des bons, obligations ou autres valeurs du club et les donner en garantie ou les vendre pour les prix et sommes jugés convenables, pourvu toutefois que chaque tel bon, telle obligation ou autre valeur, ne soit pas pour une somme moindre de cent piastres;

Hypothéquer ou donner en garantie les immeubles ou donner en garantie les biens meubles du club, ou donner ces deux espèces de garanties pour assurer le paiement des bons, obligations ou autres valeurs, et de tous emprunts de deniers faits pour les fins du club;

Vendre aucune partie des immeubles ou autre propriété appartenant à la compagnie, pour telles considérations et aux termes et conditions que la compagnie jugera à propos, ou en disposer autrement et accepter de l'argent, actions, obligations,

bers, the increase of their religious, scientific, literary and artistic knowledge, and the practise of social and welfare work necessary for such pupose, namely, among other, lectures, concerts, dramatic entertainments, establishment of libraries;

To have refreshment rooms, dining rooms, lecture rooms and other conveniences for the benefit of the members and their guests;

To acquire under any title whatever immovable property and any movable effects useful and necessary for the purposes of the club; to acquire by purchase, lease or otherwise, movables and immovables for the purpose and benefit of the club, and in particular any farms and lots of land including buildings, to supply same with furniture, books, musical instruments, games and any other conveniences;

To generally do anything which may be useful or necessary for the attainment of the hereabove purposes;

To acquire, hold, manage the said movable and immovable property, sell, exchange same, construct all kinds of buildings for amusement, sporting, literary and other clubs;

To take on lease and exploit for other persons or companies immovables used for the purposes of sport or amusement and to derive any remuneration whatever therefrom;

To give on lease and confide the exploitation of its own immovables to other persons or companies for the same purposes, for remuneration;

To have power to constitute various categories of members and determine by by-laws their rights, privileges and obligations;

To have the shareholder members of the club pay an anual fee and to have power to confiscate for the benefit of the club the shares of members who have not paid their annual contribution, pursuant to the by-laws of the club;

To establish by-laws for the maintenance of the company, its internal management, the proper conduct of its members, their expulsion or suspension in certain cases, and such by-laws once approved by the majority of the shareholders of the company shall have the force of law and bind all the shareholders of the company and also its members;

To employ, in whole or in part, the funds of the club for the purchase of shares of other clubs, companies or firms, if so deemed useful and profitable in the interests of the club; to pay for any services rendered to the company and required by it or for any acquisition of the company in cash or paid-up shares of the company, or partly in cash and partly in paid-up shares of the company;

To issue bonds, debentures or other securities of the club as security, or to sell same for such prices and sums as are deemed fit, provided however that such bond, debenture or other security be not for a sum less than one hundred dollars;

To hypothecate or mortgage the immovable property or pledge the movable property of the club, or give both such kind of securities to insure the payment of such bonds, debentures or other securities and of any loans of money made for the purposes of the company;

To sell or otherwise dispose of any part of the immovables or other property of the company, for such consideration and on such terms and conditions as the company may think fit and to accept in payment of the purchase price thereof,

débentures, stock en garantie de toute autre compagnie, en paiement ou partie de paiement d'iceux;

Acquérir, acheter, posséder, céder, vendre des actions, stocks, débentures ou garanties dans toute autre compagnie ayant les mêmes objets, en tout ou en partie, que ceux de cette compagnie ou faisant des affaires capables d'être conduites directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie, ou en disposer;

Prendre et tenir des hypothèques, obligations, garanties ou charges, pour garantir le paiement du prix d'achat de toute propriété vendue par la compagnie ou tout argent dû à la compagnie par les acquéreurs ou avancé par la compagnie aux acquéreurs ou pour les frais de constructions ou autres améliorations;

Faire le commerce d'immeubles dans toutes ses branches, acquérir par achat, bail ou autrement, et posséder des immeubles, vendre, louer, échanger ou autrement faire le commerce d'immeubles, ou partie d'iceux, et développer, améliorer et disposer en tout ou en partie de telles propriétés en lots à bâtir, rues, ruelles, carrés ou autrement;

Construire des maisons d'habitation et autres bâtisses sur les dits immeubles ou sur toute partie d'iceux;

Recevoir de ses actionnaires une contribution quelconque, annuelle ou autre, pour le maintien de son exploitation, l'entretien de ses bâtisses et généralement pour toutes les fins d'exploitation des affaires de la compagnie; fixer le montant de telles contributions, et prélever par tous les moyens légaux toutes contributions aux dates fixées par les règlements de la compagnie;

Accepter toute personne autre que les actionnaires de la compagnie comme membres du club, jouissant de tous les privilèges que la compagnie jugera à propos de conférer moyennant les conditions qui pourront être fixées par elle;

Les pouvoirs spécifiés dans aucun des paragraphes ci-dessus ne seront en aucune manière restreints ou limités par les déductions ou termes de tout autre paragraphe, sous le nom de "Club Nicolet, Limitée", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Nicolet, dans le district de Nicolet.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour de mars 1929.

Le sous-secrétaire de la province,
1693 C.-J. SIMARD.

"Port Joli Inn, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et unième jour de mars 1929, constituant en corporation: Roland Lacombe, chauffeur d'automobile, de Montréal, J.-Napoléon Langelier, ingénieur civil, J.-Georges Langelier, manufacturier, de Montréal-Est, dans les buts suivants:

Construire, bâtir, acheter, établir, réparer, promouvoir, louer ou autrement acquérir et posséder, aménager, meubler, exploiter et maintenir des hôtels, auberges, chalets, relais, tavernes, maisons de pensions et de logement, restaurants, cafés, cafeterias et salles de rafraîchissement et les vendre, louer, échanger ou autrement en disposer et généralement faire toutes les opérations qui se rapportent à la construction, la possession, l'aménagement, l'ameublement, l'entretien et l'exploitation d'hôtels, auberges, chalets

cash, shares, bonds, debentures, stocks or securities of any other company in full or part pay ment thereof;

To acquire, buy, own, sell, assign and dispose of shares, stocks, debentures or securities of any other company having objects altogether or partly similar to those of this company, or carrying on any business capable of being carried on directly or indirectly for the benefit of this company;

To take and hold hypothecs, mortgages, liens and charges to secure payment of purchase price of any property sold by the company, or of any money due to the company by the purchasers or of any advances made by the company to the purchasers or for building purposes or other improvements;

To carry on a real estate business in all branches thereof and acquire by purchase, lease or otherwise and to own immoveables, sell, lease or exchange or otherwise deal in immoveable property or any part thereof and to develop, improve and lay out any such property in building lots, streets, lanes, squares or otherwise;

To erect dwelling houses and other buildings upon such real estate or any part thereof;

To receive from its shareholders any annual contribution or other whatever for the maintenance of its exploitation, the upkeep of its buildings and generally for any of the purposes of exploitation of the business of the company, to fix the amount of such contributions and levy by any legal means any contributions on the dates fixed by the by-laws of the company;

To accept any person other than the shareholders of the company as members of the club enjoying all the privileges which the company may deem fit to confer under the conditions which may be fixed by it;

The powers specified in any of the hereabove paragraphs shall in nowise be restricted or limited by deductions from or terms of any other paragraph, under the name of "Club Nicolet, Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Nicolet, in the district of Nicolet.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of March, 1929.

C. J. SIMARD,
1694 Assistant Provincial Secretary.

"Port Joli Inn, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty first day of March, 1929, incorporating: Roland Lacombe, automobile chauffeur, of Montreal, J. Napoleon Langelier, civil engineer, J. Georges Langelier, manufacturer, of Montreal-East, for the following purposes:

To erect, build, purchase, establish, repair, promote, lease or otherwise acquire and own, equip, furnish, exploit and maintain hotels, inns, villas, road houses, taverns, boarding-houses and dwellings, restaurants, cafes, cafeterias and refreshments rooms, to sell, lease, exchange or otherwise dispose thereof and generally to carry on any operations connected with the building, possession, equipment, furnishing, maintenance and exploitation of hotels, inns, villas, road houses, taverns, boarding-houses and dwellings, restau-

relais, tavernes, maisons de pensions et de logements, restaurants, cafés, cafeterias et salles de rafraîchissements et pour ces fins exercer en général et dans toutes ses spécialités le commerce d'hôteliers et tous autres commerces qui peuvent être exploités incidemment ou conjointement avec e commerce sus-mentionné, savoir: salon de coiffure, de barbier, cirage des chaussures, salle de pool, de billard, dépôt de journaux, magasin de tabac, de bonbons, de chocolat, de crème glacée, de librairie, de boucheries, d'épiceries, rafraîchissements de toute nature et description;

Obtenir tout permis ou licence pour la vente des vins et bières et toute autre sorte de permis qui sera jugé nécessaire ou utile pour les objets de cette compagnie;

Exercer le commerce de victuailleurs licenciés, marchands, importateurs et fabricants de liqueurs spiritueuses, eaux gazeuses, minérales et artificielles et tous autres breuvages;

Créer, constituer et entretenir des terrains de golf, jeux de tennis, des allées de quilles et des jeux de boulingrins, des patinoires pour le patinage, le curling et le hockey, installer et aménager des piscines, bains et autres établissements pour fins hygiéniques, sportives et récréatives;

Exploiter des taxis, autobus, carrosses, voitures, équipages, écuries de louage, yachts, chaloupes ou bateaux de plaisance de toutes sortes;

Acquérir ou autrement exploiter des lacs avec droits de pêche, des territoires de chasse et construire des campements pour l'usage sportif et récréatif;

Acquérir, louer et exploiter des buanderies, garages, entrepôts et des stations pour la vente de la gazoline et des huiles; faire la réparation des automobiles et le commerce des pièces de rechange; exploiter des garages en général;

Faire les affaires générales de loueurs pour le service d'hôtel et le public en général;

Agir comme agents d'immeubles, courtiers, messagers et gardiens d'entrepôts;

Acheter, louer ou autrement acquérir en tout ou en partie et vendre ou autrement aliéner en tout ou en partie toute propriété réelle et personnelle, mobilière et immobilière;

Agir comme agents à commission, consignataires, mandataires, représentants ou fondés de pouvoirs de toutes compagnies, sociétés ou personnes, accorder des droits et privilèges et aussi agir dans toutes les affaires de la compagnie par l'intermédiaire d'agents, courtiers, représentants, procureurs, sous-contracteurs ou autres payés à salaire ou à commission;

Se fusionner, s'unir, s'associer ou se joindre avec toute autre personne, compagnie ou corporation exerçant tout commerce totalement ou partiellement semblable à ceux de cette compagnie, sous tels termes et conditions qui pourraient être jugés à propos;

Établir des agences et succursales;

Prendre tous les moyens jugés nécessaires ou utiles pour annoncer ses hôtels, restaurants, tavernes et tout autre commerce ou industrie exploitée par la compagnie;

Promouvoir, organiser, acquérir, développer, administrer et aider à promouvoir, organiser, développer et administrer toute corporation, compagnie, syndicat, entreprise ou exploitation ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie et, comme opérations connexes, entreprendre, administrer, contrôler, acquérir, vendre et autrement disposer du commerce et de l'entreprise de toute telle corporation, compagnie, firme ou individu;

Exercer toute autre industrie que la compagnie

rants, cafés, cafeterias and refreshment rooms and for such purposes, to carry on in all its specialities the business of hotel-keepers and any other business which may be incidentally or jointly operated with the business hereabove mentioned, to wit: hair-dressing parlors, barber shops, shoe-shining stands, pool and billiard rooms, newspaper depots, tobacco, bonbon, chocolate, ice-cream, stationery, butcher, grocery, refreshment shops of every kind and description;

To obtain any permit or license for the sale of wine and ale and any other kind of permit which may be deemed necessary or useful for the company's purposes;

To carry on business as licensed victuallers, merchants, importers and manufacturers of alcoholic beverages, aerated waters, mineral and artificial waters and other beverages;

To create, establish and maintain golf links, tennis grounds, bowling alleys and bowling on the green, rinks for skating, curling and hockey; to install and furnish swimming pools, baths and other establishments for hygienic, sportive and recreative purposes;

To operate taxis, autobuses, coaches, carriages, equipages, livery stables, yachts, skiffs or pleasure craft;

To acquire or otherwise operate lakes with fishing rights, hunting grounds and construct camps for sportive and recreative purposes;

To acquire, lease and operate laundries, garages, warehouses and stations for the sale of gasolene and oil; to deal in auto repair and spare parts; to operate garages in general;

To carry on business generally as lessors for hotel service and the general public;

To act as real estate agents, brokers and warehousemen;

To purchase, lease or otherwise acquire, in whole or in part, and sell or otherwise alienate in whole or in part any real and personal, movable and immovable property;

To act as commission agents, consignees, mandatories, representatives or proxies for any companies, firms or persons, to grant rights and privileges and also to act, for all the company's business, through intermediary agents, brokers, representatives, attorneys, sub-contractors or others paid with a salary or on commission;

To amalgamate, unite, enter into partnership or join with any other person, company or corporation carrying on any business in whole or in part similar to that of this company, on such terms and conditions as may be deemed proper;

To establish agencies and branches;

To take all means which may be deemed necessary or useful to advertize its hotels, reataurants, taverns and any other business or trade exploited by the company;

To promote, organize, acquire, develop, manage and aid in the promotion, organization, development and management of any corporation, company, syndicate, undertaking or exploitation having objects in whole or in part similar to those of the company and, as incidental business, to undertake, manage, control, acquire, sell and otherwise dispose of the business and undertaking of any such company, firm or individual;

To carry on any other business which may

croira pouvoir exercer convenablement en rapport avec le commerce de la compagnie ou susceptible directement ou indirectement d'augmenter la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou de les mettre à profit;

Acquérir par achat, échange ou autrement et ouer de toute personne, société, compagnie, corporation ou province, tous immeubles bâtis ou vacants et payer tels achats, détention et échange en argent ou en bons ou obligations, débentures ou en actions acquittées de la présente compagnie ou de toute autre compagnie, corporation ou province ou partie en argent et partie en immeubles ou bons, obligations, débentures ou actions acquittées de la compagnie ou de toute autre compagnie, corporation ou province;

Vendre, aliéner, échanger, louer ou autrement en disposer les immeubles bâtis ou vacants de la compagnie et accepter en paiement de l'argent ou des bons, obligations, débentures ou actions acquittées de la compagnie ou de toute autre compagnie, corporation ou province, ou partie en argent et partie en immeubles ou meubles, bons, obligations, débentures ou actions acquittées de la compagnie ou de toute autre compagnie, corporation ou province;

Acheter, acquérir, posséder, détenir, exploiter, échanger, vendre, aliéner ou autrement en disposer tous meubles ou immeubles, tous commerces ou fonds de commerce avec ou sans les créances ou dettes, toutes valeurs, stocks, bons, obligations, débentures ou actions de toute compagnie, corporation ou province, les accepter en paiement intégral ou partiel, en extinction du prix ou comme considération de la vente, location, bail, concession ou autre aliénation d'aucuns biens possédés ou des droits dont jouit la compagnie ou en échange ou en paiement de tous meubles, immeubles, parts ou actions, débentures ou obligations de la compagnie ou de toute autre compagnie, corporation ou province, des dettes qui sont dues à la compagnie et payer toutes dettes de la compagnie, toute acquisition de meubles, d'immeubles, de commerce ou fonds de commerce, actions, obligations, débentures, par achat, vente, bail, concession, échange ou toute autre transaction par la compagnie, ainsi que tous services rendus à la compagnie ou requis par cette dernière avec de l'argent, des meubles, des immeubles et toutes valeurs, stocks, bons, obligations, débentures ou actions de la compagnie ou de toute autre compagnie, corporation ou province, ou partie en argent et partie en meubles, immeubles, valeurs, stocks, bons, obligations, débentures ou actions de la compagnie ou de toute autre compagnie, corporation ou province;

Acquérir, obtenir, exploiter, transiger, exercer, aliéner, vendre toutes agences ou affaires d'agence en général, droits, brevets, patentes ou droits exclusifs;

Prendre part à l'administration, à la surveillance ou au contrôle des affaires ou opérations d'aucune compagnie ou d'entreprises publiques ou privées;

Placer et disposer des fonds disponibles de la compagnie de telle manière qui de temps en temps sera déterminée;

Prêter de l'argent aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie et garantir l'exécution des contrats par aucune telle personne ou compagnie;

Emprunter sur le crédit de la compagnie, émettre des bons, obligations, débentures ou autres valeurs de la compagnie et les donner en garantie ou les vendre pour le prix et sommes jugées convenables, hypothéquer ou donner en garantie les

seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire by purchase, exchange or otherwise and lease from any person, firm, company, corporation or province any immovable property built-up or vacant and to pay for such purchases, holdings and exchanges in cash or in bonds or obligations, debentures or paid up shares of the present company or of any other company, corporation or province or partly in cash and partly in immovables or movables, or bonds, obligations, debentures or paid up shares of the company or of any other company, corporation or province;

To sell, alienate, exchange, lease or otherwise dispose of the built up or vacant immovable property of the company and to accept as payment therefor cash or bonds, obligations, debentures or paid up shares of the company or of any other company, corporation or province, or partly in cash and partly in immovables or movables, bonds, obligations, debentures or paid up shares of the company or of any other company, corporation or province;

To purchase, acquire, own, hold, exploit, exchange, sell, alienate or otherwise dispose of any movables or immovables, any business or stock-in-trade, with or without the claims or debts, any securities, stocks, bonds, obligations, debentures or shares of any company, corporation or province, to accept the same as full or part payment for the discharge of the purchase price or in consideration for the sale, rent, lease, concession or other alienation of any property owned or rights enjoyed by the company, or in exchange or as payment for any movables, immovables, stocks or shares, debentures or bonds of the company or of any other company, corporation or province, the debts due to the company, and to pay any debts of the company, any acquisition of movables, immovables, business or stock-in-trade, shares, bonds, debentures, by purchase, sale, lease, concession, exchange or any other transaction of the company, and also for any services rendered to or required by the company with cash, movables, immovables and any securities, stocks, bonds, obligations, debentures or shares of the company or of any other company, corporation or province or partly in cash and partly with movables, immovables, securities, stocks, bonds, obligations, debentures or shares of the company or of any other company, corporation or province;

To acquire, obtain, exploit, deal with, exercise, alienate, sell any agencies or agency business in general, rights, brevets, patents or exclusive rights;

To take part in the management, supervision or control of the business or operations of any company or undertaking public or private;

To invest and deal with the available moneys of the company in such manner as may from time to time be determined;

To loan money to clients and others having business relations with the company, guarantee the execution of contracts by any such person or company;

To borrow money on the credit of the company and to issue bonds, obligations or other securities of the company and to give as security or sell the same for any sum deemed suitable; to hypothecate or give as security the movables or immov-

biens meubles ou immeubles de la compagnie ou donner ces deux espèces de garanties pour assurer le paiement de tels bons, obligations, débentures ou valeurs ou de tous emprunts de deniers faits pour les fins de la compagnie et exercer tous les pouvoirs mentionnés en l'article 67 de la loi des compagnies de Québec, Chap. 223;

Prendre et détenir des mortgages, hypothèques, liens et charges en garantie du paiement du prix de vente ou d'achat d'aucune partie de la propriété de la compagnie ou d'aucune autre compagnie, personne ou individu;

Conclure des conventions avec toutes autorités municipales, locales ou autres, qui paraîtront avantageuses aux fins de la compagnie ou aucune d'elles et obtenir de toutes telles autorités tous droits, privilèges et concessions que la compagnie jugera bon d'obtenir, d'exécuter, exercer et se conformer à tous tels arrangements, droits, privilèges et concessions;

Payer toutes dettes ou tous comptes de la compagnie, ainsi que tous services rendus à la compagnie ou requis par elle ou pour toute acquisition de meubles ou d'immeubles par la compagnie en actions libérées de la compagnie ou partie en actions libérées et partie en deniers ou en deniers seulement;

Payer à même les fonds de la compagnie toutes les dépenses inhérentes ou connexes à la formation et à la constitution de la compagnie ou au prélèvement de son capital ou passer des contrats avec tout autre compagnie ou individu pour les payer;

Payer des dividendes en parts ou en deniers de la compagnie et ce, d'après règlement passé à une assemblée générale spéciale des actionnaires ayant droit de vote et duement convoquée à cet effet;

Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle moyennant le prix que la compagnie croira convenable, accepter de l'argent, des actions, obligations, débentures, parts ou valeurs d'aucune autre compagnie ou individu;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, payer et émettre des billets promissoires, des lettres de crédit, des connaissements, des traites, chèques, débentures, bons, obligations et d'autres instruments négociables et transférables;

Faire tout ce qui est nécessaire, convenable, approprié et avantageux à la réalisation d'un ou de plusieurs des objets mentionnés aux présentes ou qui, en aucun temps, sera indispensable pour protéger la corporation ou lui profiter, soit comme détenteurs, soit comme intéressés dans aucune propriété ou autrement;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme facteurs, principaux, agents à commission ou autrement, comme entrepreneurs ou autres et soit seuls, soit avec d'autres, ou soit par l'entremise d'agents, procureurs, mandataires ou autrement;

Les pouvoirs contenus dans chacun des paragraphes de la présente requête ne sont pas limités ni restreints par induction ou déduction des termes de tous autres paragraphes;

Le transfert d'actions se fera de la manière prescrite par les règlements de la compagnie;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles qu'autorisent les lettres patentes, sous le nom de "Port Joli Inn, Limited", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en quatre cents (400) parts ou actions communes d'une valeur au pair de cinquante dollars ($50.00) chacune.

ables of the company or to give both as security to insure the payment of such bonds, obligations, debentures or securities and of any loan of money made for the purposes of the company, and exercise all the powers mentioned in article 67 of the Quebec Companies' Act, Chap. 223;

To take and hold mortgages, hypothecs, liens or charges to secure the payment of the sale or purchase price of any part of the company's property or that of any other company, person or individual;

To enter into any arrangements with authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the Company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the Company may think it desirable to obtain, and to carry out and exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To pay all the company's debts or accounts and also for any services rendered to or required by the company or for any acquisition of movables or immovables made by the company, with paid up shares of the company or partly in paid up shares and partly in cash or in cash only;

To pay out of the funds of the company all the expenses connected with or incidental to the formation and organization of the company or the raising of its capital stock, or to enter into contracts with any other company or individual for the payment thereof;

To pay dividends in cash or shares of the company according to by-law passed at a special general meeting of the shareholders with right to vote, duly called for such purpose;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and to accept shares, obligations, debentures, stocks or securities of any other company or individual;

To draw, make accept, endorse, pay, discount and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, drafts, cheques, debentures, bonds, obligations and other negotiable or transferable instruments;

To do all and everything necessary, suitable, convenient or proper for the accomplishment of any one or more of the objects herein enumerated, or which shall or may at any time be necessary for the protection or benefit of the company, either as holders of or as interested in any property or otherwise;

To do all or any of the above things as factors, principals, commission agents, contractors, or otherwise, and either alone or in conjunction with others, or through agents, attorneys, mandatories or otherwise;

The powers in each paragraph to be in no way limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph;

The transfer of shares shall be made in the manner prescribed by the company's by-laws;

To do all or any of the above things authorized by the letters patent, under the name of "Port Joli Inn, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into four hundred (400) common shares of a par value of fifty dollars ($50.00) each.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt et unième jour de mars 1929.

Le sous-secrétaire de la province,

1695 C.-J. SIMARD.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of March, 1929.

C. J. SIMARD,

1696 Assistant Provincial Secretary.

Lettres Patentes supplémentaires

"National Credit Corporation, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 30, 41, 47 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du seizième jour de novembre 1928, à la compagnie "National Credit Corporation, Limited", ratifiant les Règlements de la compagnie, comme suit, à savoir:

1. 1. Acheter, souscrire, accepter, vendre et disposer des actions dans d'autres compagnies et détenir ces actions aux fins d'exploiter l'industrie d'acheter, de vendre et faire le commerce d'actions et pour toutes autres fins;

2. Payer à toute personne les dépenses justement encourues par elle pour et dans l'organisation de la présente compagnie;

3. Payer une commission raisonnable pour la vente du capital-actions de la compagnie;

2. *a.* Toutes les dispositions des lettres patentes de la compagnie se rapportant aux droits et privilèges dont sont investis les actionnaires privilégiés en ce qui regarde les actions privilégiées détenues par eux sont par ces présentes révoquées;

b. Les porteurs d'actions privilégiées toucheront un dividende cumulatif de sept par cent par an sur le montant versé sur lesdites actions par chaque actionnaire privilégié au moment où ce dividende sera déclaré, lequel dividende sera payé à même les bénéfices faits par la compagnie durant l'année précédente ou pendant tout autre temps que le bureau des directeurs jugera à propos de fixer, ledit dividende à être payable en deux versements semi-annuels de 3½% les premiers jours de mai et novembre de chaque année aux actionnaires enregistrés à ces dates;

c. Les actionnaires privilégiés auront droit de priorité pour le paiement du dividende et des arrérages sur icelui et pour le paiement du capital sur tous les autres actionnaires de la compagnie;

d. Les actionnaires privilégiés n'auront pas droit de voter aux assemblées générales de la compagnie à moins et jusqu'à ce que deux dividendes soient devenus dûs et en souffrance, et ils auront ainsi le droit de voter seulement pendant le temps que ces deux dividendes demeurent dûs et non payés;

e. En cas de liquidation de la compagnie, le surplus de l'actif, après le paiement des honoraires du liquidateur, le paiement des créanciers privilégiés et ordinaires, sera appliqué premièrement pour payer aux actionnaires privilégiés le montant du capital souscrit par chacun d'eux respectivement;

f. La compagnie aura le droit de racheter lesdites actions privilégiées en aucun temps que le conseil d'administration jugera convenable, en donnant un avis de trente jours de leur intention de ce faire et en payant à chaque actionnaire la somme de $102.00 pour chaque $ 00 de valeur au pair desdites actions, et

3. *a.* Le capital-actions de la compagnie est

Supplementary Letters Patent

"National Credit Corporation, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1925, articles 30, 41, 47, and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of November, 1928, to the Company "National Credit Corporation, Limited", ratifying By-laws of the Company as follows, to wit:

1. 1. To purchase, subscribe for, accept, sell and dispose of stock in other Companies and to hold such stock for the purpose of carrying on the business of buying, selling and dealing in shares, and for all other purposes;

2. To pay to any person all expenses justly incurred by such person for and in the organization of the Company;

3. To pay such commission as may be reasonable for the sale of the Company's capital stock;

2. *a.* All the provisions of the Company's Letters Patent relating to the rights and privileges vested in preferred shareholders with respect to the preferred shares held by them are hereby repealed;

b. The holders of preferred shares will be entitled to a cumulative dividend of seven per cent per annum on the amount paid up on such shares by each preferred shareholder at the time when such dividend shall be declared, to be paid out of the profits made by the Company during the preceding year or during such other time as the Board of Directors see fit, the said dividend to be payable in two semi-annual instalments of 3½% on the first days of May and November in each year to shareholders of record on the said dates;

c. The preferred shareholders shall have priority for the payment of the dividend and arrears thereof and for the payment of capital on all other shareholders of the Company;

d. Preferred shareholders shall not be entitled to vote at the General Meeting of the Company unless and until two dividends have become due and remain unpaid, and shall be entitled so to vote only as long as two such dividends remain due and unpaid;

e. In the event of liquidation of the Company, the surplus of assets, after payment of the Liquidator's fees, the payment of preferred and ordinary creditors shall be applied firstly to pay to the preferred shareholders the amount of capital subscribed by each of them respectively;

f. The Company shall have the right to redeem said preferred shares at any time the Board of Directors shall see fit, by giving notice of their intention so to do thirty days in advance, and of paying to each of said shareholders the sum of $102.00 for each $100.00 of par value of said shares; and

3. *a.* The capital stock of the Company is

par les présentes augmenté de 999 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100.00 à 2,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100.00, étant une augmentation de 1501 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100.00, et de 5000 actions sans valeur nominale ou au pair à 12,000 actions sans valeur nominale ou au pair, étant une augmentation de 7,000 actions sans valeur nominale ou au pair;

b. Les dites 1501 actions privilégiées additionnelles prendront rang également avec les autres actions privilégiées que la compagnie est autorisée à émettre en vertu des pouvoirs que lui ont conférés ses lettres patentes, et auront droit aux privilèges et seront soumises aux restrictions énumérés dans l'article 18 des règlements de la compagnie;

c. Lesdites actions sans valeur nominale ou au pair prendront rang également avec et auront les mêmes droits que les actions sans valeur nominale ou au pair que la compagnie est autorisée à émettre par ses lettres patentes primitives;

d. Les directeurs peuvent répartir ou autrement disposer de la totalité ou d'une partie desdites actions additionnelles de 1,501 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100.00 et des 7,000 actions sans valeur nominale ou au pair du capital-actions de la compagnie, par résolutions, aux personnes et aux termes et conditions, et aux temps, que les directeurs jugeront convenables.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour de novembre, 1928.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,

1687 ALEXANDRE DESMEULES.

"The British Canadian Insurance Company—La Compagnie d'Assurance Canadienne Britannique".

Avis est par les présentes donné, qu'en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec (Chapitre 223, S. R. Q., 1925, applicable en l'espèce en vertu du sous-paragraphe 6 de l'article 7 de la Loi des Assurances de Québec, S. R. Q., 1925, chapitre 243), des lettres patentes supplémentaires ont été accordées par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, en date du trente et unième jour de décembre 1928, à la compagnie "The British Canadian Insurance Company—La Compagnie d'Assurance Canadienne Britanique", étendant les pouvoirs de la compagnie comme suit, à savoir:

Transiger en matière d'assurance contre les accidents et les dommages causés à la propriété comprenant les dommages corporels et la mort par accident, et contre la perte ou le dommage par accident ou le dommage subi par un employé ou autre personne ou par les biens réels ou personnels d'une autre personne pour lequel la personne assurée est responsable, et contre les dommages ou les pertes causés par accident à la propriété autres que par le bris des glaces ou autres verreries par toute cause autre que celle du feu ou des périls de la navigation, y compris l'assurance contre la mort de, les accidents à, ou la maladie des animaux et la perte de leur progéniture;

Entreprendre l'assurance de garantie ou de cautionnement, y compris la garantie et le cautionnement approprié pour l'exécution légitime de tout contrat ou convention ou des devoirs de toute charge et l'exécution légitime des obligations de tous employeurs soumis aux dispositions de la Loi des Accidents du Travail 1928 de la Province de Québec, telle qu'amendée et remplahereby increased from 999 preferred shares of the par value of $100.00 to 2,500 preferred shares of the par value of $100.00, being an increase of 1,501 proferred shares of the par value of $100.00 and from 5,000 shares without nominal or par value to 12,000 shares without nominal or par value, being an increase of 7,000 shares without nominal or par value;

b. The said 1,501 additional preferred shares shall rank equally with all other preferred shares which the Company is authorized to issue under the powers conferred on it by its Letters Patent, and shall be entitled to the privileges and rights and subject to the restrictions set out in Article 18 of the By-laws of the Company;

c. The said 7,000 additional shares without nominal or par value shall rank equally with and shall have the same rights as the shares without nominal or par value which the Company is authorized to issue by its orginal Letters Patent;

d. The directors may allot or otherwise dispose of the whole or part of the said additional 1,501 preferred shares with the par value of $100.00 and of the 7,000 shares without nominal or par value of the capital stock of the Company, by Resolution, to such persons, on such terms and conditions and at such times as the Directors may think fit.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of November, 1928.

ALEXANDRE DESMEULES,

1688 Acting Assistant Provincial Secretary.

"The British Canadian Insurance Company—La Compagnie d'Assurance Canadienne Britannique".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act (chapter 223, Revised Statutes, 1925, applicable in the premises under and by virtue of sub-section 6 of section 7 of the Quebec Insurance Act (R. S. Q., 1925, chapter 243), supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty first day of December, 1928, to the Company "The British Canadian Insurance Company—La Compagnie d'Assurance Canadienne Britanique," extending the powers of the Company as follows, to wit:

To carry on the business of accident insurance and property insurance, including insurance against bodily injury and death by accident, and against loss or damage from accident or injury suffered by an employee or other person or by the property real or personal of another person for which the person insured is liable, and the insurance of property other than plate or other glass against accidental damage or loss by reason of any cause except by fire or perils of navigation, including insurance against the death of, accident to, or sickness of animals and against the loss of off-spring of such animals;

To carry on the business of guarantee or surety insurance, including the guaranteeing and becoming security for the due performance of any contract or agreement or the duties of any office, and the due performance of the obligations of any employer under the provisions of the Workmen's Compensation Act 1928 of the Province of Quebec, as amended or substituted from

cée de temps en temps, et l'exécution de bons dans les actions et procédures légales et la garantie de la validité des titres des propriétés réelles ou personnelles ou la légalité et validité d'obligations par écrit ou d'autres instruments, et la garantie et la compensation pour toute perte ou dommage provenant de crédit accordé ou prolongé, et la garantie de la validité et légalité de bons émis par toute province du Canada ou par toute cité, comté, ville, village, arrondissement scolaire, municipalité ou autre division civile de toute telle province ou par toute corporation privée ou publique;

Entreprendre l'assurance contre les pertes ou dommages subis par suite de vols et de faux;

Entreprendre l'assurance d'aviation, comprenant la responsabilité pour pertes ou dommages aux personnes ou à la propriété causés par tout véhicule propre à l'aviation, et l'assurance contre les pertes ou dommages subis par les dits véhicules ou par les personnes ou les biens qui s'y trouvent;

Entreprendre l'assurance contre les pertes ou dommages causés à la propriété par la grêle;

Entreprendre l'assurance contre les dangers provenant des phénomènes météorologiques comprenant l'assurance contre les pertes causées par la pluie, les tempêtes, les inondations ou autres conditions climatiques, sauf les pertes ou dommages à la propriété causés par la grêle, les tempêtes de vent, les cyclones ou les ouragans.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trente et unième jour de décembre 1928.

Le sous-secrétaire de la province,

1689 C.-J. SIMARD.

time to time, and the executing of bonds in legal actions and proceedings and the guaranteeing of the validity of title to property real or personal or the legality and validity of written obligations or of other instruments, and the guaranteeing and indemnifying from loss or damage by reason of giving and extending credit, and guaranteeing the validity and legality of bonds issued by any province of Canada or by any City, County, Town, Village, School District, Municipality or other Civil Division of any such Province or by any private or public Corporation;

To carry on the business of insurance against loss or damage sustained by reason of larceny or forgery;

To carry on the business of aviation insurance including insurance against liability for loss or damage to persons or property caused by air craft, and insurance against loss of or damage to an air craft or to persons or property therein;

To carry on the business of insurance against loss or damage to property by hail;

To carry on the business of weather insurance, including insurance against loss caused by rain, tempest, flood or other climatic conditions, except loss of or damage to property caused by hail, wind storm, cyclone or tornado.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirty first day of December, 1928.

C. J. SIMARD,

1690 Assistant Provincial Secretary.

Assurances

AVIS D'EMISSION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT DE SOCIÉTÉ DE SECOURS MUTUELS

Avis est par le présent donné que la "Prossedana Mutual Benefit Association" a obtenu le permis et a été enregistrée pour faire des affaires de société de secours mutuels à l'effet de se mettre au moyen de contributions de la part de ses membres en état de secourir ceux de ses membres qui sont obligés par suite de maladie, d'accidents ou de revers de fortune et, dans le cas de mort des membres, leurs veuves, orphelins ou représentants légaux, tel que mentionné dans la déclaration qui a précédé l'autorisation du Lieutenant-Gouverneur en Conseil en date du 22 février 1929.

Donné conformément aux dispositions de l'article 121 de la Loi des Assurances de Québec, ce 30ième jour de mars, 1929.

Le Surintendant des Assurances Suppléant,
B.-ARTHUR DUGAL.

Service des Assurances,
Département du Trésor,
Hôtel du Gouvernement,
Québec, P. Q. 1599—14-2

Avis est par le présent donné que le Certificat d'enregistrement accordé à la "Assecuranz-Union Von 1865" l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, a été amendé permettant en plus l'assurance contre les accidents, le et après le 1er jour d'avril, 1929.

Donné conformément à l'article 121 de la Loi

Insurances

NOTICE OF LICENSE AND REGISTRATION OF A MUTUAL BENEFIT ASSOCIATION

Notice is hereby given that the "Prossedana Mutual Benefit Association" has been licensed and registered for the transaction of business of a mutual benefit association by means of contributions from its members of making provision for those of its members who are afflicted by sickness, accident or reverse of fortune and, in case of death of members, for the widows and orphans or legal representatives, as set forth in the declaration which preceded the authorization of the Lieutenant-Governor in Council dated of the 22nd day of February 1929.

Given pursuant to section 121 of the Quebec Insurance Act, this 30th day of March 1929.

B. ARTHUR DUGAL,
Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Parliament Buildings,
Quebec, P. Q. 1600—14-2

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to the "Assecuranz-Union Von 1865" authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of Fire Insurance, has been extended to include Accident Insurance on and after the First day of April, 1929.

Given pursuant to article 121 of the Quebec

des assurances de Québec, (Chap. 243, S.R.Q., 1925), ce troisième jour d'avril, 1929.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le Surintendant des assurances suppléant,
B.-ARTHUR DUGAL.

Service des assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q. 1639—14-2

Avis est par le présent donné que la "New Brunswick Fire Insurance Company" a été enregistrée et licenciée pour faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, les ouragans, les dommages causés par arroseurs automatiques, l'explosion, le et après le premier jour d'avril, 1929.

Le nom et l'adresse de l'agent principal pour la province de Québec, sont: Fred W. Evans, Edifice Insurance Exchange, Montréal, P. Q.

Donné conformément à l'article 121 de la Loi des assurances de Québec, (Chap. 243, S. R. Q., 1925), ce troisième jour d'avril, 1929.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le Surintendant des assurances suppléant.
B.-ARTHUR DUGAL.

Service des assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q. 1641—14-2

Avis est par le présent donné que la "New York Indemnity Company", a été enregistrée et licenciée pour faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre les Accidents, excepté la responsabilité patronale; l'assurance automobile, excepté contre les pertes ou dommages causés à une automobile par le feu ou le transport; l'assurance d'aviation, excepté contre les pertes ou dommages causés à un appareil d'aviation par le feu ou le transport; l'assurance contre le vol avec effraction; l'assurance de garantie; l'assurance de bris de glaces; le et après le premier jour d'avril 1929.

Le nom et l'adresse de l'agent principal pour la province de Québec, sont: E.-J. Walsh, Montréal, P. Q.

Donné conformément à l'article 121 de la Loi des assurances de Québec, (Chap. 243, S. R. Q., 1925), ce troisième jour d'avril 1929.

Pour le trésorier de la Province de Québec,
Le Surintendant des assurances suppléant,
B. ARTHUR DUGAL.

Service des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q. 1643—14-2

Avis est par le présent donné que la "Universal Insurance Company" a été enregistrée et licenciée pour faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance de Navigation intérieure et océanique, le et après le premier jour d'avril 1929.

Le nom et l'adresse de l'agent principal pour la province de Québec, sont: C.-H. Hanson, 702 Edifice Lewis, Montréal, P. Q.

Donné conformément à l'article 121 de la Loi des assurances de Québec, (Chap. 243, S. R. Q., 1925), ce troisième jour d'avril 1929.

Pour le Trésorier de la Province de Québec.
Le surintendant des assurances suppléant,
B. ARTHUR DUGAL.

Service des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q. 1649—14-2

Insurance Act, (Ch. 243, R. S. Q., 1925), this third day of April, 1929.

For the Treasurer of the Province of Quebec,
B. ARTHUR DUGAL,
Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q. 1640—14-2

Notice is hereby given that the "New Brunswick Fire Insurance Company" has been registered and licensed to transact, in the Province of Quebec, the business of Fire Insurance, Tornado Insurance, Sprinkler leakage Insurance, Explosion Insurance, on and after the First day of April, 1929.

The name and address of the Chief Agent for the Province of Quebec, are: Fred W. Evans, Insurance Exchange Building, Montreal, Que.

Given pursuant to article 121 of the Quebec Insurance Act, (Ch. 243, R. S. Q., 1925), this third day of April, 1929.

For the treasurer of the Province of Quebec,
B. ARTHUR DUGAL,
Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, Que. 1642—14-2

Notice is hereby given that the "New York Indemnity Company", has been registered and licensed to transact in the Province of Quebec, the business of Accident Insurance, excluding Employers' Liability Insurance; Automobile Insurance, excluding insurance against loss of or damage to an automobile by fire or transportation; Aviation Insurance, excluding insurance against loss of or damage to an aircraft by fire or transportation; Burglary Insurance; Guarantee Insurance; Plate Glass Insurance, on and after the First day of April, 1929.

The name and address of the Chief Agent for the Province of Quebec, are: E. J. Walsh, Montreal, Que.

Given pursuant to Article 121 of the Quebec Insurance Act, (Ch. 243, R. S. Q., 1925), this third day of April, 1929.

For the Treasurer of the Province of Quebec.
B. ARTHUR DUGAL,
Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, Que. 1644—14-2

Notice is hereby given that the "Universal Insurance Company" has been registered and licensed to transact in the Province of Quebec, the business of Inland and Ocean Marine Insuance, on and after the first day of April, 1929.

The name and address of the Chief Agent for the Province of Quebec, are: C. H. Hanson, 702 Lewis Building, Montreal, Que.

Given pursuant to Article 121 of the Quebec Insurance Act, (Ch. 243, R. S. Q., 1925), this third day of April, 1929.

For the Treasurer of the Province of Quebec.
B. ARTHUR DUGAL,
Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, Que. 1650—14-2

Avis est par le présent donné que le Certificat d'enregistrement accordé à la "Niagara Fire Insurance Company", l'autorisant à faire dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu; l'automobile, comprenant les dommages aux automobiles en transit par chemin de fer; explosion; grêle; transport intérieur; dégâts par arroseurs automatiques; ouragan; a été amendé permettant en plus l'assurance contre le vol avec effraction, tel qu'autorisé par la charte de la compagnie; dommages à la propriété; les pertes ou dommages à la propriété résultant d'un tremblement de terre, le et après le premier jour d'avril 1929.

Donné conformément à l'article 121 de la Loi des assurances de Québec, (Chap. 243, S. R. Q., 1925) ce troisième jour d'avril 1929.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances suppléant,
B.-ARTHUR DUGAL.

Service des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q. 1645—14-2

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to the "Niagara Fire Insurance Company", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of Fire Insurance; Automobile Insurance, including damage to automobiles in transit by rail; Explosion Insurance; Hail Insurance; Inland Transportation Insurance; Sprinkler Leakage Insurance; Tornado Insurance; has been extended to include Burglary Insurance, to the extent authorized by the Company's Charter; Property Damage Insurance; Insurance against loss or damage to property resulting from an Earthquake, on and after the First day of April, 1929.

Given pursuant to Article 121 of the Quebec Insurance Act, (Ch. 243, R. S. Q., 1925), this third day of April, 1929.

For the Treasurer of the Province of Quebec.

B. ARTHUR DUGAL,
Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q. 1646—14-2

Avis est par le présent donné que la "Sussex Fire Insurance Company" a été enregistrée et licenciée pour faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, les ouragans, l'explosion limitée, le et après le premier jour d'avril, 1929.

Le nom et l'adresse de l'agent principal pour la province, sont: P.-J. Perrin, 465 rue Saint-Jean, Montréal, P. Q.

Donné conformément à l'article 121 de la Loi des assurances de Québec, (Chap. 243, S. R. Q., 1925), ce troisième jour d'avril, 1929.

Pour le trésorier de la province de Québec,

Le Surintendant des assurances suppléant,
B.-ARTHUR DUGAL.

Service des assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q. 1647—14-2

Notice is hereby given that the "Sussex Fire Insurance Company" has been registered and licensed to transact in the Province of Quebec, the business of Fire Insurance, Tornado Insurance, Limited Explosion Insurance, on and after the first day of April, 1929.

The name and address of the Chief Agent for the Province of Quebec, are: P. J. Perrin, 465 Saint John Street, Montreal, Que.

Given pursuant to article 121 of the Quebec Insurance Act, (Ch. 243, R. S. Q., 1925), this third day of April, 1929.

For the Treasurer of the Province of Quebec,

B. ARTHUR DUGAL,
Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q. 1648—14-2

Département de l'Instruction publique

No 2228-28.

Québec, 3 mars 1929.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Carleton, comté de Bonaventure le territoire ci-dessous décrit et de l'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Carleton-sur-Mer", même comté:

Toute cette partie du canton de Carleton bornée vers le nord par la ligne séparant les rangs III et IV; vers l'est par le lot No 24B du rang III, par le lot A du rang II et par le lot No lettre A du rang I; vers le sud, jusqu'aux eaux profondes de la Baie-des-Chaleurs et vers l'ouest par le lot No 19C du rang I, par le lot No 18A du rang II et par le lot No 10B du rang III, aussi le banc de Carleton. 1621—14-2

Department of Education

No. 2228-28.

Quebec, March 3, 1929.

Application has been made to detach from the school municipality of Carleton, county of Bonaventure, the territory hereinbelow described and to erect the same into a separate school municipality, under the name of "Carleton-sur-Mer", same county:

All that part of the township of Carleton bounded on the North by the division line between ranges III and IV; on the East by lot No. 24B of range III, by lot A of range II and by lot No. letter A of range I; on the South up to the deep waters of Baie-des-Chaleurs and on the West by lot No. 19C of range I, by lot No. 18A of range II and by lot No. 10B of range III, also the "banc de Carleton." 1622—14-2

Ministère de l'agriculture

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Lac St-Jean, sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Sainte-Emilie", et que

Department of Agriculture

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the county of Lake Saint John, under the name of "Cooperative Agricultural Association of Sainte Emilie"

son principal siège d'affaires est en la municipalité de Saint-Félicien, comté de Lac-St-Jean.

Les objets pour lesquels cette société est formée, sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage ou des deux, la vente et l'achat d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais comciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce 25 mars 1929.

Le sous-ministre de l'Agriculture,

1735 J.-ANTONIO GRENIER.

and that its principal place of business will be in the municipality of Saint-Félicien, county of Lake Saint John.

The objects for which the association is formed are: the improvement and development of agriculture or of any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the sale and purchase of live stock, farm implements, commercial fertilizers and other articles useful to the agricultural classes, and the purchase, preservation, transformation and sale of agricultural products.

The Minister authorizes the formation of the said Association.

Dated at Quebec, this 25th of March, 1929.

J. ANTONIO GRENIER,

1736 Deputy Minister of Agriculture.

Actions en séparation de biens

Canada, Province de Québec, District de Joliette, Cour Supérieure, No 2595. Dame Anna Savoie, épouse commune en biens de Georges Tellier, de la paroisse de St-Damien de Brandon, dans le district de Joliette, dûment autorisée à instituer la présente action par jugement de l'Hon. Juge A. Trahan, l'un des juges de la cour supérieure pour le district de Joliette, demanderesse; vs le dit Georges Tellier, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 25ième jour du mois de mars 1929.

Joliette, 3 avril 1929.

Les procureurs de la demanderesse,

1697—15-4 FERLAND & DENIS.

Canada, Province de Québec, district de Saint-François, Cour Supérieure, No 567. Dame Mary Daigle, épouse commune en biens de Delphis Moisan, actuellement journalier, de Saint-Jacques-le-Majeur, comté de Wolfe, demanderesse; vs Le dit Delphis Moisan, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le trentième jour de mars, mil neuf cent vingt-neuf.

Sherbrooke, le 10 avril 1929.

Les procureurs de la demanderesse,

1721—15-4 TALBOT & LANDRY.

Canada, Province de Québec, District de Québec, Cour Supérieure, No 10844. Dame Marie-Louise Sansfaçon, épouse commune en biens de Ernest Verret, entrepreneur peintre, de Québec, demanderesse; vs le dit Ernest Verret, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 23ième jour de mars 1929.

Québec, 23 mars 1929.

Les procureurs de la demanderesse,

1441—13-4 Signé: BEDARD & FLYNN.

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No D-45763.

Avis est par les présentes donné que Dame Marie Mancia Frenette, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Jean Paquin, du même lieu, a ce jour poursuivi son mari en séparation de biens.

Montréal, le 20 mars 1929.

Le Procureur de la demanderesse,

R.-G. DE LORIMIER.

1463—13-4

Actions for separation as to property

Canada, Province of Quebec, District of Joliette, Superior Court, No. 2595. Dame Anna Savoie, wife common as to property of Georges Tellier, of the parish of St-Damien de Brandon, in the district of Joliette, duly authorized to enter into the present judicial proceedings pursuant to judgment of Honourable Justice Trahan, one of the judges of the Superior Court for the district of Joliette, Plaintiff; vs the said Georges Tellier, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 25th day of the month of March. 1929.

Joliette, April 3, 1929.

FERLAND & DENIS,

1698—15-4 Attorneys for the plaintiffs.

Canada, Province of Quebec, District of Saint Francis, Superior Court, No. 567. Dame Mary Daigle, wife common as to property of Delphis Moisan, actually labourer, of Saint-Jacques-le-Majeur, county of Wolfe, plaintiff; vs The said Delphis Moisan, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the thirtieth day of March, nineteen hundred and twenty nine.

Sherbrooke, April 10, 1929.

TALBOT & LANDRY,

1722—15-4 Attorneys for the plaintiff.

Canada, Province of Quebec, District of Quebec, Superior Court, No. 10844. Dame Marie Louise Sansfaçon, wife common as to property of Ernest Verret, contractor-painter, of Quebec, Plaintiff; vs The said Ernest Verret, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 23rd. day of March, 1929.

Quebec, March 23, 1929.

Signed: BEDARD & FLYNN,

1442—13-4 Attorneys for the Plaintiff.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. D-45763.

Notice is hereby given that Dame Marie Mancia Frenette, of the City and District of Montreal, wife common as to property of Jean Paquin, of the same place, has this day sued her husband for separation as to property.

Montreal, 20th. March, 1929.

R. G. DE LORIMIER,

Attorney for Plaintiff.

1464—13-4

Province de Québec, District de Roberval, Cour Supérieure, No 6349. Albertine Lavoie, de Saint-Joseph d'Alma, épouse de Stanislas Couture, demanderesse; vs Le dit Stanislas Couture, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour, par la demanderesse contre le défendeur.

Roberval, le 27 février 1929.

Les procureurs de la demanderesse,

1467—13-4 LEFEBVRE & LEFEBVRE.

Province of Quebec, District of Roberval, In the Superior Court, No. 6349. Albertine Lavoie, of Saint Joseph d'Alma, wife of Stanislas Couture, Plaintiff; vs The aforesaid Stanislas Couture, Defendant.

A suit for separation of property has been brought this day, by the Plaintiff against the defendant.

This 27th. day of February, 1929.

LEFEBVRE & LEFEBRE,

1468—13-4 Attorneys for Plaintiff.

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No C-44805. Dame Alice-Mary Boyne, épouse de Bernier-Aimé Ostiguy, avocat, de la cité et du district de Montréal, demanderesse; vs Ledit Bernier-Aimé Ostiguy, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 26ème jour de mars 1929.

Montréal, le 26 mars 1929.

Les procureurs de la requérante,

1477—13-4 LAFLEUR, MACDOUGALL, MACFARLANE & BARCLAY.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. C-44805. Dame Alice Mary Boyne, wife of Bernier Aime Ostiguy, Advocate, of the City and District of Montreal, Plaintiff; vs The said Bernier Aime Ostiguy, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case the 26th day of March, 1929.

Montreal, March 26th, 1929.

LAFLEUR MACDOUGALL, MACFARLANE & BARCLAY,

1478—13-4 Attorneys for Plaintiff.

Canada, Province de Québec, district de Terrebonne, Cour Supérieure, No 2159. Dame Léontine Cyr, de Saint-Canut, épouse de Ferdinand Boucher, cultivateur, de Saint-Canut, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Le dit Ferdinand Boucher, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le sixième jour de mars mil neuf cent vingt-neuf.

Saint-Jérôme, 13 mars 1929.

Le procureur du demandeur,

1317—12-4 J.-P. BELAIR.

Canada, Province of Quebec, District of Terrebonne, Superior Court, No. 2159. Dame Léontine Cyr, of Saint Canut, wife of Ferdinand Boucher, farmer, of Saint Canut, duly authorized *à ester en justice*, plaintiff; vs The said Ferdinand Boucher, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the sixth day of March, nineteen hundred and twenty nine.

Saint Jérôme, 13th of March, 1929.

J. P. BELAIR,

1318—12-4 Attorney for plaintiff.

Canada, Province de Québec, District de Terrebonne, No 2170, Cour Supérieure. Dame Marie-Anna Brunet, épouse commune en biens de Fabien Desroches, journalier, de la ville de Saint-Jérôme, comté et district de Terrebonne, demanderesse; vs Le dit Fabien Desroches, journalier, de la ville de Saint-Jérôme, comté et district de Terrebonne, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour, par la demanderesse contre le défendeur.

Saint-Jérôme, le 19 mars 1929.

Le procureur de la demanderesse,

1359—12-4 HERMANN BARRETTE.

Canada, Province of Quebec, District of Terrebonne, No. 2170. Superior Court. Dame Marie-Anna Brunet, wife common as to property of Fabien Desroches, laborer, of the town of Saint Jerome, county and district of Terrebonne, plaintiff; vs the said Fabien Desroches, laborer, of the town of Saint Jerome, county and district of Terrebonne, defendant.

An action for separation as to property has been instituted this day by the plaintif against the defendant,

Saint Jerome, 19th of March, 1929.

HERMANN BARRETTE,

1360—12-4 Attorney for plaintiff.

Action en séparation de corps et de biens

Province de Québec, District de Beauharnois, No 5774, Cour Supérieure. Dame Elsie-Irène Johnston, du canton de Franklin, district de Beauharnois, épouse commune en biens de Hugh-Allan Gavin, cultivateur, du canton de Elgin, dit district, maintenant de lieux inconnus, dûment autorisée, Demanderesse; vs Hugh-Allan Gavin, cultivateur, du canton de Elgin, district de Beauharnois, et maintenant de lieux inconnus, Défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause le 30 mars 1929.

Valleyfield, Qué., le 8 avril 1929.

Le procureur de la demanderesse,

1699—15-4 ERLE-C. MARTIN.

Action for separation as to bed and board

Province of Quebec, District of Beauharnois, No. 5774, Superior Court. Dame Elsie Irene Johnston, of the Township of Franklin, District of Beauharnois, wife common as to property of Hugh Allan Gavin, farmer, of the Township of Elgin, said district, presently of parts unknown, duly authorized, plaintiff; vs Hugh Allan Gavin, farmer, of the Township of Elgin, District of Beauharnois, and presently of parts unknown, defendant.

An action in separation as to property and from bed and board has been instituted in this case on March the 30th, 1929.

Valleyfield, Que., April 8th, 1929.

ERLE C. MARTIN,

1700—15-4 Attorney for plaintiff.

Assemblée

'QUEBEC CENTRAL RAILWAY COMPANY'

AVIS AUX ACTIONNAIRES

Avis est, par les présentes, donné que l'assemblée générale annuelle de la compagnie "Quebec Central Railway Company", sera tenue aux bureaux du Canadian Pacific Railway Company, à Montréal, le Mercredi, 17 avril, mil neuf cent vingt-neuf, à midi, aux fins d'élire deux directeurs représentant les obligataires, tel que requis par la constitution de la compagnie, et pour la transaction de toutes autres affaires qui pourront être soumises à l'assemblée.

Les actionnaires enregistrés le 1er mars auront droit d'être présents et de voter à l'assemblée.

Par ordre du bureau,

Le secrétaire,
H.-C. OSWALD.

Montréal, le 1er mars 1929. 1465—13-3

Meeting

'QUEBEC CENTRAL RAILWAY COMPANY'

NOTICE TO STOCKHOLDERS

Notice is hereby given that the Annual General Meeting of the "Quebec Central Railway Company", will be held in the Offices of the Canadian Pacific Railway Company, Montreal, on Wednesday, 17th April, one thousand nine hundred and twenty nine, at 12 noon, for the purpose of electing two Directors representing the Security Holders, as required by the constitution of the Company, and for the transaction of such other business as may properly come before the said Meeting.

Stockholders of record on the 1st March will be entitled to attend and vote at the Meeting.

By order of the Board,

H. C. OSWALD,
Secretary.

Montreal, 1st March, 1929. 1466—13-3

Bureaux-chef

Avis est donné que la compagnie Appartements Montcalm, Limitée, constituée en corporation par lettres patentes, sous la Loi des Compagnies de Québec, en date du 29 octobre, 1925, a établi son bureau principal au numéro 71 de la rue Saint-Pierre, en la cité de Québec, édifice de la Banque Canadienne Nationale, sixième plancher.

A compter de la date du présent avis, ce bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce 4 avril, 1929.

Le secrétaire,
J.-H. BOISVERT.

1701

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "French & Foreign Investors Corporation" constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec, le septième jour de décembre, mil neuf cent vingt-huit, et ayant son bureau-chef à Montréal, a établi son bureau à la chambre 302 Edifice Banque de la Nouvelle-Ecosse, 437 rue Saint-Jacques Ouest, Montréal.

A compter de la date de cet avis, le dit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau-chef.

Daté à Montréal, ce 3e jour d'avril 1929.

L'assistant-secrétaire,
S.-V. ISAACSON.

1703

Avis est donné que la compagnie "Les Immeubles Saint-Roch, Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du treizième jour de décembre 1928, et ayant son bureau principal dans la cité de Québec, a établi son bureau au numéro 296 de la rue Saint-Joseph, dite cité.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce dix-neuvième jour de décembre 1928.

Le secrétaire,
J.-A. JUNEAU.

1705

Chief Offices

Notice is hereby given that the company "Appartements Montcalm, Limitée", incorporated by Letters Patent under the Quebec Companies' Act on the 29th of October, 1925, has established its head office at No. 71 Saint Peter street, in the city of Quebec, Banque Canadienne Nationale Building, sixth floor.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head-office.

Given at Quebec, this 4th of April, 1929.

J. H. BOISVERT,
Secretary.

1702

FRENCH & FOREIGN INVESTORS CORPORATION

Notice is hereby given that "French & Foreign Investors Corporation", incorporated by Letters Patent of the Province of Quebec, on the seventh day of December, one thousand nine hundred and twenty-eight, and having its head office in Montreal, has established its office at Room 302, Bank of Nova Scotia Building, 437 Saint James Street West, Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, this 3rd day of April, 1929.

S. V. ISAACSON,
Assistant-Secretary.

1704

Notice is hereby given that the company "Les Immeubles Saint-Roch, Limitée", incorporated by letters patent dated the thirteenth day of December, 1928, and having its head-office in the city of Quebec, has established its office at No. 296 Saint Joseph street, said city.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head-office.

Given at Quebec, this nineteenth day of December, 1928.

J. A. JUNEAU,
Secretary.

1706

Chartes:—Abandon de

Conformément aux dispositions de la Loi des compagnies, la compagnie dite "Chandellerie Nationale, Limitée" donne par les présentes avis au public, qu'elle s'adressera à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte à compter du jour fixé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Daté à Lachine, ce 8ième jour d'avril 1929.

Le secrétaire,
J.-O. COTÉ.

1707

Canada, Province de Québec, district de Québec.

J.-B. TURCOTTE FRERE, LIMITEE

Avis public est par les présentes donné que J.-B. Turcotte Frère, Limitée, corporation constituée sous l'autorité de la Loi des Compagnies de la province de Québec, par lettres patentes datées du 29 décembre 1921, demandera au Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de l'article 25 de la Loi des Compagnies de Québec, chapitre 223 des Statuts refondus de la province de Québec, 1925.

Donné à Québec, ce huitième jour d'avril 1929.

Les procureurs de J.-B. Turcotte Frère, Limitée,
POWER & LEMIEUX.

1723

Charters:—Surrender of

Under the provisions of the Quebec Companies' Act, "Chandellerie Nationale, Limitée", hereby gives public notice that it will make application to His Honour the Lieutenant-Governor of Quebec for the acceptance of the surrender of its charter, on and from a day to be fixed by the Lieutenant-Governor in Council.

Dated at Lachine, this 8th day of April, 1929.

J. O. COTE,
Secretary.

1708

Canada, Province of Quebec, District of Quebec.

J. B. TURCOTTE FRERE, LIMITEE

Public notice is hereby given that J. B. Turcotte Frère, Limitée, a corporation incorporated under the Quebec Companies' Act, by letters patent dated the 29th of December, 1921, will apply to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec for permission to abandon its charter, pursuant to the provisions of article 25 of the Quebec Companies' Act, chapter 223 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1925.

Given at Quebec, this eighth day of April, 1929.

POWER & LEMIEUX,
Attorneys for J. B. Turcotte Frère, Limitée.

1724

Failli

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 186, (Loi de Faillite). Donatien Filiatrault, cédant autorisé et A.-H. Minguay, syndic.

Avis est par les présentes donné que le dix-septième jour de décembre 1928 (17 décembre) le failli Donatien Filiatrault a été libéré par une ordonnance de cette Cour.

Montréal, 8 avril 1929.

Les procureurs du failli,
BERTRAND, GUÉRIN, GOUDRAULT & GARNEAU.

1709

Insolvent

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 186, (Bankruptcy Act). Donatien Filiatrault, Bankrupt, and A. H. Minguay, Trustee.

Notice is hereby given that on the 17th day of December 1928, the bankrupt in this case Donatien Filiatrault has been discharged by an order of this Court.

Montreal, April 8th, 1929.

BERTRAND, GUERIN, GOUDRAULT & GARNEAU,
Attorneys for the Debtor.

1710

Minutes de notaire

Québec, le 10 avril, 1929.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du code du notariat, qu'une requête a été présentée au Lieutenant-Gouverneur en conseil par M. Lambert Lamarche, notaire, demeurant et pratiquant en la cité de Montréal, district de Montréal, demandant la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu le notaire Joseph-Elisée Giguère, en son vivant notaire, résidant et pratiquant au même lieu.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
ALEXANDRE DESMEULES.

1737—15-5

Notarial Minutes

Quebec, April 10, 1929.

Notice is hereby given that pursuant to the provisions of the Notarial Code, a petition has been presented to the Lieutenant-Governor in Council, by Mr. Lambert Lamarche, notary, residing and practising in the city of Montreal, district of Montreal, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of the late notary Joseph Elisée Giguère, in his lifetime, notary, residing and practising in the same place.

ALEXANDRE DESMEULES,
Acting Assistant Provincial Secretary.

1738—15-5

Soumission

Avis est par les présentes donné que la Municipalité de Beaupré, Comté de Montmorency, a été autorisée par Règlement à emprunter la somme de $90,000.00 pour les fins de construction d'un système d'égouts et d'aqueduc dans les limites de la dite Municipalité;

La municipalité a été autorisée à emprunter cette somme de $90,000.00 pour une période de 40 ans, au taux d'intérêt de 5% payable semi-annuellement;

Les bons seront payables au porteur à toutes les succursales de la Banque Canadienne Nationale dans la Province de Québec et seront au montant de $100.00 chacun ou des multiples de $100.00.

Ils porteront la date du 1er mai, 1929;

Le Conseil Municipal est autorisé en vertu du règlement et de la Loi à demander des soumissions et toute soumission doit être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt;

Après l'examen des soumissions, les chèques déposés par ceux des soumissionnaires dont la soumission n'est pas acceptée leur seront remis sans délai;

Celui du soumissionnaire dont l'offre est acceptée lui sera remis après exécution de son contrat;

Toute soumission devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les bons au moment de leur impression;

Toute soumission devra être adressée au Secrétaire-trésorier de la Municipalité de Beaupré, le ou avant le 27 avril 1929, à midi, au bureau du secrétaire-trésorier, à Beaupré, comté de Montmorency;

Le conseil municipal ne s'engage pas d'accepter aucune ni la plus basse des soumissions.

Par ordre,

LA MUNICIPALITÉ DE BEAUPRÉ,
par: Le maire,
A.-W. COOPER.
par: Le secrétaire-trésorier,
J.-O. SIMARD.

1711—15-2

Tender

Notice is hereby given that the Municipality of Beaupré, county of Montmorency, has been authorized by by-law, to borrow the sum of $90,000.00 for the purpose of the building of a sewer and aqueduct system within the limits of the said Municipality;

The Municipality has been authorized to borrow such amount of $90,000.00 for a period of 40 years, at the rate of 5% interest, payable semi-annually;

The bonds shall be payable to bearer at all the branches of the Banque Canadienne Nationale in the Province of Quebec, and shall be for a sum of $100.00 each or the multiples thereof;

They shall bear the date of May 1st., 1929;

The Municipal Council shall be authorized in virtue of such by-law and according to law to apply for tenders and every tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan;

After examination of the tenders, the cheques deposited by the tenderers whose tenders have not been accepted shall be returned to the same without delay;

That of the tenderer whose offer has been accepted shall be returned to the same after the execution of the contract;

Every tender must specify whether the price offered comprises or does not comprise the accrued interest on the bonds at the time of the printing thereof;

Every tender must be addressed to the Secretary-treasurer of the Municipality of Beaupré, on or before the 27th of April, 1929, at noon, at the office of the Secretary-Treasurer, at Beaupré, county of Montmorency;

The Municipal Council shall not be bound to accept any or the lowest of the tenders.

By order,

THE MUNICIPALITY OF BEAUPRÉ,
per: A. W. COOPER,
Mayor.
per: J. O. SIMARD,
Secretary-treasurer.

1712—15-2

MUNICIPALITE DE SAINT-HENRI DE TAILLON

Avis public est, par les présentes, donné que des soumissions cachetées et endossées "soumissions pour obligations" pour l'achat d'une émission d'obligations datée du 1er février 1929, du montant de $30,000.00—un montant de cinq mille ($5,000.00) piastres sera remboursé par séries sur une période de quatorze ans et la balance $25,000.00 la quinzième année, à 5% d'intérêt—seront reçues par le soussigné jusqu'à sept heures de l'après-midi le vingt-septième jour d'avril 1929. Capital et intérêts semi-annuels (1er février et août) payables à la Banque Canadienne Nationale à Saint-Joseph d'Alma, Québec et Montréal, de dénominations de $100. et multiples de 100.00. L'obligation pourra être enregistrée. Objet de l'emprunt: Construction d'aqueduc. Livraison vers le quinze mai à Québec.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt.

Un intérêt au taux de 5% sera payé jusqu'à la date de la livraison sur son dépôt, au soumissionnaire dont l'offre aura été acceptée.

Toutes soumissions devront spécifier si les inté-

MUNICIPALITY OF SAINT HENRI DE TAILLON

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "tender for bonds" for the purchase of an issue of bonds dated the 1st of February, 1929, for $30,000.00—an amount of five thousand ($5,000.00) dollars shall be redeemable serially over a period of fourteen years and the balance $25,000.00 the fifteenth year, at 5% interest—will be received by the undersigned until seven o'clock in the afternoon the twenty seventh day of April, 1929. Capital and interest semi annual (1st February and August) payable at the Banque Canadienne Nationale at Saint Joseph d'Alma, Quebec and Montreal, in denominations of $100.00 and multiples of $100.00. The bond may be registered. Object of loan: Construction of an aqueduct. Delivery about the fifteenth of May at Quebec.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan.

Interest at the rate of 5% shall be paid until the date of delivery on his deposit to the tenderer whose offer has been accepted.

All tenders must specify whether the accrued

rêts accrus sont compris ou non dans le prix de la soumission. Les soummissions contenant des conditions autres que celles ci-dessus énumérées seront rejetées.

La municipalité se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute, ni aucune des soumissions.

Saint Henri de Taillon, le 9 mars, 1929.

Le secrétaire-trésorier,
ULDERIC GOSSELIN.

1733—15-2

interest is included or not included in the price of the tender. Tenders containing conditions other than those hereinabove enumerated shall be rejected.

The municipality reserves the right to accept neither the highest or any of the tenders.

Saint Henri de Taillon, the 9th of March, 1929.

ULDERIC GOSSELIN,
Secretary-treasurer.

1734—15-2

Ventes d'effets non réclamés

A ceux qui les présentes verront.

Avis est par les présentes donné, que tous les articles reçus avant le vingt-neuvième jour de février, A. D. 1928, et qui demeurent non réclamés ou autrement dans les bureaux de la Canadian National Express, à différents endroits dans les provinces d'Ontario, Québec, Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Ecosse et de l'Ile du Prince-Edouard, seront vendus par encan public, au plus haut enchérisseur, par l'encanteur de la compagnie, Walter M. Kearns, 1240 rue Université, Montréal, Québec, à DIX heures de l'avant-midi, MARDI, le SEPTIEME jour de MAI, A. D., 1929, à moins que les dits articles ne soient réclamés avant cette date et que tous les frais sur iceux soient acquittés.

Daté à Montréal, Québec, ce quatorzième jour de Mars, 1929.

Le gérant général,
W.-C. MUIR.

Canadian National Express,
Montréal, Qué.

1321—12-6

Avis est par les présentes donné au public, sous l'autorité de la Loi des chemins de fer du Canada, que la compagnie de messageries "Canadian Pacific Express Company" vendra à l'encan public, dans la cité de Montréal, dans la province de Québec, vendredi, le 17 mai 1929, toutes les consignations non réclamées reçues avant le premier mai 1928, dans les bureaux de la division dite Atlantique.

Le président et gérant-général,
T.-E. McDONNELL.

1435—13-6

Sales of unclaimed freight

To whom it may concern.

Notice is hereby given that all goods received previous to the twenty-ninth of February, A. D. 1928, and still remaining unclaimed or otherwise in the offices of the Canadian National Express, at different points in the Provinces of Ontario, Quebec, New Brunswick, Nova Scotia and Prince Edward Island, will be sold by public auction to the highest bidder, by the company's auctioneer, Walter M. Kearns, 1240 University Street, Montreal, Quebec, at TEN o'clock in the forenoon, on TUESDAY, the SEVENTH day of MAY A. D., 1929, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Dated at Montreal, Quebec, this fourteenth day of March 1929.

W. C. MUIR,
General Manager.

Canadian National Express,
Montreal, Que.

1322—12-6

Public notice is hereby given that under authority of Canadian Railway Act, the Canadian Pacific Express Company will sell at public auction, in the city of Montreal, in the Province of Quebec, on Friday, May 17th., 1929, all unclaimed shipments that have been on hand since previous to May 1st., 1928, at offices in the Atlantic division.

T. E. McDONNELL,
President and General Manager.

1436—13-6

Ventes—Loi de faillite

Province de Québec, district de Joliette, Cour Supérieure (En matière de Faillite), No 8L. *In re:* Edouard Jetté, cédant autorisé. Dans l'affaire de Edouard Jetté, cultivateur, de la paroisse de Saint-Sulpice, Qué., cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que MARDI, le QUATORZIEME jour de MAI 1929, à DIX heures de l'avant-midi, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Sulpice, Qué., seront vendus par encan public les immeubles suivants cédés par le failli en cette cause, savoir:

Une terre située en la paroisse de Saint-Sulpice, district de Joliette, de la contenance de trois arpents et demi de front sur quarante arpents de profondeur, connue et désignée sous les Nos cent quarante-six, cent quarante-sept et cent quarante-huit (146-147-148) dans les plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Sulpice —avec maison et dépendances; sous la réserve cependant de l'usufruit et jouissance au pro-

Sales—Bankruptcy Act

Province of Quebec, District of Joliette, Superior Court, (Sitting in Bankruptcy), No. 8L. *In re:* Edouard Jetté, authorized Assignor. In the matter of Edouard Jetté, farmer, of the parish of Saint Sulpice, Que., Authorized Assignor.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the FOURTEENTH day of MAY, 1929, at TEN o'clock in the forenoon, the following immovables assigned by the insolvent in this cause shall be sold by public auction at the door or the church of the parish of Saint Sulpice, Que., to wit:

A farm situate in the parish of Saint Sulpice, district of Joliette, measuring three and one half arpents in front by forty arpents in depth, known and designated under numbers one hundred and forty six, one hundred and forty seven and one hundred and forty eight (146-147-148) on the official plan and book of reference for the parish of Saint Sulpice—with a house and dependencies; with reserve however of the usufruct and en-

fit et la vie durant de Onésime Beaudoin et de Mathilde Juneau, son épouse, jusqu'au décès de celle-ci ou tant qu'elle gardera viduité, d'un emplacement faisant partie du lot No officiel cent quarante-huit de la paroisse de Saint-Sulpice, tenant devant au côté sud du chemin public, en arrière au résidu du No cent quarante-huit et de l'autre côté au No 149 appartenant à Amédée Cormier.

A distraire cependant de ladite terre:

Premièrement.—Un lot ou emplacement faisant partie de ladite terre Nos 146-147 46 148 appartenant à Joseph Cormier, successeur de François Han dit Chaussé, ou représentant, de la contenance de trois arpents en superficie, et bornée vers le sud-est au fleuve Saint-Laurent, par l'autre au nord-ouest à un fossé qui traverse ladite terre; d'un côté vers le sud-ouest à Amédée Cormier, d'autre côté vers le nord-est au résidu de ladite terre, la ligne de séparation étant la clôture existant actuellement et limitant ledit emplacement.

Deuxièmement.—Un emplacement à distraire du No officiel 146, de la contenance de soixante et quinze pieds de front, sur quatre-vingts pieds de profondeur, mesure anglaise, borné en front au chemin public, d'un côté et en profondeur par le surplus du No 146 et de l'autre côté par l'emplacement de François Chaussé ou représentant.

b. Une autre terre située en ladite paroisse de Saint-Sulpice, connue et désignée sous les Nos 143 et 144 dans les plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Saint-Sulpice, de la contenance de quatre-vingts arpents en superficie—avec maison et autres dépendances dessus construites.

A distraire cependant de ladite terre un certain morceau de terrain faisant partie du No officiel 143, appartenant au gouvernement de la Puissance du Canada et désigné comme suit: Commençant à un point distant nord 20″29, est 251′0 depuis l'intersection de la ligne limitative ouest du chemin public, avec la ligne limitative sud du dit lot No 143; de là nord 4°48′ est; ouest 25′0″, de là 85°12′, est 25°0″, de là sud 4′48″ ouest 25′0, de là nord 85°12 ouest 25′0 au point de départ, contenant une superficie de 625 pieds carrés, mesure anglaise, et un morceau de terre faisant partie du dit No officiel 143, commençant à un point dans la ligne limitative ouest du chemin du Roi suivant le fleuve Saint-Laurent, distant No 9E 220 pieds de l'intersection de ladite ligne limitative ouest avec la ligne limitative sud dudit lot No 143, de là (dudit point de départ) No 85°13 ouest 40 pieds, de là No 4°48′ E 40 pieds, de là sud 85°12 ouest 40 pieds à la ligne limitative ouest dudit chemin du Roi; de là sud 4°48 ouest longeant ladite ligne limitative ouest 40 pieds au point de départ, contenant une superficie de 1600 pieds carrés, mesure anglaise. Le dit terrain tel qu'actuellement occupé par un phare.

c. Une terre en bois debout située en la paroisse de l'Assomption, connue et désignée dans les plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de l'Assomption comme faisant partie du No 94, contenant un demi-arpent de front sur vingt-huit arpents de profondeur, plus ou moins, borné par un bout par le No 93 dudit cadastre de l'Assomption, d'un côté par Edouard Contant ou représentants, propriétaires d'une partie dudit No 94 et de l'autre côté par Xiste Bousquet ou représentants.

Cette vente, faite d'après l'article "20" de la

joyment, during their lifetime, by Onésime Beaudoin and Mathilde Juneau, his wife, until the death of the latter or as long as she remains a widow, of an emplacement forming part of lot official number one hundred and forty eight of the parish of Saint Sulpice, bounded on the South side by the public road, at the rear by the residue of lot number one hundred and forty eight, and on the other side by No. 149 belonging to Amédée Cormier.

To be withdrawn however:

Firstly.—A lot or emplacement forming part of the said land Nos 146-147 46 148 belonging to Joseph Cormier, successor to François Han dit Chaussé, or representative, containing three arpents in area and bounded towards the South-east by the river Saint Lawrence, on the North-west by a ditch running across the said farm, on one side, towards the southwest by Amédée Cormier, on the other side, towards the North-east by the residue of the said land, the division line being the fence actually existing and limiting the said emplacement.

Secondly.—An emplacement to be withdrawn from official number 146, measuring seventy five feet in front by eighty feet in depth, English measure, bounded in front by the public road, on one side and on the depth by the surplus of No. 146 and on the other side by the emplacement of François Chaussé or representative.

b. Another farm situate in the said parish of Saint Sulpice, known and designated under Nos 143 and 144 on the official plan and book of reference for the said parish of Saint Sulpice, containing eighty arpents in area—with a house and other dependencies thereon erected.

To be withdrawn however from the said farm a certain parcel of land forming part of official number 143, belonging to the Government of the Dominion of Canada and designated as follows: Commencing at a point distant North 20″29, East 251′0 from the intersection of the limitary line West of the public road with the limitary line South of the said lot No. 143; thence North 4°48′ East; West 25′0″, thence 85°12′, East 25°0″, thence South 4′48″ West 25′0, thence North 85°12 West 25′0 to the point of departure, containing 625 square feet in area, English measure, and a parcel of land forming part of the said official number 143, commencing at a point in the limitary line West of the King's highway following the river Saint Lawrence, distant No. 9E 220 feet from the intersection of the said limitary line West with the limitary line South of said lot No. 143, thence (from the said point of departure) No. 85°13 West 40 feet, thence No. 4°48′ E 40 feet, thence South 85°12 West 40 feet to the limitary line West of the said King's highway, thence S 4°-48 West running along the said limitary line West 40 feet to the point of departure, containing 1600 square feet in area, English measure. The said land as actually occupied by a lighthouse.

c. A land in standing timber situate in the parish of l'Assomption, known and designated on the official plan and book of reference for the said parish of l'Assomption as forming part of No. 94, measuring one half arpent in front by twenty eight arpents in depth, more or less, bounded on one end by the No. 93 on the said cadastre for l'Assomption, on one side by Edouard Contant or representatives, proprietors of a part of said No. 94, and on the other side by Xiste Bousquet or representatives.

This sale shall be made according to article 20

loi des faillites, équivaut à une vente par le shérif. Conditions de la vente: 20% du prix d'adjudication comptant et la balance à 60 jours.

Le syndic,
J.-CONRAD PERRAULT.
69 Notre-Dame, Joliette, Qué. 1715—15-2

Dans l'affaire de Lucien Allard, cultivateur, de la paroisse Saint-Grégoire, comté de Nicolet, Québec, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que JEUDI, le SEIZIEME jour de MAI, 1929, à DIX heures de l'avant-midi, sera vendu par encan public à la porte de l'église paroissiale de Saint-Grégoire, comté de Nicolet, l'immeuble suivant, faisant partie de l'actif du cédant:

Une terre en la paroisse de Saint-Grégoire, dans le rang Saint-Charles, mesurant six arpents de largeur par trente arpents de profondeur—avec maison et dépendances dessus construites, désignée au cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la dite paroisse Saint-Grégoire, par le numéro six cent soixante-dix-neuf (679).

Cette terre sera vendue au plus haut et dernier enchérisseur.

Cette vente est faite conformément aux articles 616 & 617 du code de procédure civile et aussi à l'article 45 de la loi de faillite, qui équivaut à une vente par le shérif.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant au bureau du syndic soussigné.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Nicolet, le 2 avril, 1929.

Le syndic,
1739—15-2 HENRI-R. DUFRESNE.

---

of the Bankruptcy Act and shall have the effect of a Sheriff's sale. Conditions of sale: 20% of the price of adjudication cash and the balance in 60 days.

J. CONRAD PERRAULT,
Trustee.
69, Notre Dame, Joliette, Que. 1716—15-2

In the matter of Lucien Allard, farmer, of the parish of Saint Grégoire, county of Nicolet, Québec, authorized Assignor.

Notice is hereby given that on THURSDAY, SIXTEENTH day of MAY, 1929, at TEN o'clock in the forenoon, will be sold by public auction at the church door of Saint-Grégoire, county of Nicolet, P. Q., the immovable property as follows:

A land situate in the parish of Saint-Grégoire, county of Nicolet, containing six arpents in width by thirty in depth—with buildings on erected, designated on the official cadastre for the said parish of Saint Grégoire, as being lot number six hundred and seventy nine (679).

This land will be sold to the highest and last bidder.

This sale is made persuant to articles 716 & 717 of C.C.P., and also to article 45 of the Bankruptcy Act, which gives this sale the effects of a sheriff's sale.

Titles and certificates may be examined at any time at the office of the undersigned trustee.

Terms of payment: Cash.

Nicolet, April, 2, 1929.

HENRI R. DUFRESNE,
1740—15-2 Trustee.

LA LOI DE FAILLITE

VENTE A L'ENCAN

Dans l'affaire de Ulysse Girard, Snr., cultivateur, Saint-Siméon, Comté Charlevoix, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que JEUDI, le SEIZIEME jour de MAI, 1929, à DIX heures a. m., seront vendus par encan public à la porte de l'église paroissiale de Saint-Siméon, Comté de Charlevoix, P. Q., les immeubles suivants, savoir:

1. Une terre située en la paroisse de Saint-Siméon, dans le rang Sainte-Anne, contenant quatre arpents de front sur trente arpents de profondeur et désignée sous le numéro quatre-vingt (80) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Siméon.

2. Une autre terre située en la même paroisse dans le dit rang Sainte-Anne, contenant deux arpents de front sur trente arpents de profondeur et désignée au dit cadastre de la paroisse de Saint-Siméon sous le numéro cent trois (103).

3. Un lopin de terre situé en la paroisse de Saint-Siméon, dans le rang de Port au Persil, contenant un arpent et soixante-quinze perches en superficie, plus ou moins, de forme irrégulière, borné au sud-est par le chemin de front du rang du Port au Persil, au nord-est et au nord-ouest par la rivière Port au Persil et au sud-ouest par le reste du lot, faisant partie du lot numéro vingt-sept (27) du cadastre de la dite paroisse de Saint-Siméon.

4. Un lopin de terre en la dite paroisse de Saint-Siméon, dans le rang de Port au Persil, contenant vingt et une perches en superficie et

THE BANKRUPTCY ACT

AUCTION SALE

In the matter of Ulysse Girard, Snr., farmer, Saint Siméon, County Charlevoix, Authorized Assignor.

Notice is hereby given that on THURSDAY, SIXTEENTH day of MAY, 1929, at TEN o'clock a. m., will be sold by public auction at the church door of the parish of Saint Siméon, County Charlevoix, P. Q., the immovable properties as follows:

1. One land situated in the parish of Saint Siméon, range Sainte Anne, containing four arpents in front by thirty arpents in depth and designated under number eighty (80) on the official cadastre for the parish of Saint Simeon.

2. An other land situated in the same parish in the said range Sainte Anne, containing two arpents in front by thirty arpents in depth and designated on said cadastre for the parish of Saint Simeon under number one hundred and three (103).

3. One piece of land situated in the parish of Saint Siméon, in range Port au Persil, containing one arpent and seventy-five perches in area, more or less, of irregular form, bounded to the south-east by the front road of range Port au Persil, to the north-east and north-west by the river Port au Persil and to the south-west by the remaining part of the lot, being part of lot number twenty-seven (27) of the cadastre for the said parish of Saint Siméon.

4. One piece of land situated in the said parish of Saint Siméon in range Port au Persil, containing twenty-one perches in area and designated

désigné sous le numéro vingt-huit (28) au cadastre pour la paroisse de Saint-Siméon.

5. Une terre située en la paroisse de Saint-Siméon, dans le rang Sainte-Anne, contenant quatre arpents et demi de front sur trente arpents de profondeur, étant le lot numéro quatre-vingt-un (81) et la moitié sud-ouest du lot numéro quatre-vingt-deux (82) du dit cadastre pour la paroisse de Saint-Siméon.

6. Une autre terre située en la dite paroisse de Saint-Siméon, rang Sainte-Anne, contenant quatre arpents et demi de front sur trente arpents de profondeur et désignée au cadastre de la dite paroisse de Saint-Siméon comme étant le lot numéro quatre-vingt-trois (83) et la moitié nord-est du lot numéro quatre-vingt-deux (82).

Toutes ces terres ou lopins de terre seront vendus séparément, avec bâtisses dessus construites circonstances et dépendances.

Cette vente est faite conformément aux articles 716 & 717 du C. P. C., et aussi à l'article 45 de la Loi de Faillite qui équivaut à une vente par le shérif.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant au bureau des syndics soussignés.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Les syndics,
BEDARD & BELANGER.

Bureau: 101 rue Saint-Pierre,
Québec, le 10 avril, 1929. 1759—15-2

under number twenty-eight (28) on the cadastre for the parish of Saint-Siméon.

5. One land situated in the parish of Saint Siméon in range Sainte Anne, containing four and a half arpents in front by thirty arpents in depth, being lot number eighty-one (81) and the south-west half of lot number eighty-two (82) of said cadastre for the parish of Saint Siméon.

6. An other land situated in the said parish of Saint Simeon, range Sainte Anne, containing four and a half arpents in front by thirty arpents in depth and designated on the cadastre of the said parish of Saint Simeon as being lot number eighty-three (83) and the north-east half of lot number eighty-two (82).

All those lands and pieces of lands will be sold separately, with buildings thereon constructed, circumstances et dependencies.

This sale is made persuant to articles 716 & 717 of the C. C. P., and also to article 45 of the Bankruptcy Act, which gives this sale the effects of a sheriff's sale.

Titles and certificates may be examined at any time at the office of the undersigned trustees.

Terms of payment: Cash.

BEDARD & BELANGER,
Trustees.

Office: 101 Saint Peter Street,
Quebec, April 10th, 1929. 1760—15-2

SOUS LA LOI DE FAILLITE

VENTE A L'ENCAN

Dans l'affaire de Aimé Lortie, marchand, L'Ange Gardien, Qué., cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que MERCREDI, le QUINZIEME jour de MAI, 1929, à DIX heures de l'avant-midi (heure avancée) sera vendu par encan public, à la porte de l'église paroissiale de L'Ange Gardien, comté de Montmorency, Qué., l'immeuble de cette faillite comme suit:

Item "A". Un lot de terre sis en la paroisse de l'Ange Gardien, mesurant cent pieds de front sur cent pieds de profondeur, mesure anglaise, borné au nord par le chemin du roi, au sud par Emile Ls Laberge, vers l'ouest par Emile-Ls Laberge et vers l'est par Joseph Lortie, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de l'Ange Gardien sous le numéro un, subdivision du lot originaire quatre-vingt-dix-huit (1 de 198).

Cet item sera offert en vente au plus haut et dernier enchérisseur.

Les titres et certificat peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux du syndic soussigné.

Cette vente est faite conformément aux articles sept cent seize et sept cent dix-sept (716 &717 du C. P. C., et aussi à l'article quarante-cinq (45) de la Loi de Faillites; cette vente équivaut à la vente au shérif.

Conditions de paiement: argent comptant.

Québec, Qué., le 10 avril, 1929.

Le syndic,
R.-ERNEST LEFAIVRE.

Bureaux: 147, côte de la Montagne,
Québec, Qué., 1761—15-2

UNDER THE BANKRUPTCY ACT

AUCTION SALE

In the matter of Aimé Lortie, merchant, L'Ange Gardien, Que., Authorized Assignor.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the FIFTEENTH day of MAY, 1929, at TEN o'clock in the forenoon (daylight saving time) the immovable in this bankruptcy shall be sold by public auction at the parochial church door of L'Ange Gardien, county of Montmorency, as follows:

Item "A". A lot of land situate in the parish of L'Ange Gardien, measuring one hundred feet in front by one hundred feet in depth, English measure, bounded on the north by the King's highway, on the south by Emile Ls. Laberge, towards the west by Emile Ls. Laberge and towards the east by Joseph Lortie, known and designated on the official cadastral plan and book of reference for L'Ange Gardien under number one, subdivision of the original lot ninety eight (1 of 98).

This item shall be offered for sale to the highest and last bidder.

The titles and certificates may be examined at any time by applying at the offices of the undersigned trustee.

This sale is made pursuant to articles seven hundred and sixteen and seven hundred and seventeen (716 and 717) of the C. C. P., and also article forty five (45) of the Bankruptcy Act, which gives it the effect of a sheriff's sale.

Conditions of payment: Cash.

Quebec, April 10, 1929.

R. ERNEST LEFAIVRE,
Trustee.

Office: 147, Mountain Hill,
Quebec, Que. 1762—15-2

LA LOI DE FAILLITE

AVIS DE VENTE

Dans l'affaire de: Amédée Déchesne, cultivateur, de la paroisse de Notre-Dame des Neiges de Charette, comté de Saint Maurice, cédant-autorisé.

Avis est par les présente donné que JEUDI, le VINGT-CINQUIEME jour d'avril, 1929, à DIX heures de l'avant-midi, sera vendu par encan public à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame des Neiges de Charette, l'immeuble suivant, savoir:

"Une terre sise et située en la paroisse de Notre-Dame des Neiges de Charette, sur le cinquième rang du Township de Caxton, de la contenance d'environ quatre arpents de largeur sur la profondeur du dit rang, tenant du côté Nord à Adélard Villemure et du côté Sud à Evariste Déchesne—avec une maison et autres bâtisses dessus construites, connue et désignée, la dite terre, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint Elie de Caxton comme étant le lot numéro deux A (2a) du cinquième rang du Canton de Caxton pour la dite paroisse de Saint-Elie de Caxton, et maintenant de la dite paroisse de Notre-Dame des Neiges de Charette".

Les titres et certificats peuvent être examinés à mon bureau en aucun temps.

Cette vente est faite conformément aux articles 716, 717 C. P. C. et article 45, paragraphe 2 de la Loi de Faillite, et a les mêmes effets qu'une vente par le shérif,

Conditions de vente: Argent comptant. Pour plus amples renseignements s'adresser à

Le syndic,
HENRI BISSON.

Bureau: 142 rue Notre-Dame,
Trois-Rivières, 18 mars, 1929.
EDDIE MARTIN, encanteur. 1335—12–2

Province de Québec, District de Montréal, No 162. Dans l'affaire de: Horace Denis, Montréal, Failli.

Avis est, par les présentes, donné que les immeubles désignés comme suit:

Un lot de terre situé au Parc Molson, en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Bordeaux, connu et désigné comme étant la subdivision trois cent soixante-quatre de la subdivision officielle du lot numéro deux cent neuf (209–364) aux plan et livre de renvoi officiels du village Incorporé de la Côte de la Visitation;

Seront vendus en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure du district de Montréal, en matière de faillite, rendu le 22 mars 1929, portant le No 162 des dossiers de la dite Cour, et suivant les dispositions de la loi de Faillite, article 45, paragraphe 4 et sections ayant l'effet du décret, au bureau du Shérif, Palais de Justice, en la cité de Montréal, le PREMIER jour de MAI 1929, à ONZE heures, a. m.

Conditions de paiement (20%) vingt pour cent comptant, la balance sous trois jours.

Pour informations, s'adresser au soussigné.

Daté à Montréal, le 23 mars 1929.

Le syndic,
J.-E. BEAUDIN.

Bureau: 526 Power Bldg.,
107 Craig Ouest,
Lancaster 2394,
Montréal. 1439—13–2

BANKRUPTCY ACT

NOTICE OF SALE

In the matter of: Amédée Dechesne, farmer, of the parish of Notre-Dame des Neiges de Charette, county of Saint Maurice, Authorized Assignor.

Notice is hereby given that on THURSDAY, the TWENTY FIFTH day of APRIL, 1929, at TEN o'clock in the forenoon, the following immovable shall be sold by public auction at the parochial church door of Notre Dame des Neiges de Charette, to wit:

A farm being and situate in the parish of Notre Dame des Neiges de Charette, in the fifth range of the township of Caxton, containing about four arpents in width by the depth of the said range, bounded on the north side by Adélard Villemure and on the south side by Evariste Dechesne—with a house and other buildings thereon erected, said farm known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the parish of Saint Elie de Caxton as being lot number two-A (2a) in the fifth range of the township of Caxton, for said parish of Saint Elie de Caxton, and now the said parish of Notre Dame des Neiges de Charette.

The titles and certificates may be examined at any time at my office.

This sale is to be made in conformity with articles 716, 717 C. C. P. and article 45, paragraph 2 of the Bankruptcy Act, and has the same effect as a Sheriff's Sale.

Conditions of Payment: Cash. For fuller information apply to

HENRI BISSON,
Trustee.

Office: 142, Notre Dame Street,
Trois-Rivières, March 18, 1929.
EDDIE MARTIN, Auctioneer. 1336—12–2

Province of Quebec, District of Montreal, No. 162. In the matter of Horace Denis, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that the immovables designated as follows:

A lot of land situate in Molson Park, in the city of Montreal, fronting on Bordeaux Street, known and designated as being subdivision three hundred and sixty four of the official subdivision of lot number two hundred and nine (209–364) on the official plan and book of reference for the incorporated village of Cote de la Visitation;

Shall be sold in virtue of a judgment of the Superior Court of the District of Montreal, sitting in Bankruptcy, rendered on the 22nd of March, 1929, and bearing No. 162 of the records of said Court, and pursuant to the provisions of the Bankruptcy Act, article 45, paragraph 4 and sections, having the effect of a Sheriff's Sale, at the Sheriff's Office, in the Court House in the city of Montreal, on the FIRST day of MAY, 1929, at ELEVEN o'clock, a. m.

Conditions of payment: (20%) Cash, twenty per cent, the balance within three days.

For information, apply to the undersigned.

Dated at Montreal, March 23, 1929.

J. E. BEAUDIN,
Trustee.

Office: 526 Power Bldg.,
107 Craig West,
Lancaster 2394.
Montreal. 1440—13–2

Canada, Province de Québec, District de Montréal, No 264. Cour Supérieure, (En faillite). Dans l'affaire de La Succession Virgina Gibouleau, En faillite.

Avis est par les présentes donné que les immeubles suivants, appartenant à la succession Virgina Gibouleau, de Montréal, seront vendus à la folle enchère de Joseph Gibouleau, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Rose, district de Terrebonne, en bloc ou en parties, LUNDI, le SIXIEME jour de MAI 1929, à TROIS heures P.M., savoir:

1. Un lot de terre situé en la cité de Montréal, ayant front sur le boulevard Saint-Laurent, connu et désigné sous le numéro sept cent quatre-vingt-huit (788) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, contenant quarante-trois pieds et six pouces de largeur par soixante-dix pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec deux maisons et autres bâtisses dessus construites.

2. Un emplacement ayant front sur la rue Saint-Laurent, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro sept cent quatre-vingt-neuf (789) du cadastre officiel du quartier Saint-Louis, de la cité de Montréal—avec les bâtisses dessus construites et avec droit à un passage commun de huit pieds et demi de largeur existant en faveur du dit emplacement sur le terrain voisin portant le numéro sept cent quatre-vingt-trois du même cadastre, pour communiquer de la rue Saint-Dominique au dit emplacement, tel que ce passage est établi dans un acte de vente consenti par Louis Racine, à un nommé Georges Labbé, devant L.-S. Martin, notaire, le trente août mil huit cent quarante-six et enregistré par bordereau à Montréal-Est, le 23 août 1889, sous le No 24,096.

3. Un emplacement ayant front sur la rue Saint-Laurent, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro sept cent quatre-vingt-dix (790) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, de la cité de Montréal, contenant quarante-deux pieds et demi de largeur par soixante-dix pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec toutes les bâtisses y érigées et toutes les servitudes y attachées.

4. Un lot de terre ou emplacement ayant front sur la rue Saint-Dominique, dans le quartier Saint-Louis de la cité de Montréal, contenant quarante-deux pieds et sept pouces de largeur par soixante-sept pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, sans garantie de mesure précise; borné en front par la dite rue Saint-Dominique, en arrière par Georges Labbé, ou représentants, d'un côté par un lot de terre appartenant à Louis Dalpé dit Pariseau et de l'autre côté par un lot de terre appartenant à un nommé Casseau ou représentants—avec une maison en bois et en briques de quatre logements et autres bâtisses dessus érigées, le dit lot étant connu comme étant le lot numéro sept cent quatre-vingt-trois (783) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, de la cité de Montréal.

La dite vente est faite en vertu de la section 43, 44 et 45 de la Loi des Faillites, S. R. C., 1927, Chapitre 11, et de façon à donner à la dite vente l'effet du décret, et de l'article 761 et 762 du Code de procédure civile.

Les titres et certificats peuvent être examinés au bureau du soussigné en aucun temps.

Conditions de vente: 10% comptant avec chaque enchère.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, No. 264. Superior Court, (In Bankruptcy). In the matter of The estate of Virgina Gibouleau, In Bankruptcy.

Notice is hereby given that the following immoveables, belonging to the estate of Virgina Gibouleau, of Montreal, will be sold for the false bidding of Joseph Gibouleau, farmer, of the parish of Sainte Rose, district of Terrebonne, in block or in parts, on MONDAY, the SIXTH day of MAY, 1929, at THREE o'clock P.M., to wit:

1. A lot of land situate in the city of Montreal, fronting on Saint Lawrence Boulevard, known and designated under number seven hundred and eighty eight (788), on the official plan and book of reference for Saint Louis Ward, containing forty three feet and six inches in width by seventy feet in depth, English measure and more or less, —with two houses and other buildings thereon erected.

2. An emplacement fronting on Saint Lawrence Street, in the city of Montreal, known and designated under number seven hundred and eighty nine (789) on the official cadastre of Saint Louis Ward, of the said city of Montreal, —with the buildings thereon erected and with the right of way in common of eight feet and a half in width, existing in favour of the said emplacement on the next land bearing number seven hundred and eighty three of the same cadastre, to communicate from Saint Dominique Street to the said emplacement, such as the said passage is established in a deed of sale granted by Louis Racine, to a party named Georges Labbé, before L. S. Martin, notary, the thirtieth of August, one thousand eight hundred and forty six, and registered by summary at Montreal-East, the 23rd of August, 1889, under No. 24,096.

3. An emplacement fronting on Saint Lawrence Street, in the city of Montreal, known and designated as being lot number seven hundred and ninety (790) on the official plan and book of reference of Saint Louis Ward of the city of Montreal, containing forty two feet and a half in width by seventy feet in depth, English measure and more or less—with all the buildings thereon erected and all the servitudes attached thereto.

4. A lot of land or emplacement fronting on Saint Dominique Street, in Saint Louis Ward, of the City of Montreal, containing forty two feet and seven inches in width by sixty seven feet in depth, English measure and more or less, without guarantee as to precise measurements; bounded in front by the said Saint Dominique Street, in rear by Georges Labbé or representatives, on one side by a lot of land belonging to Louis Dalpe dit Pariseau, and on the other side by a lot of land belonging to a party named Casseau or representatives—with a four dwelling wood and brick house and other buildings thereon erected, the said lot being known as being lot number seven hundred and eighty three (783) on the official plan and book of reference of Saint Louis Ward, in the City of Montreal.

The said sale shall be made in virtue of section 43, 44 and 45 of the Bankruptcy Act, S. R. C., 1927, Chapter 11, and so as to give the said sale the effect of a sheriff's sale, and articles 761 and 762 of the Code of Civil Procedure.

The titles and certificates may be examined at the office of the undersigned, at any time.

Conditions of sale: 10% cash with each bid.

Pour autres renseignements et cahier des charges, s'adresser à:

Le syndic,
RAOUL CORNELLIER.

Bureau: 445, rue Saint-François-Xavier,
Chambre 35,
Montréal, 30 mars 1929. 1601—14-2

For further particulars and list of charges, apply to:

ROUL CORNELLIER,
Trustee.

Office: 445 Saint François-Xavier Street.
Room 35,
Montreal, March 30, 1929. 1602—14-2

Vente par licitation

Province de Québec, District de Montréal, No 4333.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 25 mars 1929, dans une cause dans laquelle Dame A. Benoit *et vir*, sont demandeurs et Dame B. Benoit *& Vir & al*, sont défendeurs et "La Société d'Administration Générale", sont mis-en-cause, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir:

Un emplacement situé sur la rue St-Jacques en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro neuf cent soixante-sept (967) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier St-Antoine, de la cité de Montréal, avec les bâtisses dessus érigées, moins la partie dudit numéro qui a été expropriée par la cité de Montréal; les numéros civiques sont 959 à 973 inclusivement, de la dite rue.

Un autre emplacement situé sur la rue St-Antoine, en la cité de Montréal, portant les Nos civiques 972 et 974 de la dite rue, connu et désigné sous le numéro neuf cent soixante-treize aux plan et livre de renvoi officiels du quartier St-Antoine, de la Cité de Montréal, avec les bâtissses dessus érigées, moins la partie dudit numéro qui a déjà été expropriée par la cité de Montréal.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le HUITIEME jour de MAI 1929, à ONZE heures a.m., Cour tenante, dans la salle d'audience du Palais de Justice de Montréal, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite Cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou à fin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Montréal, 25 mars 1929.

Les procureurs de la demanderesse,
1461—13-2 BROSSEAU & BROSSEAU.

Sale by licitation

Province of Quebec, District of Montreal, No. 4333.

Public notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Montreal, in the District of Montreal, on the 25th of March, 1929, in a cause in which Dame A. Benoit *& Vir*, are Plaintiffs and Dame B. Benoit *& Vir & Al*, are Defendants and "La Société d'Administration Générale", *mise-en-cause*, ordering the licitation of certain immoveables described as follows, to wit:

A lot of land situated on St. James Street, in the City of Montreal, and bearing civic numbers 959 to 973 inclusively, of said Street, known and designated under number nine hundred and sixty seven (967) on the plan and official reference book of St. Antoine Ward, in the City of Montreal, with the buildings thereon erected, less that part of the said number which has been expropriated by the City of Montreal.

Another lot of land situated on St. Antoine Street, in the City of Montreal, and bearing civic numbers 972 and 974 of that said Street, known and designated under number nine hundred and seventy three (973) on the plan and official reference book of St. Antoine Ward, in the City of Montreal—with the buildings thereon erected, less that part of said number which has been expropriated by the City of Montreal.

The property above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder on the EIGHTH day of MAY, 1929, at ELEVEN o'clock a.m., sitting the Court, in the Court Room of the Court House, in the City of Montreal, subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges deposited in the office of the Prothonotary of the said Court; and any opposition to annul, to secure charges, or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court twelve days at least before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and any opposition for payment must be filed within the six days after the adjudication, and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

Montreal, 25 March, 1929.

BROSSEAU & BROSSEAU,
1462—13-2 Attorneys for Plaintiffs.

Ventes pour taxes municipales

PROVINCE DE QUEBEC

DISTRICT DE MONTREAL

VILLE SAINT-LAURENT

COMTE JACQUES-CARTIER

Vente No. 2

Avis public est par les présentes donné par Henri Lapointe, secrétaire-trésorier de la ville Saint-Laurent, que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère publique, à la salle municipale publique, en la dite ville Saint-Laurent, LUNDI le SIXIEME jour de MAI mil neuf cent vingt-neuf (1929), à DIX heures de l'avant-midi (heure solaire), pour satisfaire au paiement des taxes municipales et spéciales et cotisations scolaires, avec intérêts, mentionnées dans l'état ci-dessous, ainsi que des frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

Cette vente est limitée aux taxes non prescrites ou qui sont encore privilégiées.

Sales for municipal taxes

PROVINCE OF QUEBEC

DISTRICT OF MONTREAL

TOWN OF SAINT LAURENT

COUNTY OF JACQUES CARTIER

Sale No. 2

Public notice is hereby given by Henri Lapointe, secretary-treasurer of the Town of Saint Laurent, that the properties hereinafter described will be sold by public auction, at the municipal Hall, in the Town of Saint Laurent, MONDAY, the SIXTH day of MAY nineteen hundred and twenty-nine (1929), at TEN o'clock in the forenoon (Standard Time), to satisfy to the payment of the Municipal (ordinary and special) and school taxes with interest mentioned in the hereunder statement, and the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interests and costs be paid before the sale.

This sale is limited to non-prescribed taxes or which are still privileged.

Nom du propriétaire — Name of owner	Numéros cadastre et subdivision — Numbers Cadastral and subdivision	Taxes et redevances municipales — Taxes and municipal dues	Intérêts — Interests	Taxes et redevances municipales (chaque lot) — Taxes and municipal dues (each lot)	Intérêts (chaque lot — Interests (each lot)	Total
La Compagnie des Terrains de St. Laurent	242-22-24			$ 78.89	$ 6.57	$170.92
" " "	465-207	$ 130.72	$10.80			141.52
" " "	465-208	121.38	10.30			131.68
" " "	465-331	109.18	9.42			118.60
" " "	465-½ ind. 332	54.35	4.70			59.05
" " "	465-498	75.35	6.72			82.07
" " "	465-499 à—to 502			72.35	6.72	316.28
" " "	242-36-38-40-42			68.90	5.68	298.32
" " "	242-62	70.70	5.95			76.65
" " "	242-69-71-91-97-103-105			73.05	6.45	477.00
" " "	242-109-111			59.55	5.33	129.76
" " "	242-113-117-119-123-125			58.05	5.32	316.85
" " "	242-127-129-131-133-135			58.05	5.32	316.85
" " "	242-137-139-141-143-145			58.05	5.32	316.85
" " "	242-21	38.81	3.53			42.34
" " "	242-31	30.32	2.81			33.13
" " "	242-37-39-47-51-53-55-57			28.82	2.75	220.99
" " "	242-61	31.80	2.96			34.76
" " "	242-74-76-78-100-102			33.30	3.20	182.50
" " "	242-106-108-110-114-116			33.30	3.20	182.50
" " "	242-120-126-128-130-132			33.30	3.20	182.50
" " "	242-134-136-138-140			33.30	3.20	146.00
" " "	242-142	30.30	3.10			33.40
" " "	242-159-179			36.02	3.41	78.86
" " "	242-161-162-163-164			34.52	3.37	151.56
" " "	242-166-167-172-178			34.52	3.37	151.56
" " "	242-185-188-189-190-191			33.02	3.31	181.65
" " "	242-196-198-199-200-203			33.02	3.31	181.65
" " "	242-204-205-206-207-208			33.02	3.31	181.65
" " "	242-211 à—to 219			33.02	3.31	326.97
" " "	242-599-600-601-602			14.42	1.45	63.48
" " "	242-633 à—to 644			14.10	1.45	186.60
" " "	251-5-6-7-8-9-10-12-13			2.10	.22	18.56
" " "	251-16 à—to 26			16.66	1.69	201.85
" " "	251-29 à—to 38-40-41			16.66	1.69	220.20
" " "	251-45 à—to 57			16.66	1.69	238.55
" " "	251-60 à—to 73-75-76			16.66	1.69	293.60
" " "	251-78 à—to 93			16.66	1.69	293.60
" " "	465-75-76			116.38	10.17	253.10
" " "	465-221-222-223-224-226			103.17	8.88	560.25
" " "	465-½ indiv.-undiv. 225	55.64	4.56			60.20
" " "	465-246-247-248-249			108.24	9.26	470.00
" " "	465-253-254			108.24	9.26	235.00
" " "	454-81	124.19	11.06			135.25
" " "	454-82	125.69	11.11			136.80
" " "	454-141-142			125.36	10.19	135.55
" " "	454-239	98.89	8.31			107.20
" " "	465-24-23			45.00	3.90	48.90

Nom du propriétaire — Name of owner	Numéros cadastre et subdivision — Numbers Cadastral and subdivision	Taxes et redevances municipales — Taxes and municipal dues	Intérêts — Interests	Taxes et redevances municipales (chaque lot) — Taxes and municipal dues (each lot)	Intérêts (chaque lot — Interests (each lot)	Total
La Compagnie des Terrains de St. Laurent.	465-349-351 à—to 357	.....	.....	54.32	5.08	475.20
" " "	465-371-372-375-376	.....	.....	100.16	8.64	435.20
" " "	465-380-381	.....	.....	107.66	9.09	233.50
" " "	465-385	102.09	8.86	.....	.....	110.95
" " "	465-519-520-524	.....	.....	54.32	5.08	178.80
" " "	465-525-526-527	.....	.....	54.32	5.08	178.80
" " "	465-550	102.07	8.93	.....	.....	111.00
" " "	465-551	109.57	9.38	.....	.....	118.95
" " "	465-54	50.70	4.30	.....	.....	55.00
" " "	465-55	48.90	4.10	.....	.....	53.00
" " "	465-60	80.72	7.18	.....	.....	87.90
" " "	465-61	131.36	11.14	.....	.....	142.50
" " "	465-361-362	.....	.....	104.98	8.92	227.80
" " "	465-363	111.21	9.19	.....	.....	120.40
" " "	465-531-532-533-534	.....	.....	93.81	8.14	407.80
" " "	465-234	117.70	10.45	.....	.....	128.15
" " "	465-235	114.38	10.07	.....	.....	124.45
" " "	465-365	99.90	8.31	.....	.....	108.21
" " "	465-366-367	.....	.....	104.34	8.81	226.30
" " "	465-536	163.44	13.96	.....	.....	177.40
" " "	465-537-538-539-540-541	.....	.....	93.00	8.10	505.50
" " "	465-212	60.32	5.73	.....	.....	66.05
" " "	465-213	60.30	5.70	.....	.....	66.00
" " "	465-337	45.90	4.10	.....	.....	50.00
" " "	465-338-339-340	.....	.....	46.66	4.14	152.40
" " "	465-341	51.60	4.50	.....	.....	56.10
" " "	465-504	50.10	4.45	.....	.....	54.55
" " "	465-505	47.86	4.39	.....	.....	52.25
" " "	465-506-507-508	.....	.....	46.36	4.34	152.10
" " "	465-216	139.65	12.35	.....	.....	152.00
" " "	465-217	67.20	6.40	.....	.....	73.60
" " "	465-218	49.80	4.45	.....	.....	54.25
" " "	465-219	48.60	4.40	.....	.....	53.00
" " "	465-343-344-345-346	.....	.....	44.70	4.10	195.20
" " "	465-347	50.40	4.25	.....	.....	54.65
" " "	465-511	44.72	3.93	.....	.....	48.65
" " "	465-512	41.72	3.83	.....	.....	45.55
" " "	465-513-514-515-516	.....	.....	40.98	3.82	179.20
" " "	409-180	143.00	12.70	.....	.....	155.70
" " "	409-132a	133.16	11.54	.....	.....	144.70
" " "	409-81a	131.66	11.49	.....	.....	143.15
" " "	409-80	101.14	8.86	.....	.....	110.00
" " "	409-76	102.64	8.86	.....	.....	111.50
" " "	454-179	127.46	11.34	.....	.....	138.80
" " "	454-182	127.06	11.34	.....	.....	138.40
" " "	454-191-192	.....	.....	142.22	12.63	309.70
" " "	454-23-28-34-35	.....	.....	124.16	11.09	541.00
" " "	454-37	124.26	11.09	.....	.....	135.35
" " "	454-38-39	.....	.....	129.93	11.57	283.00
" " "	465-105 à-to 112	.....	.....	33.02	2.88	287.20
" " "	465-126-127-128-129	.....	.....	40.52	3.63	176.60
" " "	465-179-180-181-182-183	.....	.....	57.02	4.98	310.00
" " "	409-1	52.90	4.65	.....	.....	57.55
" " "	409-2-3-4	.....	.....	60.32	5.43	197.25
" " "	409-5	60.60	5.45	.....	.....	66.05
" " "	409-11-12	.....	.....	59.70	5.40	130.20
" " "	409-13-14-15-16	.....	.....	47.70	4.35	208.20
" " "	409-20-21-22	.....	.....	60.30	5.40	197.10
" " "	409-24	72.30	6.15	.....	.....	78.45
" " "	409-28-29	.....	.....	48.90	4.55	106.90
" " "	409-34-35	.....	.....	72.90	6.65	159.10
" " "	409-41 à-to 46	.....	.....	61.50	5.60	402.60
" " "	409-47	66.00	5.70	.....	.....	71.70
" " "	409-49	48.30	4.20	.....	.....	52.50
" " "	409-25	72.30	6.45	.....	.....	78.75
" " "	409-109-110	.....	.....	57.30	5.15	124.90
" " "	409-111	43.80	4.05	.....	.....	47.85
" " "	409-175	97.48	8.07	.....	.....	105.55
" " "	409-178	57.30	5.15	.....	.....	62.45
" " "	409-201	48.62	4.38	.....	.....	53.00
" " "	409-202-203-204-205	.....	.....	37.22	3.33	162.20
" " "	409-218	37.82	3.60	.....	.....	41.42
" " "	409-219-220-221	.....	.....	49.52	4.58	162.30
" " "	465-135	108.86	9.29	.....	.....	118.15
" " "	465-201-202-203	.....	.....	101.36	9.04	331.20
" " "	466-27-28	.....	.....	100.76	9.04	219.60
" " "	466-136 à-to 149	.....	.....	46.50	4.10	708.40
" " "	465-278	108.86	9.29	.....	.....	118.15
" " "	465-281	108.61	8.94	.....	.....	117.45
" " "	465-320-330	.....	.....	99.94	8.66	217.20
" " "	465-475, 466-1	99.94	8.66	.....	.....	108.60
" " "	465-476, 466-2	101.44	8.71	.....	.....	110.15
" " "	465-477, 466-3	101.72	8.73	.....	.....	110.45
" " "	465-478, 466-4	101.72	8.73	.....	.....	110.45
" " "	465-479, 466-5	102.32	8.93	.....	.....	111.25
" " "	465-480, 466-6	103.82	9.24	.....	.....	113.06

Nom du propriétaire — Name of owner	Numéros cadastre et subdivision — Numbers Cadastral and subdivision	Taxes et redevances municipales — Taxes and municipal dues	Intérêts — Interests	Taxes et redevances municipales (chaque lot) — Taxes and municipal dues (each lot)	Intérêts (chaque lot — Interests (each lot)	Total
La Compagnie des Terrains de St. Laurent	465-481, 466-7	104.12	9.28			113.40
" " "	465-482, 466-8	105.04	9.16			114.20
" " "	465-483, 466-9	105.92	9.18			115.10
" " "	465-484, 466-10	106.82	9.38			116.20
" " "	466-83-84-88-89-90			45.90	3.95	249.25
" " "	466-91	45.60	3.95			49.55
" " "	465-404-405-406-407-408			87.07	7.43	472.50
" " "	465-453 à-to 460			54.32	5.58	479.20
" " "	465-461 à-to 472			51.32	4.98	675.60
" " "	465-576 à-to 581			102.32	8.93	556.25
" " "	465-582	102.02	8.93			110.95
" " "	465-638-639-640-641			54.32	5.58	239.60
" " "	465-642 à-to 651			51.32	4.98	563.00
" " "	465-652	59.40	5.55			64.95
" " "	465-589-590-591-592			101.31	8.54	439.40
" " "	465-596-597-598-599			78.21	6.69	339.60
" " "	465-161-162			31.52	2.98	69.00
" " "	465-165	73.22	6.95			80.17
" " "	465-166	126.86	10.97			137.83
" " "	409-297	118.33	10.37			128.70
" " "	409-283	158.81	13.69			172.50
" " "	466-38	117.01	10.19			127.20
" " "	466-39	99.00	8.80			107.80
" " "	466-40-41			102.01	8.89	221.80
" " "	466-14	16.55	1.54			18.09
" " "	465-486	54.46	4.89			59.35
" " "	465-487	60.36	5.59			65.95
" " "	465-488-489			58.26	5.14	126.80
" " "	465-490, 467-5	64.87	5.93			70.80
" " "	465-491, 467-4	65.75	5.95			71.70
" " "	465-492, 467-3	61.25	5.65			66.90
" " "	465-493, 467-2	64.85	5.75			70.60
" " "	466-17	176.13	15.47			191.60
" " "	466-16	87.00	8.10			95.10
" " "	409-230	68.60	5.40			74.00
" " "	409-222 à-to 229			54.60	5.05	477.20
" " "	409-207	42.00	3.80			45.80
" " "	409-208 à-to 216			42.60	3.15	418.05
" " "	409-182	39.30	3.55			42.85
" " "	409-184-186-188-190-192			41.72	3.88	228.00
" " "	409-194-196-198-200-183			41.72	3.88	228.00
" " "	409-181	39.30	3.55			42.85
" " "	409-185-187-189-191			41.72	3.88	182.40
" " "	409-193-195-197-199			41.72	3.88	182.40
" " "	409½ Indv.-undiv. 155	20.12	1.78			21.90
" " "	409-157-159-161-163-165			40.20	3.55	218.75
" " "	409-167-169-171-173			40.20	3.55	175.00
" " "	409½ indv.-undiv. 156	39.90	3.55			43.45
" " "	409-158-166-168-170			81.30	4.00	341.20
" " "	466-240	91.71	8.24			99.95
" " "	466-241-242-243-244			90.21	8.19	393.60
" " "	466-245	114.00	10.05			124.05
" " "	466-246	92.01	8.44			100.45
" " "	466-247	97.83	8.92			106.75
" " "	466-313	42.68	3.82			46.50
" " "	466-312	43.98	3.92			47.90
" " "	466-159	66.98	3.37			70.35
" " "	466-158	74.10	6.80			80.90
" " "	466-157	69.38	6.27			75.65
" " "	466-156	77.82	6.48			84.30
" " "	409-126-120-114-112			62.19	5.41	270.40
" " "	409-113-115-117-119-121			40.20	3.55	218.75
" " "	409-123-125-127-129-131			40.20	3.55	218.75
" " "	409-83-89-91-93-95			40.20	3.55	218.75
" " "	409-97-99-101			40.20	3.55	131.25
" " "	409-90-92-96-98-100			57.00	5.15	310.75
" " "	409-102-53-55-57-59			57.00	5.15	310.75
" " "	409-61-63-65-67-69-71			57.00	5.15	372.90
" " "	409-60-58-56			73.10	6.50	238.80
" " "	409-54	72.22	6.28			78.50
" " "	466-343	53.90	4.70			59.60
" " "	466-308	68.06	6.09			74.15
" " "	466-316 à-to 338			27.02	2.53	679.65
" " "	466-226-228			28.50	2.80	62.60
" " "	466-55a	47.12	4.18			51.30
" " "	466-54a	47.70	4.35			52.05
" " "	466-53a	49.50	4.55			54.05
" " "	466-52a	50.12	4.73			54.85
" " "	466-227-229			28.50	2.65	62.30
" " "	466-174-175-176-177			25.20	2.50	110.80
" " "	466-178	26.70	2.55			29.25
" " "	466-179-180-181-182			28.20	2.60	123.20
" " "	466-206 à-to 212			30.00	2.65	228.55
" " "	466-213	29.40	2.60			32.00
" " "	466-217 à-to 222			30.00	2.65	195.90
" " "	466-252-253			47.70	4.35	104.10

Nom du propriétaire — Name of owner	Numéros cadastre et subdivision — Numbers Cadastral and subdivision	Taxes et redevances municipales — Taxes and municipal dues	Intérêts — Interests	Taxes et redevances municipales (chaque lot) — Taxes and municipal dues (each lot)	Intérêts (chaque lot — Interests (each lot)	Total
La Compagnie des terrains de St. Laurent.	466-254	57.30	5.55			62.85
" " "	466-255	42.00	3.80			45.80
" " "	466-257	40.52	3.58			44.10
" " "	466-298	33.60	3.05			36.65
" " "	466-270	46.52	4.13			50.65
" " "	466-275	53.70	4.85			58.55
" " "	466-276	59.40	5.35			64.75
" " "	466-215-1 à-to 6	264.30	24.10			288.40
" " "	409-143a-1 à-to 6	529.50	47.70			577.20
La Cie des T. de St. L. & Montreal Park Co (%) (Voir à la fin)	(%) 242 ptie-pt. 222	29.47	2.74			32.21
" " "	(%) 242 ptie-pt. 223	23.75	2.16			25.91
La Compagnie des Terrains de St. Laurent.	(%) 242 ptie-pt. 144	21.60	2.15			23.75
" " "	(%) 242 ptie-pt. 146	7.22	.74			7.96
La Cie des T. de St. L. & Montreal Pk. Co	(%) 242 ptie-pt. 546	2.42	.23			2.65
" " "	(%) 242 ptie-pt. 558	10.50	1.13			11.63
" " "	(%) 242 ptie-pt. 559	11.10	1.18			12.28
" " "	(%) 242 ptie-pt. 593	1.50	.24			1.74
" " "	(%) 242 ptie-pt. 594	6.76	.71			7.47
" " "	(%) 242 ptie-pt. 595	10.22	.97			11.19
" " "	(%) 242 ptie-pt. 596	11.70	1.23			12.93
" " "	(%) 242 ptie-pt. 597	12.90	1.41			14.31
" " "	(%) 242 ptie-pt. 598	14.10	1.45			15.55
" " "	(%) 242 ptie-pt. 630	.76	.08			.84
" " "	(%) 242 ptie-pt. 631	4.96	.49			5.45
" " "	(%) 242 ptie-pt. 632	10.22	.97			11.19
" " "	251-1a à-to 4a			2.10	.22	9.28
" " "	251-14	.76	.08			.84
" " "	251-15	15.02	1.64			16.66
" " "	251-28	10.20	.98			11.18
" " "	251-42	10.50	1.11			11.61
" " "	251-43	12.02	1.20			13.22
" " "	251-44	16.66	1.69			18.35
" " "	251-59	4.20	.49			4.69
" " "	251-77	12.30	1.20			13.50
Trois parties de lot de terre situées dans la ville Saint-Laurent, dans le comté de Jacques-Cartier et appartenant à la Compagnie des Terrains de St-Laurent, composées comme suit:—Three parts of lot of land situated in the town of Saint Laurent, county of Jacques Cartier, belonging to "La Compagnie des Terrains de St-Laurent", known and designated as follows:						
1. De la plus grande partie du lot de subdivision numéro quatre-vingt-trois du lot originaire numéro quatre cent cinquante-quatre des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, étant pour ainsi dire le lot complet excepté une lisière de terrain de six pieds et cinq dixièmes de largeur par cent dix-huit pieds de profondeur, dans la ligne nord-est du dit lot pour servir à l'ouverture de la rue Decelles; la dite partie de lot numéro quatre-vingt-trois à être vendue, étant bornée comme suit: en front par la rue Saint-Germain, en arrière par la rue Roy, d'un côté par le lot numéro 454-82, et de l'autre côté par le résidu dudit lot 454-83 formant partie de la rue Decelles—Of the larger part of lot subdivision eighty three of the original lot number four hundred and fifty four of the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, being in fact the whole lot, except a strip of land of six feet and five tenths in width by one hundred and eighteen feet in depth in the northeasterly line of said lot, taken off for the opening of Decelles Street; the said part of lot number eighty three to be sold being bounded as follows: in front by Saint Germain Street, in rear by Roy Street, on one side by the lot No. 454-82 and on the other side by the other strip of said lot No. 454-83 being part of Decelles Street		101.01	9.02			110.03
2. De la partie nord-ouest du lot de subdivision numéro trois cent cinquante du lot originaire numéro quatre cent soixante-cinq, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent; bornée comme suit: en front par la rue Gohier, en arrière par la ruelle portant le No 465-230, d'un côté par le lot No 465-349 et de l'autre côté par le résidu du dit lot No 350—Of the northwesterly part of lot subdivision three hundred and fifty of the original lot number four hundred and sixty five, of the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent; bounded as follows: in front by Gohier Street, at rear by the lane bearing number 465-230, on one side by the lot number 465-349 and on the other side by the other strip of said lot No. 465-350.		27.02	2.53			29.55
3. De la partie nord-est du lot de subdivision numéro deux cent quatre-vingt-seize du lot originaire numéro quatre cent neuf des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent; bornée comme suit: en front par la rue Cartier, en arrière par le lot numéro 409-333, d'un côté par le lot No 409-296-1 et de l'autre côté par le lot No 409-297—Of the northeasterly part of lot subdivision number two hundred and ninety six of the original lot number four hundred and nine of the						

(%) Ce lot est traversé par le ruisseau Raimbeault dont le centre est la limite de Saint-Laurent et la partie présentement vendue est celle située dans la ville Saint-Laurent, du côté sud du dit ruisseau.

(%) This lot is crossed by Raimbeault creek and the limit of the town of Saint Laurent is the centre of said creek and the part of lot to be sold is the one situated within the limits of the town of Saint Laurent on the south side of said creek.

Nom du propriétaire — Name of owner	Numéros cadastre et subdivision — Numbers Cadastral and subdivision	Taxes et redevances municipales — Taxes and municipal dues	Intérêts — Interests	Taxes et redevances municipales (chaque lot) — Taxes and municipal dues (each lot)	Intérêts (chaque lot — Interests (each lot)	Total
La Compagnie des Terrains de St. Laurent. official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent; bounded as follows: in front by Cartier Street, at rear by the lot No. 409-333, on one side by the lot No. 409-296-1 and on the other side by the lot No. 409-297		30.90	3.40	.....	.....	34.30

Les immeubles susdits sont tous du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent et situés dans la Ville Saint-Laurent.

Donné en la ville Saint-Laurent, ce neuvième jour du mois d'avril mil neuf cent vingt-neuf.

Le secrétaire-trésorier,
HENRI LAPOINTE.

1743—15-2

The above immoveables are all on the plan and in the book of reference for the parish of Saint Laurent and situated in the Town of Saint Laurent.

Given at the Town of Saint Laurent, this ninth day of April nineteen hundred and twenty nine.

HENRI LAPOINTE,
Secretary-treasurer.

1744—15-2

PROVINCE DE QUEBEC

DISTRICT DE MONTREAL

VILLE SAINT-LAURENT

COMTE JACQUES-CARTIER

Vente No. 1

Avis public est par les présentes donné par Henri Lapointe, secrétaire-trésorier de la ville Saint-Laurent, que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère publique, à la salle municipale publique, en la dite ville Saint-Laurent, LUNDI le SIXIEME jour de MAI mil neuf cent vingt-neuf (1929), à DIX heures de l'avant-midi (heure solaire), pour satisfaire au paiement des taxes municipales et spéciales et cotisations scolaires, avec intérêts, mentionnées dans l'état ci-dessous ainsi que des frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

PROVINCE OF QUEBEC

DISTRICT OF MONTREAL

TOWN OF SAINT LAURENT

COUNTY OF JACQUES CARTIER

Sale No. 1

Public notice is hereby given by Henri Lapointe, secretary-treasurer of the Town of Saint Laurent, that the properties hereinafter described will be sold by public auction, at the municipal Hall, in the Town of Saint Laurent, MONDAY, the SIXTH day of MAY nineteen hundred and twenty-nine (1929), at TEN o'clock in the forenoon (Standard Time), to satisfy to the payment of the Municipal (ordinary and special) and school taxes with interest mentioned in the hereunder statement, and the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interests and costs be paid before the sale.

Nom du propriétaire — Name of owner	Numéros du cadastre et subdivisions — Cadastral numbers and subdivisions.	Taxes et redevances municipales — Taxes and municipal dues	Intérêts — Interests	Total
La Compagnie des Boulevards de l'Ile de Montréal et La Compagnie des Terrains de St-Laurent	454-111	$ 225.79	$ 35.48	$ 261.27
" " " " "	466-260	236.34	36.94	273.28
" " " " "	466-261	130.49	23.36	153.85
" " " " "	466-262	100.83	18.05	118.88
" " " " "	466-263	907.08	141.32	1,048.40
" " " " "	466-264	214.23	37.34	251.57
" " " " "	466-265	226.02	34.29	260.31

Les immeubles susdits sont tous du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent et situés dans la Ville Saint-Laurent.

Donné en la ville Saint-Laurent, ce neuvième jour du mois d'avril mil neuf cent vingt-neuf.

Le secrétaire-trésorier,
HENRI LAPOINTE.

1741—15-2

The above immoveables are all on the plan and in the book of reference for the parish of Saint Laurent and situated in the Town of Saint Laurent.

Given at the Town of Saint Laurent, this ninth day of April nineteen hundred and twenty nine.

HENRI LAPOINTE,
Secretary-treasurer.

1742—15-2

PROVINCE DE QUÉBEC.

Comté de Chicoutimi.

CITÉ D'ARVIDA.

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la cité d'Arvida, que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère publique au bureau de la cité, dans la cité d'Arvida, LUNDI, le VINGTIEME jour de MAI, mil neuf cent vingt-neuf (1929), à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires imposées aux dites propriétés, avec intérêts, mentionnées dans l'état ci-dessous, ainsi que les frais encourus à cet égard, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

PROVINCE OF QUEBEC.

COUNTY OF CHICOUTIMI.

CITY OF ARVIDA.

Public notice is hereby given by the undersigned, secretary-treasurer of the city of Arvida, that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the city office of the City of Arvida, on MONDAY, the TWENTIETH day of MAY, nineteen hundred and twenty nine, (1929) at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy the payment of municipal and school taxes imposed on the said properties, with interest thereon, mentioned in the statement hereunder, together with the costs which shall be incurred in connection therewith, unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale.

Nom — Name	Description de la propriété. — Description of property.	Taxes municip. — Municipal taxes	Taxes scolaires. — School taxes	Intérêt. — Interest	Total
Larouche, Jos. (fils Fardina)	Emplacement sur le lot 35, range 2, paroisse de Jonquière, avec la bâtisse y érigée—Emplacement on lot 35, range 2, township of Jonquière, with the building thereon	$ 10.00	$ 3.02	$ 0.69	$ 13.71

Donné à Arvida, ce huitième jour du mois d'avril, mil neuf cent vingt-neuf (1929).

Le secrétaire-trésorier de la cité d'Arvida,
H. S. HUTCHIN.

1731—15-2

Given at Arvida, this eighth day of April, nineteen hundred and twenty nine (1929).

H. S. HUTCHIN,
Secretary-Treasurer, city of Arvida.

1732—15-2

VENTES PAR LE SHÉRIF
ARTHABASKA

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: No 238. JOSEPH MARTIN, ET AL, demandeurs; vs LOUIS HEBERT, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Le lot No 3 de la subdivision No 24D du 5e rang du cadastre officiel du canton de Thetford—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Alphonse de Thetford (Thetford Mines) le VINGT-CINQUIEME jour d'AVRIL prochain, (1929), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
J.-E. GIROUARD.

Bureau du Shérif,
Arthabaska, le 20 mars 1929.

[Première publication, le 23 mars 1929]

1375—12-2

SHERIFF'S SALES
ARTHABASKA

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: No. 238. JOSEPH MARTIN, ET AL., plaintiffs; vs LOUIS HEBERT, Defendant.

As belonging to the defendant:

The lot No. 3 of the subdivision No. 24D of the 5th range of the official plan and book of reference for the Township of Thetford—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Alphonse de Thetford (Thetford Mines) on the TWENTY FIFTH day of APRIL next, (1929), at TEN o'clock in the forenoon.

J. E. GIROUARD,
Sheriff's Office, Sheriff.

Arthabaska, March 20th., 1929.

[First publication, March 23rd., 1929]

1376—12-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: No 10918. GEORGES THIBODEAU, fils *et al*, demandeurs; contre LESSARD & FRERE, LIMITEE, défendeurs.

Un terrain situé dans le village-est de Saint-Georges de Beauce, premier rang, fief Sainte-Barbe, côté nord-est du chemin public, contenant 47 pieds de largeur en front et 50 pieds aussi de largeur au bout de la profondeur sur 129 pieds de profondeur, le tout mesure anglaise; borné en front au chemin public, en arrière à Melle Virginie Fortin, au nord-ouest, partie à Thomas Murtha, et partie à Thomas Lessard; au sud-est à une route conduisant au chemin public—avec aussi le droit de passage tant à pied qu'en voiture, dans la dite route, pour communiquer au chemin public, avec en outre l'écore de la rivière Chaudière en front au dit terrain, contenant 57 pieds, mesure anglaise, de front sur la profondeur qu'il peut y avoir entre le chemin public et la Rivière Chaudière, borné au nord-ouest à Vital Lessard, au sud-est à Pierre Fortin, les dits deux terrains faisant partie du lot No 595-I, du cadastre pour la paroisse de Saint-Georges de Beauce.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Georges, le VINGT-TROISIEME jour d'AVRIL prochain (1929), à UNE heure de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GUSTAVE GARANT.
St-Joseph, Beauce, 2 mars 1929. 1085—12–2
[Première publication, le 9 mars 1929 est nulle]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: No. 10918. GEORGES THIBODEAU, FILS *et al*, plaintiffs; against LESSARD & FRERE, LIMITEE, defendants.

A lot of land situate in the village East Saint Georges de Beauce, first range, fief Sainte Barbe, Northeast side of the public road, measuring 47 feet in width in front and also 50 feet in width at the end of the depth, by 129 feet in depth, the whole English measure, bounded in front by the public road, at the rear by Miss Virginie Fortin, on the northwest partly by Thomas Murtha and partly by Thomas Lessard, on the southeast, by a by-road leading to the public road—also with right of way on foot and in vehicle in the said by-road, to communicate with the public road, with moreover, the bank of the Chaudière river in front of the said lot of land, measuring 57 feet in front, English measure, by the depth which may exist between the public road and the Chaudière river, bounded on the northwest by Vital Lessard, on the southeast by Pierre Fortin, both lots of land forming part of lot No. 595-I on the cadastre for the parish of Saint George de Beauce.

To be sold at the door of the church of the parish of SaintGeorges, on the TWENTY THIRD day of APRIL next, 1929, at ONE o'clock in the afternoon.

GUSTAVE GARANT,
Sheriff's Office, Sheriff.
St. Joseph, Beauce, March 2, 1929. 1086—12–2
[First publication, March 9th, 1929 is null]

BEDFORD

FIERI FACIAS DE TERRIS

Canada, Province de Québec, District de Bedford, Cour Supérieure, No 903. THEOPHILE BARRETTE, commerçant, de la cité et du district de Montréal, demandeur; vs JOSEPH TARDIF, du village de Highwater, district de Bedford, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Les lots numéros deux cent soixante-et-treize, deux cent soixante-et-quinze, deux cent quatre-vingt-dix et deux cent quatre-vingt-douze (273, 275, 290 et 292), des plan et livre de renvoi officiels du canton de Potton, district de Bedford, —avec toutes les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus en bloc, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Cajetan de Potton, dans le canton de Potton, le QUINZIEME jour de MAI 1929, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, C.-B. JAMESON.
Sweetsburg, Qué., le 8 avril 1929. 1717—15–2
[Première publication: 13 avril, 1929]

BEDFORD

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Canada, Province of Quebec, District of Bedford, Superior Court, No. 903. THEOPHILE BARRETTE, trader, of the city and district of Montreal, plaintiff; vs JOSEPH TARDIF, of the Village of Highwater, district of Bedford, defendant.

As belonging to defendant.

Lots numbers two hundred and seventy three, two hundred and seventy five, two hundred and ninety, and two hundred and ninety two (273, 275, 290 and 292), of the official cadastral plan and in the book of reference of the Township of Potton, District of Bedford—with all the buildings thereon erected.

To be sold *en bloc* at the parochial church door of the Parish of Saint Cajetan de Potton, in the township of Potton, on the FIFTEENTH day of MAY, 1929, at TEN of the clock in the forenoon.

C. B. JAMESON,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sweetsburg, Que., April 8th, 1929. 1718—15–2
[First publication: April 13th, 1929]

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir: } LOUIS - PHILIPPE
No 8895. } GIRARD, de la ville de Chicoutimi, demandeur; contre CHARLES MICHAUD, de Chicoutimi, défendeur.

Tous les droits de propriété, de possession, d'améliorations et autres droits immobiliers quelconques qu'a et peut avoir le dit Charles Michaud en et sur une terre sise et située dans le deuxième rang nord-est du canton Bagot, au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Alexis-de-la-Grande-Baie, connue sous le numéro trois cent cinquante-huit (358) du dit cadastre, d'une superficie d'environ soixante et deux acres, plus ou moins—avec ensemble toutes les bâtisses érigées sur la dite terre et toutes circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'Église de Saint-Alexis-de-la-Grande-Baie, MARDI, le TRENTIEME jour d'AVRIL prochain (1929) à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif. ELZ. BOIVIN.
Chicoutimi, 29 mars 1929.
[Première publication, 23 mars 1929]
1399—12-2

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Chicoutimi.

Chicoutimi, to wit: } LOUIS PHILIPPE GI-
No. 8895. } RARD, of the town of Chicoutimi, plaintiff; against CHARLES MICHAUD, of Chicoutimi, defendant.

All the rights of ownership, possession, improvement and other immovable rights whatsoever which the said Charles Michaud holds and may hold in and on a farm being and situate in the second range Northeast of the township of Bagot, on the official cadastre for the parish of Saint Alexis de la Grande Baie, known under number three hundred and fifty eight (358) of said cadastre, of about sixty two acres in area, more or less—together with all the buildings erected on the said farm and all circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Saint Alexis de la Grande Baie, on TUESDAY, the THIRTIETH day of APRIL next, 1929, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ELZ. BOIVIN,
Sheriff's Office. Sheriff.
Chicoutimi, March 20, 1929.
[First publication, March 23, 1929]
1400—12-2

IBERVILLE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir: } ALDERIC DUCHES-
No 1481. } NE, demandeur; contre HORMISDAS GUERTIN, de la Cité de Saint-Jean, district d'Iberville, défendeur.

Saisie comme appartenant au dit défendeur:

Une terre connue et désignée sous le numéro trois cent quatre-vingt-quatorze (No 394) du cadastre de la paroisse de Saint-Edouard, dans le Comté de Napierville, de la contenance de trois arpents de front sur vingt-huit arpents de profondeur, plus ou moins—avec maison et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale, de la paroisse de Saint-Edouard, district d'Iberville, le VINGT-CINQUIEME jour d'AVRIL prochain, 1929, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, ARTHUR LASNIER.
Saint-Jean, 19 mars 1929. 1369—12-2
[Première publication, le 23 mars 1929]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Magistrat.—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir: } THE CANADA PAINT
No 2818. } COMPANY, LIMITED, demanderesse; contre A.-PAUL PERRAS, de la ville et du district d'Iberville, défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur.

1. Un lopin de terre, partie du lot numéro quatre-vingt-dix-neuf (Pt. No 99) du cadastre de la ville d'Iberville, borné au sud par la huitième avenue, à l'ouest par une partie du lot No 99, appartenant à Madame Paradis, au nord, par une partie du dit lot No 99 appartenant à Théophile Choquette, à l'est, par une autre partie dudit lot No 99 appartenant à Thomas Abel;

IBERVILLE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Iberville.

Saint John's, to wit: } ALDERIC DUCHES-
No. 1481. } NE, Plaintiff; against HORMISDAS GUERTIN, of the city of Saint John's, district of Iberville, Defendant.

Seized as belonging to said defendant:

A farm known and designated under number three hundred and ninety four (No. 394) on the cadastre for the parish of St. Edouard, in the county of Napierville, measuring three arpents in front by twenty eight arpents in depth, more or less—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of St. Edouard, district of Iberville, on the TWENTY FIFTH day of APRIL next, 1929, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ARTHUR LASNIER,
Sheriff's office, Sheriff.
Saint John's, March 19, 1929. 1370—12-2
[First publication, March 23, 1929]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Magistrate's Court.—District of Iberville.

Saint John's, to wit: } THE CANADA PAINT
No. 2818. } COMPANY, LIMITED, plaintiff; against A. PAUL PERRAS, of the town and district of Iberville, defendant.

Seized as belonging to the said defendant:

1. A parcel of land part of lot number ninety nine (Pt. No. 99) on the cadastre for the town of Iberville, bounded on the South by Eighth Avenue, on the West by a part of lot No. 99, belonging to Madame Paradis, on the North by a part of the said lot No. 99 belonging to Théophile Choquette, on the East by another part of the said lot No. 99 belonging to Thomas Abel;

2. Un lopin de terre, partie du lot numéro quatre-vingt-quatre (Pt. No 84) du cadastre de la ville d'Iberville, mesurant quarante-deux pieds (42) de largeur le long de la neuvième avenue, sur soixante et douze pieds (72) de profondeur, le tout mesure anglaise, borné comme suit: au nord par la 9ème avenue, à l'est par une autre partie dudit lot No 84, appartenant à Alphonse Tétreault, au sud par une autre partie du dit lot No 84 appartenant à Joseph Provost, à l'ouest, par une autre partie du dit lot No 84 appartenant au même Joseph Provost.

Pour être vendus séparément, à la porte de l'Eglise de la paroisse de Saint-Athanase (Ville d'Iberville), district d'Iberville, le QUATORZIEME jour de MAI prochain 1929, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, ARTHUR LASNIER.
Saint-Jean, 6 avril 1929. 1371—15-2
[Première publication, le 13 avril 1929]

2. A parcel of land part of lot number eighty four (Pt. No. 84) on the cadastre for the town of Iberville, measuring forty two feet (42) in width along Ninth Avenue by seventy two feet (72) in depth, English measure, bounded as follows : on the North by Ninth Avenue, on the East by another part of the said lot No. 84 belonging to Alphonse Tétreault, on the South by another part of the said lot No. 84 belonging to Joseph Provost, on the West by another part of the said lot No. 84 belonging to the same Joseph Provost.

To be sold separately, at the church door of the parish of Saint Athanase (Town of Iberville), district of Iberville, on the FOURTEENTH day of MAY next, 1929, at TEN o'clock in the forenoon.

ARTHUR LASNIER,
Sheriff's office, Sheriff.
Saint John's, April 6, 1929. 1372—15-2
[First publication, April 13, 1929]

JOLIETTE

Province de Québec, District de Joliette. No 2458. } DENIS AUMONT, cultivateur, de la paroisse de Saint-Alexis, dans le district de Joliette, demandeur; vs JOSEPH LAFOREST, de la paroisse de Saint-Paul-l'Ermite, dans le district de Joliette, défendeur.

Une terre de forme irrégulière et d'une superficie d'environ soixante-dix arpents, située en la paroisse de Saint-Paul-l'Ermite, dans le comté de l'Assomption, dans le district de Joliette, connue et désignée dans les plan et livres de renvoi officiels du cadastre de ladite paroisse, sous le numéro deux cent un (201)—bâtie de maison, grange et autres dépendances. A distraire de la dite terre, le terrain donné le 29 novembre 1901 par Jacob Laforest, par acte reçu le même jour devant Mtre Joseph Marion, notaire, contenant 102 pieds de front sur 100 pieds de profondeur dans la ligne nord et 147 pieds dans la ligne sud, tenant devant au chemin public, derrière et des deux côtés au surplus dudit lot 201 dudit cadastre, ledit emplacement appartenant actuellement à Dame George Laforest ou représentants.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Paul-l'Ermite, le SEIZIEME jour de MAI 1929, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, ce 9ème jour d'avril 1929.

Le shérif,
1757—15-2 GEORGES DESROCHES.
[Première publication, le 13 avril 1929]

JOLIETTE

Province of Quebec, District of Joliette. No. 2458. } DENIS AUMONT, farmer, of the parish of Saint Alexis, in the district of Joliette, plaintiff; vs JOSEPH LAFOREST, of the parish of Saint Paul l'Ermite, in the district of Joliette, defendant.

A farm of irregular outline and of about seventy arpents in area, situate in the parish of Saint Paul l'Ermite, in the county of l'Assomption, in the district of Joliette, known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the said parish under the number two hundred and one (201)—with a house, barn and other dependencies erected thereon. To be withdrawn from the said farm the lot of land given the 29th of November, 1901, by Jacob Laforest, by deed executed the same day before Mtre Joseph Marion, notary, measuring 102 feet in front by 100 feet in depth in the north line and 147 feet in the south line, bounded in front by the public road, in the rear and on the two sides by the surplus of said lot 201 of the said cadastre, the said emplacement actually belonging to Dame George Laforest or representatives.

To be sold at the church door of the parish of Saint Paul l'Ermite, on the SIXTEENTH day of MAY, 1929, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, this 9th day of April, 1929.

GEORGE DESROCHES,
1758—15-2 Sheriff.
[First publication, April 13th, 1929]

MONTRÉAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No B-37971. } GÉDEON VALLÉE, rentier, domicilié à Rigaud, district de Montréal, Demandeur; vs DAME ALEXANDRINE JACOB, domiciliée à Montréal, épouse de feu J.-W.-André Séguin, en son vivant médecin, domicilié au dit lieu de Rigaud, Défenderesse.

Un emplacement situé en la Ville de Rigaud,

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. B-37971. } GEDEON VALLEE, annuitant, domiciled at Rigaud, district of Montreal, plaintiff; vs DAME ALEXANDRINE JACOB, domiciled at Montreal, wife of the late J. W. André Seguin, in his lifetime physician, domiciled at the said place of Rigaud, defendant.

An emplacement situate in the town of Rigaud,

étant distrait du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village de Rigaud, sous le numéro cent vingt-six (ptie No 126), de la contenance d'environ vingt-huit perches en superficie, tenant devant, côté nord-est; à un chemin de réserve entre ledit emplacement et celui de Théophile Sabourin ou représentants, au côté sud-est partie à un autre chemin de réserve et partie à James Fletcher ou représentants, en front à la rivière Rigaud, et à J.-Alphonse Chevrier—avec une maison et autres dépendances sus érigées.

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble dans cette cause, qui devait avoir lieu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Madeleine-de-Rigaud, le 14 mars dernier, aura lieu au même endroit le DIXIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif. OMER LAPIERRE.
Montréal, 9 avril 1929. 1725

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } MICHAEL HOLLAN-
No 47247. } DER *et al, es-qual.*, demandeurs; vs DAME MINA *alias* MARY GRUBERG, veuve de feu Peter Adelstein *et al, es-qual.*, défendeurs.

Un emplacement connu comme étant une partie de la subdivision du lot numéro 48 de la subdivision officielle du lot numéro 14 (ptie 14-48) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Laurent, dans la dite cité de Montréal, contenant 46 pieds et 1/10 de pied de largeur par 60 pieds et 4/10 de pied de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins; borné en front par le Boulevard Saint-Laurent tel qu'élargi, en arrière par une autre partie du dit lot No 14-48, étant une ruelle de 18 pieds de largeur pour l'usage en commun du dit emplacement et les propriétés adjacentes, au nord-ouest par le lot No 13 du dit plan, et au sud-est par le lot No 16*a* du dit plan—et avec les bâtisses dessus érigées portant les numéros civiques 1044 et 1050 du dit Boulevard Saint-Laurent et autres constructions y érigées; telle que la dite propriété se trouve actuellement, avec tous ses droits, appartenances et dépendances, sans exception ou réserve d'aucune sorte.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour de MAI prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif. OMER LAPIERRE.
Montréal, 9 avril 1929. 1727—15-2

[Première publication, 13 avril 1929]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } INDUSTRIAL LOAN &
No E-40354 } INVESTMENT CORPORATION, corporation légalement constituée conformément à la Loi, et ayant son bureau-chef et sa principale place d'affaires en la cité et le district de Montréal, demanderesse; vs WILLIAM MAGDOFF, marchand, de la cité de Montréal, défendeur.

Un emplacement situé en la cité de Montréal, sur l'avenue Colonial, contenant dix-neuf pieds et deux pouces de largeur, duquel un pouce de largeur par soixante et douze pieds et six pouces de profondeur sont pris sur la subdivision numéro un du lot officiel numéro neuf cent quarante-huit des plan et livre de renvoi officiels du quartier

being taken from the lot known and designated on the official plan and book of reference for the village of Rigaud, under the number one hundred and twenty six (Pt. No. 126), containing about twenty eight perches in area, bounded opposite on the Northeast side by a reserve road between the said emplacement and that of Théophile Sabourin or representatives, on the Southeast side partly by another reserve road and partly by James Fletcher or representatives, in front by the Rigaud river and by J. Alphonse Chevrier—with a house and other dependencies erected thereon.

Notice is hereby given that the sale of the immovable in this cause, which was to be held at the parochial church door of the parish of Sainte Madeleine de Rigaud, on the 14th of March last, shall be held at the same place on the TENTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office. Sheriff.
Montreal, April 9, 1929. 1726

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } MICHAEL HOLLAN-
No. 47247. } DER *et al, es-qual.*, plaintiffs; vs DAME MINA *alias* MARY GRUBERG, widow of the late Peter Adelstein *et al es-qual.*, defendants.

An emplacement known as part of subdivision of lot number 48 of the official subdivision of lot number 14 (Pt. 14-48) on the official plan and book of reference of the Saint Lawrence Ward in the said City of Montreal, containing 46 feet and 1/10 of one foot in width by 60 feet and 4/10 of a foot in depth, English measure, and more or less; bounded in front by Saint Lawrence Boulevard as widened, in rear by another part of said lot No. 14-48, being a lane of 18 feet in width for the common use of the said emplacement and adjoining properties, to the North-West by lot No. 13 on said plan, and to the South East by lot No. 16*a* on said plan—and with the buildings thereon erected, known as civic Nos 1044 and 1050 of the said Saint Lawrence Boulevard and other erections thereon; as the said property now subsists, with all its rights, members and appurtenances, without exception or reserve of any kind.

To be sold at my office in the City of Montreal, on the SIXTEENTH day of MAY next, at THREE o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 9 April 1929. 1728—15-2

[First publication, April 13, 1929]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } INDUSTRIAL LOAN &
No. E-40354. } INVESTMENT CORPORATION, a body corporate, duly incorporated according to law and having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff; vs WILLIAM MAGDOFF, merchant, of the city of Montreal, defendant.

An emplacement situate in the city of Montreal, on Colonial Avenue, containing nineteen feet and two inches in width, of which one inch width by seventy two feet and six inches in depth, are taken from subdivision number one of the official lot number nine hundred and forty eight on the official plan and book of reference of

Saint-Louis de Montréal, et dix-neuf pieds et un pouce de largeur par soixante-huit pieds et deux pouces de profondeur sont pris sur la subdivision officielle numéro un du lot numéro neuf cent quarante-sept desdits plan et livre de renvoi officiels, le tout mesure anglaise et plus ou moins; borné en front, ledit emplacement, par l'avenue Colonial, en arrière par partie desdits lots Nos 947 et 948; d'un côté, au nord-ouest, par une autre partie dudit lot de subdivision No 1 dudit lot No 947; et de l'autre côté, au sud-est, par une autre partie de ladite subdivision un dudit lot No 948—avec les bâtisses dessus érigées et portant les numéros civiques 153, 153*a* & 153*b* de ladite avenue Colonial et portant les nouveaux numéros 3671, 3673 et 3675 de ladite Avenue Colonial; mais sujet, en faveur des propriétaires et locataires de la partie non-subdivisée du dit lot No 948, d'un droit de passage dans un passage de trois pieds de largeur pris sur le côté nord-ouest du dit lot No 948-1 pour communiquer à l'avenue Colonial, pour apporter le bois, le charbon et pour l'usage général des propriétaires et locataires, exception faite pour les vidanges qui doivent être enlevés par la rue Cadieux, sujet aux charges ordinaires et sujet aussi à un droit de passage dans le dit passage en faveur du propriétaire et des locataires de la propriété adjacente.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 9 avril 1929. 1729—15-2
[Première publication: 13 avril 1929]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LA CITE DE VERDUN,
No B-43143. } demanderesse; vs DAME ELEONORE CRIPPS, épouse de Albert Eric Collins, de Toronto, dans la Province d'Ontario, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, défenderesse.

Deux emplacements situés dans la cité de Verdun, district de Montréal, ayant front sur l'Avenue Beatty, connus et désignés comme étant les lots Nos. 617 et 616 de la subdivision officielle du lot originaire No 4679, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Montréal.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de $24.00 sera exigé de tout offrant un enchérisseur avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'Hon. juge Surveyer, daté le 10 avril 1929.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 10 avril 1929. 1745—15-2
[Première publication: 13 avril 1929]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LA CITE DE VERDUN,
No. 47143. } demanderesse; vs THOMAS CUSSACK, de Toronto, Province d'Ontario, défendeur.

Un emplacement situé dans la cité de Verdun, borné en front par l'avenue Beatty, connu et désigné comme étant le numéro 436 de la subdivision officielle du lot numéro 4679, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal.

the Saint Louis ward of Montreal, and nineteen feet and one inch in width by sixty eight feet and two inches in depth are taken from the official subdivision number one of lot number nine hundred and forty-seven of said plan and book of reference, the whole English measure and more or less, bounded in front, the said emplacement, by Colonial avenue, in rear by part of said lots Nos. 947 and 948; on one side to the North West, by another part of said subdivision lot No. 1 of said lot No. 947; and on the other side, to the South East, by another part of said subdivision one of the said lot No. 948—with the buildings thereon erected and bearing the civic numbers 153, 153*a* & 153*b* of said Colonial Avenue, and bearing the new numbers 3671, 3673 and 3675 of said Colonial Avenue; but subject in favor of the proprietors and tenants of the non-subdivided part of said lot No. 948 of a right of way in a passage of three feet width taken on the North West side of said lot No. 948-1, to communicate to Colonial Avenue to bring wood, coal and for the general use of the proprietors and tenants, with the exception of garbages which must be laid out on Cadieux Street, under the ordinary charges and subject also to a right of way in said passage in favour of the owner and the tenants of the adjoining property.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTEENTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 9 April, 1929. 1730—15-2
[First publication: April 13th, 1929]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE CITY OF VERDUN,
No. B-43143. } plaintiff; vs DAME ELEONORE CRIPPS, wife of Albert Eric Collins, of Toronto, in the Province of Ontario, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, defendant.

Two emplacements situate in the city of Verdun, district of Montreal, fronting on Beatty Avenue, known and designated as being lots Nos. 617 and 616 of the official subdivision of primitive lot No. 4679, on the official cadastral plan and book of reference for the parish of Montreal.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the SEVENTEENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $24.00 shall be exacted from each and every bidder before accepting his offer or bid, pursuant to judgment of the Hon. Judge Surveyer, dated the 10th of April, 1929.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, April 10, 1929. 1746—15-2
[First publication: April 13th, 1929]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE CITY OF VERDUN,
No. 47143. } plaintiff; vs THOMAS CUSSACK, of Toronto, Province of Ontario, defendant.

An emplacement situate in the city of Verdun, bounded in front by Beatty Avenue, known and designated as being number 436 of the official subdivision of lot number 4679, on the official plan and book of reference for the parish of Montreal.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures et DEMIE du matin.

Un dépôt de $26.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'hon. juge Surveyer, daté le 10 avril 1929.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 10 avril 1929. 1747—15-2
[Première publication: 13 avril, 1929]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LA CITE DE VERDUN.
No C-44143. } demanderesse; vs DAME ELIZABETH VSERNOVITCH DOLGE, fille majeure et usant de ses droits, de Boston, Mass, défenderesse.

Un emplacement ayant front sur l'Avenue Beatty, dans la Cité de Verdun, district de Montréal, connu et désigné comme étant le lot No 599 de la subdivision officielle du lot No 4679, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour de MAI prochain, à DIX heures et DEMIE du matin.

Un dépôt de $24.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'hon. juge Surveyer, daté le 10 avril 1929.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 10 avril 1929. 1749—15-2
[Première publication: 13 avril 1929]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LA CITE DE VERDUN,
No F-47144. } demanderesse ; vs DAME HILDA MAY HARRISON, fille majeure et usant de ses droits, de Montréal, dit district, défenderesse.

Un emplacement ayant front sur l'Avenue Beatty, en la cité de Verdun, district de Montréal, connu et désigné comme étant le lot No 598 de la subdivision officielle du lot No 4679, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour de MAI prochain, à MIDI.

Un dépôt de $24.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'Hon. juge Surveyer, daté le 10 avril 1929.

Le shérif,
Bureau du shérif. OMER LAPIERRE.
Montréal, 10 avril 1929. 1751—15-2
[Première publication, 13 avril 1929]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LA CITE DE VERDUN,
No D-45144. } demanderesse; vs HENRY WARD de Williamstown, province d'Ontario, et EMMA WARD, veuve de Joseph F. Doyle, de Schenectady, état de New-York, Etats-Unis, défendeurs.

Un emplacement borné en front par la rue Rushbrooke, situé dans la cité de Verdun, connu et désigné comme étant le lot No 56 de la subdivision officielle du lot No 3268, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTEENTH day of MAY next, at HALF PAST ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $26.00 shall be required from each and every bidder before receiving his offer or bid, pursuant to judgment of Hon. Justice Surveyer, dated April 10th, 1929.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff,
Montreal, April 10, 1929. 1748—15-2
[First publication: April 13th, 1929]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE CITY OF VERDUN,
No. C-44143. } plaintiff; vs DAME ELIZABETH VSERNOVITCH DOLGE, spinster, and in full use of her rights, of Boston, Mass., defendant.

An emplacement fronting on Beatty Avenue, in the city of Verdun, district of Montreal, known and designated as being lot No. 599 of the official subdivision of lot No. 4679, on the official plan and book of reference for the parish of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTEENTH day of MAY next, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $24.00 shall be required from each and every bidder before receiving his offer or bid, pursuant to judgment of Hon. Justice Surveyer, dated April 10, 1929.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, April 10, 1929. 1750—15-2
[First publication: April 13th, 1929]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE CITY OF VERDUN, plaintiff; vs DAME HILDA MAY HARRISON, spinster and in full use of her rights, of Montreal, said district, defendant.
No. F-47144. }

An emplacement fronting on Beatty Avenue, in the city of Verdun, district of Montreal, known and designated as being lot number 598 of the official subdivision of lot No. 4679, on the official plan and book of reference for the parish of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTEENTH day of MAY next, at NOON.

A deposit of $24.00 shall be required from each and every bidder before receiving his offer or bid, pursuant to judgment of Hon. Justice Surveyer, dated April 10, 1929.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office. Sheriff.
Montreal, April 10, 1929. 1752—15-2
[First publication, April 13, 1929]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE CITY OF VERDUN, plaintiff; vs HENRY WARD, of Williamstown, Province of Ontario, and EMMA WARD, widow of Joseph F. Doyle, of Schenectady, State of New York, United States, defendants.
No. D-45144. }

An emplacement bounded in front by Rushbrooke Street, situate in the city of Verdun, known and designated as being lot No. 56 of the official subdivision of lot No. 3268, on the official plan and book of reference for the parish of Montreal.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de $81.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'Hon. juge Surveyer, daté le 10 avril 1929.

Le shérif,
Bureau du shérif. OMER LAPIERRE.
Montréal, 10 avril 1929. 1753—15-2
[Première publication, 13 avril 1929]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } J.-P. DUPUIS, LIMITEE
No D-45394. } J. corporation légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires dans la cité de Verdun, district de Montréal, demanderesse; vs J.-R. CHAMBERLAND, de la Cité et du District de Montréal, défendeur.

Un lot de terre situé dans la Cité de Montréal ayant front sur la rue Saint-Gérard, connu sous le numéro quatre cent quatre-vingt-un de la subdivision du lot numéro deux mille six cent vingt-neuf (2629-481) des plan et livre de renvois officiels de la paroisse Saint-Laurent—avec les bâtisses dessus érigées portant les numéros civiques 8366 et 8368 dans la rue Saint-Gérard, dans la Cité de Montréal.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 9 avril 1929. 1755—15-2
[Première publication: 13 avril, 1929]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DAME MARY DOU-
No B-37256. } GLAS, de la cité et du district de Montréal, veuve de feu John Parsons, en son vivant de la cité et du district de Montréal, demanderesse; vs DAME MARGARET VIOLET PORTEOUS, épouse séparée de biens de Lawrence Fred Churchill, de la cité et du district de Montréal, et le dit Lawrence Fred Churchill pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, défenderesse.

Un emplacement situé dans la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, dans le comté de Chambly, faisant partie du lot officiel numéro deux cent soixante-quatorze des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil et composé de deux lots connus comme étant les numéros de subdivision trois cent dix-neuf et trois cent vingt sur le plan de subdivision (non enregistré) de la dite propriété, préparé par D. M. Towle, arpenteur-géomètre provincial, en date du quinzième jour de juillet dix-neuf cent treize, chaque lot mesurant vingt-cinq pieds de largeur par cent pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins; les dits deux lots formant ledit emplacement ayant front sur une rue projetée allant du Chemin LaPinière (étant le numéro de subdivision deux cent quatre-vingt-sept du dit plan) la ligne du côté est de l'emplacement étant à une distance du dit chemin LaPinière de soixante pieds en avant et de cent soixante pieds en arrière des dits emplacements, le dit emplacement étant borné au nord par la dite rue projetée, en arrière au sud par une autre partie du dit lot officiel numéro deux cent soixante-quatorze appartenant à la succession Harrison Stephens ou représentants—avec la maison d'habitation et le hangar dessus érigés.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the SEVENTEENTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $81.00 shall be exacted from each and every bidder before accepting his offer or bid, according to judgment of the Hon. Judge Surveyer, dated the 10th of April, 1929.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office. Sheriff.
Montreal, April 10, 1929. 1754—15-2
[First publication, April 13, 1929]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } J. P. DUPUIS, LIMITEE, a
No. D-45394. } J. legally incorporated corporation, having its principal place of business in the city of Verdun, district of Montreal, plaintiff; vs J. R. CHAMBERLAND, of the city and district of Montreal, defendant.

A lot of land situate in the city of Montreal, fronting on Saint Gerard street, known under number four hundred and eighty one of the subdivision of lot number two thousand six hundred and twenty nine (2629-481), on the official plan and book of reference for the parish of Saint Laurent—with the buildings thereon erected bearing civic numbers 8366 and 8368 of Saint Gerard street, in the city of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTEENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, April 9, 1929. 1756—15-2
[First publication: April 13th, 1929]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } DAME MARY DOU-
No. B-37256. } GLAS, of the city and district of Montreal, widow of the late John Parsons, in his life time of the City and district of Montreal, Plaintiff; vs DAME MARGARET VIOLET PORTEOUS, wife separate as to property of Lawrence Fred Churchill, of the City and district of Montreal, and the said Lawrence Fred Churchill to authorize his said wife herein, Defendant.

An emplacement situate in the Parish of Saint Antoine de Longueuil, in the County of Chambly, forming part of official lot number two hundred and seventy four on the official Plan and in the Book of Reference of the Parish of Saint Antoine de Longueuil, and composed of two lots being known as subdivisions numbers three hundred and nineteen and three hundred and twenty on the subdivision plan (not registered) of said property made by D. M. Towle, Provincial Land Surveyor, dated the fifteenth day of July, nineteen hundred and thirteen, and measuring each lot twenty five feet in width by one hundred feet in depth, English measure, more or less; said two lots forming said emplacement fronting on a proposed Street running from LaPiniere Road (being subdivision number two hundred and eighty-seven on said plan) the East side line of the emplacement being distant from said LaPiniere Road sixty feet at the front and one hundred and sixty feet at the rear of the emplacements, the said emplacement being bounded to the North by said proposed Street, in rear to the South by another part of said official lot number two hundred and seventy four belonging to the estate Harrison Stephens or representatives—with the dwelling house and shed thereon erected.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, le VINGT-CINQUIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 20 mars 1929.

[Première publication, le 23 mars 1929]
1385—12-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No 46138. JOSEPH LAMARRE, demandeur; vs ALCIDE DROZ, défendeur; et LOUIS RACICOT, ES-QUAL., Mis-en-cause.

Comme appartenant au défendeur, Alcide Droz:

Un emplacement sis et situé en la cité de Longueuil, ayant front à la rue Saint-Laurent, faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le No 68 (Ptie) sur le plan et au livre de renvoi officiels du village de Longueuil, maintenant cité de Longueuil, dans le comté de Chambly—avec toutes les bâtisses dessus érigées; contenant 65 pieds en front sur 50 pieds de profondeur, mesure anglaise, borné en front par la rue Saint-Laurent, en profondeur par une partie du lot No 71 appartenant à Ignace Moquin, d'un côté par le résidu du dit lot No 68 appartenant à la Succession N.-E. Brassard et de l'autre côté par le mur mitoyen existant entre la propriété décrite aux présentes, et celle appartenant à Dame Gabrielle Droz Préfontaine, construites sur une autre partie du dit lot No 68—avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées au dit immeuble.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, le VINGT-CINQUIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 20 mars 1929.

[Première publication, le 23 mars 1929]
1389—12-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No B-43336. DAME ALEXANDRINE POITRAS, des cité et district de Montréal, veuve de Carolus Fafard, en son vivant médecin, du même lieu, demanderesse; vs HAROLD-D. KEAST, du même lieu, défendeur.

Un certain emplacement situé sur l'avenue Beaconsfield, dans la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro soixante-quatorze, de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent soixante-quatre (164-74), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal—avec une maison y érigée portant le numéro civique 378 de la dite Avenue Beaconsfield, et dépendances.

Avec et sujet au droit de passage sur une lisière de terre mesurant sept pieds et dix pouces de largeur par environ soixante-dix pieds de profondeur et mesurée de la ligne de la rue, mesure anglaise et plus ou moins, et composée de deux lisières d'égale largeur formant le côté nord-ouest du dit lot de subdivision soixante-quatorze et le côté sud-est du lot de subdivision soixante-quinze, sujet à un droit de vue en faveur de la maison érigée sur le lot de subdivision soixante-quinze du dit lot originaire, laquelle lisière de terre forme un passage commun entre et pour le bénéfice des dits lots de subdivision soixante-quatorze et

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Antoine de Longueuil, on the TWENTY FIFTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 20, 1929.

[First publication, March 23rd, 1929]
1386—12-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. 46138. JOSEPH LAMARRE, Plaintiff; vs ALCIDE DROZ, Defendant; and LOUIS RACICOT, ES-QUAL., *Mis en cause.*

As belonging to the defendant Alcide Droz:

An emplacement being and situate in the city of Longueuil, fronting on Saint Laurent Street, forming part of that lot of land known and designated under No. 68 (Pt.) on the official plan and book of reference for the village of Longueuil, now city of Longueuil, in the county of Chambly—with all the buildings thereon erected; measuring 65 feet in front by 50 feet in depth, English measure, bounded in front by Saint Laurent Street, on the depth by part of lot No. 71 belonging to Ignace Moquin, on one side by the residue of said lot No. 68 belonging to the N. E. Brassard estate, and on the other side by the *mitoyen* wall existing between the property herein described and that belonging to Dame Gabrielle Droz Prefontaine, built on another part of said lot No. 68—with all the servitudes, active and passive, apparent or occult, attached to the said immovable.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Antoine de Longueuil, on the TWENTY FIFTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 20, 1929.

[First publication, March 23rd., 1929]
1390—12-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. B-43336. DAME ALEXANDRINE POITRAS, of the city and district of Montreal, widow of Carolus Fafard, in his lifetime, physician, of the same place, plaintiff; vs HAROLD D. KEAST, of the same place, defendant.

A certain emplacement situate in Beaconsfield Avenue, in the city of Montreal, known and designated under number seventy four of the official subdivision of primitive lot number one hundred and sixty four (164-74) on the official plan and book of reference for the parish of Montreal—with a house erected thereon bearing the civic number 378 of the said Beaconsfield Avenue, and dependencies.

With and subject to a right of way in a strip of land measuring seven feet and ten inches in width by about seventy feet in depth and measured from the street line, English measure and more or less, and composed of two strips of equal width forming the Northwest side of the said subdivision lot seventy four and the Southeast side of subdivision lot seventy five, subject to a right of view in favor of the house erected on subdivision lot seventy five of said primitive lot, which strip of land forms a common passage between and for the benefit of said subdivision lots seventy four and seventy five; a right of view existing also in

soixante-quinze; un droit de vue existant aussi en faveur de la maison érigée sur le lot de subdivision soixante-quatorze et un droit d'avoir des ouvertures pour lumière et vue dans le mur nord-ouest de la maison y érigée. Le mur sud-est de la dite maison étant mitoyen avec les propriétés adjacentes.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-CINQUIEME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
OMER LAPIERRE.

Bureau du shérif,
Montréal, le 20 mars 1929. 1391—12-2

[Première publication, le 23 mars 1929]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } VIAU HOME LAND COMPANY, LIMITED, corporation à responsabilité ayant sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, demanderesse; vs BARNETT LEVINE, défendeur, LUCIEN LAVALLEE, commis, des cité et district de Montréal, curateur au délaissement.

Les lots numéros cent trente-six et cent trente-sept du lot originaire numéro cinq des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe—avec bâtisses et dépendances dessus érigées, lequel immeuble ayant front sur la rue Ville-Marie, cité et district de Montréal, le tout formant une seule exploitation.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-CINQUIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
OMER LAPIERRE.

Bureau du shérif,
Montréal, 20-3-29. 1393—12-2

[Première publication, le 23 mars 1929]

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIFTH day of APRIL next, at TWO o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff.

Sheriff's office,
Montreal, March 20, 1929. 1392—12-2

[First publication, March 23, 1929]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } VIAU HOME LAND COMPANY, LIMITED, a responsible corporation, having its principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff; vs BARNETT LEVINE, defendant; LUCIEN LAVALLEE, clerk, of the city and district of Montreal, Curator to the surrender.

Lots numbers one hundred and thirty six and one hundred and thirty seven of the original lot number five, on the official plan and book of reference for the parish of Longue-Pointe—with buildings and dependencies thereon erected, such immovable fronting on Ville-Marie street, city and district of Montreal, the whole forming one sole exploitation.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIFTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff.

Sheriff's office,
Montreal, 20-3-29. 1394—12-2

[First publication, March 23, 1929]

NICOLET

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, District d'Arthabaska, No 47. } DAME CELINA CAMIRANT, épouse séparée quant aux biens d'Adélard Drouin, de la paroisse de Saint-Norbert d'Arthabaska, et ledit Adélard Drouin, mis en cause pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, demanderesse; vs GUSTAVE PRINCE, agronome, d'Hébertville station, Lac Saint-Jean, es-qualité de tuteur à YVETTE PRINCE et THERESE PRINCE, légataires universels de feu leur père, Rodolphe Prince, défendeur.

1. La moitié nord-est du numéro (89) quatre-vingt-neuf du cadastre pour Sainte-Eulalie, au treizième rang du canton d'Aston—avec maisons, bâtiments et dépendances, d'environ quatre arpents et demi de front, sur la profondeur des terres du rang, tenant au nord-est à Oscar Désilets, au sud-ouest à Eugène St-Onge.

2. La partie centre du numéro (37) trente-sept du dit cadastre au douzième rang d'Aston susdit, —avec dépendances, d'environ trois arpents de front, sur la profondeur des terres du rang, tenant au nord-est à Samuel Cormier, au sud-ouest à Denis Hamel.

Pour être vendu séparément à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Eulalie, district de

NICOLET

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, District of Arthabaska, No. 47. } DAME CELINA CAMIRANT, wife separate as to property of Adélard Drouin, of the parish of Saint Norbert d'Arthabaska, and the said Adélard Drouin, *mis-en-cause*, to authorize his said wife for the purposes hereof, plaintiff; vs GUSTAVE PRINCE, agronomist, of Hébertville Station, Lake Saint John, *es-qualité* as tutor to YVETTE PRINCE and THERESE PRINCE, universal legatees of their late father Rodolphe Prince, defendant.

1. The northeast half of lot number (89) eighty nine on the cadastre for Sainte Eulalie, in the thirteenth range of the township of Aston —with houses, buildings and dependencies, of about four and one half arpents in front by the depth of the lands of the range, bounded on the northeast by Oscar Désilets, on the southwest by Eugène St-Onge.

2. The centre part of number (37) thirty seven of said cadastre in the twelfth range of Aston aforesaid—with dependencies, of about three arpents in front by the depth of the lands of the range, bounded on the northeast by Samuel Cormier, on the southwest by Denis Hamel.

To be sold separately at the parochial church door of Sainte Eulalie, district of Nicolet, on the

Nicolet, le QUATORZIEME jour du mois de MAI prochain, 1929, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-H. ROUSSEAU.
Nicolet, le 6 avril, 1929. 1719—15–2
[Première publication, 13 avril, 1929]

FOURTEENTH day of the month of MAY next, 1929, at TEN o'clock in the forenoon.

J. H. ROUSSEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Nicolet, April 6, 1929. 1720—15–2
[First publication: April 13th, 1929]

QUÉBEC

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } LA CIE JOS. LEFRANÇOIS, LIMITEE, corporation légale ayant son principal bureau d'affaires à Québec; contre HORAISE BERGERON, de Québec, entrepreneur, et H. BERGERON, LTEE., corporation légale ayant son principal bureau d'affaires à Québec, CHARLES-EUGENE COTÉ et AURÈLE LECLERC, de la cité de Québec, en leur qualité de régistrateurs conjoints, à savoir:

La subdivision No 19 (dix-neuf) du lot No 86 (quatre-vingt-six) du cadastre officiel pour la paroisse de Notre-Dame de Québec, Banlieue, maintenant quartier Montcalm, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur l'avenue Brown — avec les bâtisses en construction, circonstances et dépendances. Avec aussi les droits du défendeur sur les subdivisions 18 et 20 (dix-huit et vingt) du lot No 86 (quatre-vingt-six) du même cadastre.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Québec, le DIX-SEPTIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin (heure solaire).

Le shérif,
Bureau du shérif, CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, 11 avril 1929. 1767—15–2
[Première publication, le 13 avril 1929]
[Deuxième publication, le 27 avril 1929]

FIERI FACIAS

Québec, à savoir: } JOSEPH PEDNEAU, JULES GRAVEL, JOSEPH TREMBLAY, NAPOLEON PELCHAT, MICHEL BOULIANE, JEAN-B. ROBERGE, PAUL PEDNEAU, ODILON GAGNÉ, JOSEPH LETOURNEAU, et GAUDIAS GAGNÉ, tous journaliers de la cité de Québec; contre HORAISE BERGERON, LIMITEE, corporation légale et incorporée ayant son principal siège d'affaires dans la cité de Québec, et AURELE LECLERC et DR. CHARLES-EUGENE COTÉ tous deux en leur qualité de régistrateur de la cité de Québec, et J.-ERNEST LEFAIVRE, de la cité de Québec, en sa qualité de syndic à la faillite de la défenderesse, à savoir:

La subdivision 8 (huit) du lot No 86 (quatre-vingt-six) du cadastre officiel pour la paroisse de Notre-Dame de Québec, banlieue, maintenant quartier Montcalm, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Fraser—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Québec, le DIX-SEPTIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin (heure solaire).

Le shérif,
Bureau du shérif, CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, 11 avril, 1929. 1769—15–2
[Première publication, 13 avril 1929]
[Deuxième publication, 27 avril, 1929]

QUEBEC

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: } LA CIE JOS. LEFRANÇOIS, LIMITEE, a legal corporation, having its head-office at Quebec; against HORAISE BERGERON, of Quebec, contractor, and H. BERGERON, LTEE., a legal corporation, having its head-office at Quebec, CHARLES EUGENE COTE and AURELE LECLERC, of the city of Quebec, in their quality of joint registrars, to wit:

Subdivision No. 19 (nineteen) of lot No. 86 (eighty six) on the official cadastre for the parish of Notre-Dame de Québec, Banlieue, now Montcalm ward, of the city of Quebec, being an emplacement situate on Brown Avenue—with the buildings under construction, circumstances and dependencies. With also the rights of the defendant on subdivisions 18 and 20 (eighteen and twenty) of lot No. 86 (eighty six) of same cadastre.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the SEVENTEENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon. (Standard time).

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff's office, Sheriff.
Quebec, April 11, 1929. 1768—15–2
[First publication, April 13, 1929]
[Second publication, April 27, 1929]

FIERI FACIAS

Quebec, to wit: } JOSEPH PEDNEAU, JULES GRAVEL, JOSEPH TREMBLAY, NAPOLEON PELCHAT, MICHEL BOULIANE, JEAN B. ROBERGE, PAUL PEDNEAU, ODILON GAGNE, JOSEPH LETOURNEAU and GAUDIAS GAGNE, all laborers of the city of Quebec; against HORAISE BERGERON, LIMITEE, a body politic and coporate having its principal place of business in the city of Quebec, and AURELE LECLERC, and DR. CHARLES EUGENE COTE, both in their quality of registrar of the city of Quebec, and J. ERNEST LEFAIVRE, of the city of Quebec, in his quality of trustee to the insolvency of the defendant, to wit:

Subdivision 8 (eight) of lot No. 86 (eighty six) on the official cadastre for the parish of Notre Dame de Québec, banlieue, now Montcalm ward of the city of Quebec, being an emplacement situate on Fraser street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office in the city of Quebec, on the SEVENTEENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon (Standard time).

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, April 11, 1929. 1770—15–2
[First publication: April 13th, 1929]
[Second publication: April 27th, 1929]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } JOSPEH CLOVIS
No 485 (1929) } MARCHAND,
demandeur; vs HENRI A- GODIN, défendeur.

Comme appartenant audit défendeur, savoir:

Un terrain ou emplacement situé en la cité des Trois-Rivières, du côté sud-est de la rue Notre-Dame, connu et désigné comme étant le lot numéro cinq cent soixante et quinze (No 575) au cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières—avec la maison et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, sujet au droit de passage en faveur des occupants de l'emplacement voisin portant le numéro 577 du dit cadastre, tel que ce passage existe actuellement et suivant les titres des propriétaires de ces deux lots de terre; sauf à distraire l'extrême profondeur dudit lot, de quarante pieds de largeur sur vingt-deux pieds de profondeur, vendu par ledit H.-A. Godin à L.-N. Jourdain, suivant acte passé devant le notaire, le 24 novembre 1919 et enregistré au bureau d'enregistrement des Trois-Rivières le 27 suivant sous No 76667, B. 78, page 687.

Pour être vendu au bureau du shérif du district des Trois-Rivières, dans le Palais de Justice, en la cité des Trois-Rivières, le QUARORZIEME jour de MAI prochain 1929, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif. PHIL. L. LASSONDE.
Trois-Rivières, 10 avril 1929. 1763—15-2
[Première publication, le 13 avril 1929]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Trois-Rivières, to wit : } JOSEPH CLOVIS
No. 485 (1929) } MARCHAND,
Plaintiff; vs HENRI A. GODIN, defendant.

As belonging to said defendant, to wit:

A lot of land or emplacement situate in the city of Trois-Rivières, on the southeast side of Notre-Dame street, known and designated as being ot number five hundred and seventy five (No. 575) on the official cadastre for the city of Trois-Rivières—with the house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies; subject to right of way in favour of the occupants of the adjoining emplacement, bearing number 577 of said cadastre, such as this passage actually exists, and according to the titles of the owners of such two lots of land; save, to be withdrawn, the extreme depth of said lot, of forty feet in width by twenty two feet in depth, sold by the said H. A. Godin to L. N. Jourdain, according to deed of sale passed before the notary on the 24th of November, 1919, and registered at the Registry Office of Trois-Rivières, on the following 27th, under No. 76667, B, 78, page 687.

To be sold at the office of the Sheriff of the district of Trois-Rivières, in the Court House, in the city of Trois-Rivières, on the FOURTEENTH day of MAY next, 1929, at TEN o'clock in the forenoon.

PHI. L. LASSONDE,
Sheriff's office. Sheriff.
Trois-Rivières, April 10th, 1929. 1764—15-2
[First publication, April 13th, 1929]

Proclamation

Canada,
Province de Québec. H.-G. CARROLL
[L.S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi de la Grande-Bretagne, d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT.

PROCLAMATION

CHARLES LANTOT, *Assistant-Procureur Général.* } ATTENDU que le conseil municipal du village de Saint-Gabriel de Brandon, comté de Berthier, a fait préparer un plan et un livre de renvoi officiels du cadastre renouvelé du village de Saint-Gabriel de Brandon, comté de Berthier, compris dans la division d'enregistrement de Berthier, lesquels plan et livre de renvoi officiels ont été dressés jusqu'à une date précise marquée en iceux et ont dûment été signés, et font maintenant partie des archives du bureau du ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries;

ATTENDU qu'une copie du dit plan a été déposée au bureau de la division d'enregistrement de Berthier, avec une copie du livre de renvoi énonçant ce qui suit, conformément aux dispositions de l'article 2167 du Code Civil de Notre Province de Québec, savoir:

Proclamation

Canada,
Province of Quebec. H. G. CARROLL.
[L.S.]

GEORGE V, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Domisions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION

CHARLES LANCTOT *Deputy Attorney General.* } WHEREAS the municipal council of the village of Saint Gabriel de Brandon, county of Berthier, has caused to be prepared an official plan and book of reference of the renewed cadastre for the village of Saint Gabriel de Brandon, county of Berthier, comprised in the registration division of Berthier, which official plan and book of reference have been made up to a precise date marked thereon and duly signed, and now form part of the archives in the office of the Minister of Colonization, Mines and Fisheries;

WHEREAS a copy of the said plan has been deposited in the office of the registration division of Berthier, with a copy of the book of reference setting forth the following, in conformity with the provisions of article 2167 of the Civil Code of Our Province of Quebec, to wit:

1. Une description générale de chaque lot de terre sur le plan;
2. Le nom du propriétaire de chaque lot, autant qu'il est possible de s'en assurer;
3. Toutes remarques nécessaires pour faire comprendre le plan;

Chaque lot de terre sur le plan y est indiqué par un numéro d'une seule série, qui est inscrit dans le livre de renvoi pour y désigner le même lot;

Et vu les dispositions des articles 2168 et suivants du Code Civil de Notre Province;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif:

Nous donnons avis du dépôt, au bureau de la division d'enregistrement de Berthier, des plan et livre de renvoi préparés tel que susdit pour le cadastre renouvelé du village de Saint-Gabriel de Brandon, comté de Berthier, et;

Nous fixons au vingt-deuxième jour d'avril 1929, le jour auquel les dispositions de l'article 2168 C.C., deviendront en force, dans la division d'enregistrement de Berthier, relativement au territoire désigné ci-dessus, et

Nous invitons toutes personnes intéressées, à peine de perdre la priorité conférée par le Code Civil de Notre Province, à renouveler, dans les deux ans qui suivent le vingt-deuxième jour d'avril 1929, date fixée par la présente proclamation, l'enregistrement de tout droit réel sur un lot de terre compris dans le dit territoire, tel enregistrement devant être renouvelé au moyen de la transcription, dans le livre tenu à cet effet, d'un avis désignant l'immeuble affecté, en la manière prescrite en l'article 2168 C. C., en observant les autres formalités prescrites en l'article 2131 C.C., pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

DE TOUT CE QUE DESSUS tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QOUI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait opposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'Honorable HENRY GEORGE CARROLL, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du gouvernement, en Notre Cité de QUEBEC, de Notre province de QUEBEC, ce CINQUIEME jour d'AVRIL en l'année mil neuf cent vingt-neuf de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dix-neuvième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,

1713 C.-J. SIMARD.

1. A general description of each lot of land shown upon the plan;
2. The name of the owner of each lot, so far as it can be ascertained;
3. All remarks necessary to the right understanding of the plan;

Each lot of land is shown on the plan by a single serial number, which is inscribed in the book of reference to designate the same lot;

And considering the provisions of articles 2168 and following of the Civil Code of Our Province;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council:

We give notice of the filing, in the office of the registration division of Berthier, of the plan and book of reference prepared such as aforesaid for the renewed cadastre of the village of Saint Gabriel de Brandon, county of Berthier, and

We fix on the twenty second day of April, 1929, as the day on which the provisions of article 2168 C.C., shall come into force in the registration division of Berthier, respecting the territory hereabove designated, and

We call upon all interested persons, on pain of forfeiture of priority provided in the Civil Code of Our Province, to renew, within the two years following the twenty second day of April, 1929, the date fixed by the present proclamation, the registration of any real right on any lot of land comprised in the said territory, such registration to be renewed by transcribing, in a register kept for that purpose, a notice designating the immoveable affected, in the manner prescribed in article 2168 C.C., upon observing the other formalities prescribed in article 2131, C. C., for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

OF ALL WHICH OUR loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec to be hereunto affixed, WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable HENRY GEORGE CARROLL, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, in Our said Province, this FIFTH day of APRIL, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and twenty nine, and in the nineteenth year of Our Reign.

By command,

C. J. SIMARD,

1714 Assistant Provincial Secretary.

Avis divers

Avis public est par les présentes donné qu'en vertu de la section 7 de la Loi du Régime des Eaux Courantes, la compagnie "Southern Canada Power Company, Limited", corporation ayant son bureau-chef en la cité et le district de Montréal, a l'intention de demander l'autorisation de faire construire un barrage, tuyau, biez, usine d'énergie électrique, ligne de transmission et

Miscellaneous Notices

Public notice is hereby given in accordance with section 7 of the Water-Course Act that "Southern Canada Power Company, Limited", a corporation with head office at the City and District of Montreal, intends to apply for authorization to have constructed a dam, pen-stock, flumes, power-house, transmission line and other works, on the water course Negro River, in the county

autres travaux sur le cours d'eau appelé rivière Negro, dans le comté de Stanstead, qui passe sur, le long et à travers les lots suivants dans le canton de Stanstead, décrits sur le plan officiel du cadastre dudit canton, comme étant les lots 1161, 1160, 1157, 1154, 1153, 1152, 1151, 1150, 1149, 1148, 1147, 1147A et 1146, et dans le canton de Barnston, les lots 1G, 1H, 1K, 1D, 1F, 1J et 1E du plan officiel du cadastre dudit canton de Barnston.

Avis est aussi donné qu'une demande à cet effet, accompagnée d'un plan et des spécifications de ces travaux, indiquant l'endroit choisi pour la construction de ces travaux, et les terres qui seront affectées par le refoulement des eaux, a été adressée au Ministre des Terres et Forêts, et qu'un duplicata des dits plan et spécifications a été déposé au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement de Stanstead, au village de Stanstead Plain.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication de cet avis dans la Gazette Officielle de Québec.

Les procureurs de la demanderesse,

1765—15-5 RUGG, MIGNAULT & HOLTHAM,
"SOUTHERN CANADA POWER COMPANY, LIMITED".

of Stanstead, which passes upon, along and across the following lots in the Township of Stanstead, described on the Official Cadastral plan thereof as the lots 1161, 1160, 1157, 1154, 1153, 1152, 1151, 1150, 1149, 1148, 1147, 1147A, and 1146, and in the township of Barnston, the lots 1G, 1H, 1K, 1D, 1F, 1J and 1E of the official cadastral plan for the said township of Barnston.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specifications of such work, shewing the site chosen for the construction thereof, and the lands which will be affected by the backing up of the water, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests, and that a duplicate of such plan and specifications has been deposited at the registry office of the registration division of Stanstead, at the Village of Stanstead Plain.

The application contained in the petition will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of this notice in the Quebec Official Gazette.

RUGG, MIGNAULT & HOLTHAM,

1766—15-5 Attorneys for Petitioner,
"SOUTHERN CANADA POWER COMPANY, LIMITED".

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 15

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—

Dame Boyne vs Ostigny 1167
" Brunet vs Desroches 1167
" Cyr vs Boucher 1167
" Daigle vs Moisan 1166
" Frénette vs Paquin 1166
" Lavoie vs Couture 1167
" Sanfaçon vs Verret 1166
" Savoie vs Tellier 1166

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS:—

Johnston vs Gavin 1167

ANNONCEURS:—Avis aux 1115

ASSEMBLÉE :—

Quebec Central Ry. Co. 1168

ASSURANCES:—

Assecuranz — Union Von 1865 1163
New Brunswick Fire Insurance Co 1164
New York Indemnity Company 1164
Niagara Fire Insurance Co 1165
Prossedana Mutual Benefit Association . 1163
Sussex Fire Insurance Co 1165
Universal Insurance Company 1164

AVIS DIVERS:—

Southern Canada Power Co., Ltd 1195

BUREAU-CHEF:—

Appartements Montcalm, Ltée 1168
French & Foreign Investors Corp 1168
Les Immeubles Saint-Roch, Ltée 1168

Index of the Quebec Official Gazette, No. 15

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Dame Boyne vs Ostigny 1167
" Brunet vs Desroches 1167
" Cyr vs Boucher 1167
" Daigle vs Moisan 1166
" Frénette vs Paquin 1166
" Lavoie vs Couture 1167
" Sanfaçon vs Verret 1166
" Savoie vs Tellier 1166

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD AND PROPERTY:—

Johnston vs Gavin 1167

ADVERTISERS:—Notice to 1115

MEETING :—

Quebec Central Ry. Co. 1168

INSURANCES:—

Assecuranz — Union Von 1865 1163
New Brunswick Fire Insurance Co 1164
New York Indemnity Company 1164
Niagara Fire Insurance Co 1165
Prossedana Mutual Benefit Association . 1163
Sussex Fire Insurance Co 1165
Universal Insurance Company 1164

MISCELLANEOUS NOTICES:—

Southern Canada Power Co., Ltd 1195

CHIEF-OFFICE:—

Appartements Montcalm, Ltée 1168
French & Foreign Investors Corp 1168
Les Immeubles Saint-Roch, Ltée 1168

CHARTE—ABANDON DE:—

Chandellerie Nationale, Ltée..... 1169
J.-B. Turcotte Frère, Ltée..... 1169

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—

Carleton-sur-Mer..... 1165

FAILLI:—

Filiatrault, Donatien..... 1169

LETTRES PATENTES:—

Automobile Loan Corporation, Ltd..... 1154
Bagot Sand Co., Ltd..... 1116
Beaver Broom Co., Ltd..... 1119
Bonds and Investments, Ltd..... 1123
Canal Sites, Limited..... 1123
Club Nicolet, Limitée..... 1155
Farnham Development Corporation.... 1124
Freehold, Limited..... 1130
Fuel Industries (Canada), Ltd..... 1131
Harry P. Donohue, Ltd..... 1135
Iron and Brass Foundries, Ltd..... 1137
Island Investment Company..... 1138
La Cie d'Aqueduc de Carleton sur Mer, Ltée..... 1142
La Renardière Commerciale du Nord, Ltée..... 1143
Leamy Cartage, Limited..... 1145
Mines, Metals & Exploration Co., Ltd... 1147
People's Loan and Discount Corporation. 1148
Port Joli Inn, Limited..... 1157
S. L. Routtenberg & Company, Ltd..... 1150
St. Margaret Country Club, Inc..... 1151

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—

National Credit Corporation, Ltd..... 1161
The British Canadian Ins. Co.—La Cie d'Ass. Canadienne Britannique..... 1162

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE:—

Société Coopérative Agricole de Sainte-Emilie..... 1165

MINUTES DE NOTAIRE:—

Lamarche, Lambert..... 1169

PROCLAMATION:—

Division d'enregistrement de Berthier... 1194

SOUMISSIONS:—

Municipalité de Beaupré..... 1170
Municipalité de Saint-Henri-de-Taillon.. 1170

VENTE D'EFFETS NON RÉCLAMÉS:—

Canadian National Express..... 1171
Canadian Pacific Ry. Express Co..... 1171

VENTES, LOI DE FAILLITE:—

Allard, Lucien..... 1173
Déchesne, Amédée..... 1175
Denis, Horace..... 1175
Girard, Ulysse..... 1173
Jetté, Edoaurd..... 1171
Lortie, Aimé..... 1174
Succession Virgina Gibouleau..... 1176

CHARTER—SURRENDER OF:—

Chandellerie Nationale, Ltée..... 1169
J.-B. Turcotte Frère, Ltée..... 1169

DEPARTMENT OF EDUCATION:—

Carleton-sur-Mer..... 1165

INSOLVENT:—

Filiatrault, Donatien..... 1169

LETTERS PATENT:—

Automobile Loan Corporation, Ltd..... 1154
Bagot Sand Co., Ltd..... 1116
Beaver Broom Co., Ltd..... 1119
Bonds and Investments, Ltd..... 1123
Canal Sites, Limited..... 1123
Club Nicolet, Limitée..... 1155
Farnham Development Corporation.... 1124
Freehold, Limited..... 1130
Fuel Industries (Canada), Ltd..... 1131
Harry P. Donohue, Ltd..... 1135
Iron and Brass Foundries, Ltd..... 1137
Island Investment Company..... 1138
La Cie d'Aqueduc de Carleton sur Mer, Ltée..... 1142
La Renardière Commerciale du Nord, Ltée..... 1143
Leamy Cartage, Limited..... 1145
Mines, Metals & Exploration Co., Ltd... 1147
People's Loan and Discount Corporation. 1148
Port Joli Inn, Limited..... 1157
S. L. Routtenberg & Company, Ltd..... 1150
St. Margaret Country Club, Inc..... 1151

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENTS:—

National Credit Corporation, Ltd..... 1161
The British Canadian Ins. Co.—La Cie d'Ass. Canadienne Britannique..... 1162

DEPARTMENT OF AGRICULTURE:—

Cooperative Agricultural Association of Sainte Emilie..... 1165

NOTARIAL MINUTES:—

Lamarche, Lambert..... 1169

PROCLAMATION:—

Registration Division of Berthier..... 1194

TENDERS:—

Municipality of Beaupré..... 1170
Municipality of Saint Henri de Taillon... 1170

SALE OF UNCLAIMED BAGGAGE:—

Canadian National Express..... 1171
Canadian Pacific Ry. Express Co..... 1171

SALES, BANKRUPTCY ACT:—

Allard, Lucien..... 1173
Déchesne, Amédée..... 1175
Denis, Horace..... 1175
Girard, Ulysse..... 1173
Jetté, Edoaurd..... 1171
Lortie, Aimé..... 1174
Estate of Virgina Gibouleau..... 1176

VENTE PAR LICITATION :—

Benoit *et vir* vs Benoit *et al*..... 1177

VENTES POUR TAXES:—

Cité d'Arvida..... 1183
Ville Saint-Laurent..... 1178
Ville Saint-Laurent..... 1182

VENTES PAR LES SHÉRIFS:—

ARTHABASKA:—

Martin *et al* vs Hébert..... 1183

BEAUCE:—

Thibodeau *et al* vs Lessard & Frère..... 1184

BEDFORD:—

Barrette vs Tardif..... 1184

CHICOUTIMI:—

Girard vs Michaud..... 1185

IBERVILLE:—

Duchesne vs Guertin..... 1185
The Canada Paint Co., Ltd. vs Perras... 1185

JOLIETTE:—

Aumont vs Laforest..... 1186

MONTRÉAL:—

Cité de Verdun vs Cripps *et vir*..... 1188
Cité de Verdun vs Cussack..... 1188
Cité de Verdun vs Dolge..... 1189
Cité de Verdun vs Harrison..... 1189
Cité de Verdun vs Ward *et al*..... 1189
Douglas vs Porteous *et vir*..... 1190
Hollander *et al* vs Gruberg..... 1187
Industrial Loan & Investment Corp. vs Magdoff..... 1187
J.-P. Dupuis, Ltée vs Chamberland..... 1190
Lamarre vs Droz..... 1191
Poitras vs Keast..... 1191
Vallée vs Jacob..... 1186
Viau Home Land Co., Ltd vs Levine.... 1192

NICOLET:—

Camirant *et vir* vs Prince..... 1192

QUÉBEC:—

La Cie Jos. Lefrançois, Ltée vs Bergeron *et al*..... 1193
Pedneau *et al* vs Horaise Bergeron, Ltée.. 1193

TROIS-RIVIÈRES:—

Marchand vs Godin..... 1194

SALE BY LICITATION :—

Benoit *et vir* vs Benoit *et al*..... 1177

SALE FOR TAXES:—

City of Arvida..... 1183
Town of Saint-Laurent..... 1178
Town of Saint-Laurent..... 1182

SHERIFFS' SALES:—

ARTHABASKA:—

Martin *et al* vs Hébert..... 1183

BEAUCE:—

Thibodeau *et al* vs Lessard & Frère..... 1184

BEDFORD:—

Barrette vs Tardif..... 1184

CHICOUTIMI:—

Girard vs Michaud..... 1185

IBERVILLE:—

Duchesne vs Guertin..... 1185
The Canada Paint Co., Ltd. vs Perras... 1185

JOLIETTE:—

Aumont vs Laforest..... 1186

MONTREAL:—

City of Verdun vs Cripps *et vir*..... 1188
City of Verdun vs Cussack..... 1188
City of Verdun vs Dolge..... 1189
City of Verdun vs Harrison..... 1189
City of Verdun vs Ward *et al*..... 1189
Douglas vs Porteous *et vir*..... 1190
Hollander *et al* vs Gruberg..... 1187
Industrial Loan & Investment Corp. vs Magdoff..... 1187
J.-P. Dupuis, Ltée vs Chamberland..... 1190
Lamarre vs Droz..... 1191
Poitras vs Keast..... 1191
Vallée vs Jacob..... 1186
Viau Home Land Co., Ltd vs Levine.... 1192

NICOLET:—

Camirant *et vir* vs Prince..... 1192

QUEBEC:—

La Cie Jos. Lefrançois, Ltée vs Bergeron *et al*..... 1193
Pedneau *et al* vs Horaise Bergeron, Ltée.. 1193

TROIS RIVIÈRES:—

Marchand vs Godin..... 1194

QUÉBEC:—Imprimé par C.-J. SIMARD, imprimeur *pro tempore* de Sa Très Excellente Majesté le Roi.

QUEBEC:—Printed by C. J. SIMARD, printer *pro tempore* to His Most Excellent Majesty the King.